

كلمة

« Le Monde des livres » : les droites en gros plan

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14872 - 7 F

VENDREDI 20 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Pakistan : une journée inquiétante...

Le Pakistan a connu, mercredi 18 novembre, une de ces journées qui, à se remémorer son passé agité, ne présagent rien de bon pour la démocratie. Une capitale, Islamabad, en état de siège; de vives échauffourées entre manifestants et police dans les villes du Nord; le chef de l'opposition, M. Benazir Bhutto, malmenée par la police, puis interpellée et assignée à résidence à son domicile de Karachi; d'évidence, le « pays des pures » est à nouveau entré en turbulence.

Mais le gros temps menaçait, en fait, depuis que, l'été dernier, la jeune et tonique présidente du Parti populaire pakistanais, ce PPP qui hérite entre populisme et social-démocratie, a lancé une campagne pour écarter le chef du gouvernement, le conservateur islamiste modéré M. Nawaz Sharif. M. Bhutto n'a jamais accepté son élection de 1990. Elle n'a ni « digéré » sa destitution, ni vrai dire assez ignominieuse, par le président Ismaïl Khan, après vingt mois seulement à la tête du gouvernement, ni reconnu sa défaite aux élections qui ont suivi.

ELLE assure, non sans de sérieux indices, que la constitution a été trahie. Absurdité et presque déprimée par ces événements, de surcroît choqués par des procès entamés par le nouveau pouvoir contre elle-même et son mari, le chef de l'opposition a mis du temps à se ressaisir.

M. Bhutto a profité du répit pour réorganiser ce PPP qu'avait fondé son père, pendu en 1979 par le général Zia. Néanmoins tout sur son charisme, qui est grand, l'ex-premier ministre avait souvent remplacé, en effet, le travail patient par l'autoritarisme. Et des sympathisants l'avaient abandonnée en nombre, tant sa confiance en elle confine à l'arrogance.

M. Bhutto a aussi entrepris de remédier à ce qui était apparu l'un de ses points faibles, au gouvernement : ses relations avec les militaires - centre de pouvoir décisif au Pakistan. Elle s'est ainsi gardée de critiquer l'action, il est vrai plus subtile que par le passé, de forces armées engagées depuis mai dans la province méridionale du Sind en vue d'y rétablir un ordre compromis par le grand banditisme et la violence des luttes entre factions politiques.

M. Bhutto a estimé venu le temps d'une relance de sa campagne pour évincer le jeune M. Sharif, et donner par la même occasion une leçon au vieux chef de l'Etat, qu'elle accable également de ses sarcasmes. L'insuffisance de l'action gouvernementale en faveur des millions de sinistrés des inondations de l'automne lui a fourni plus qu'un prétexte. Une suspicion très répandue de corruption frappant l'entourage de M. Sharif a aussi rendu son action relativement populaire.

Gouvernés près d'un quart de siècle par les castes en quarante-cinq ans d'indépendance, les Pakistanais se demandent, par réflexe, lorsque la rue est en tumulte : que vont faire les généraux ? Or ceux-ci sont partagés. Ils sont conscients du désordre désormais attaché aux régimes militaires. Mais ils sont aussi préoccupés par l'affaiblissement de l'Alliance démocratique islamique de M. Sharif. Et ils ne peuvent que juger fastidieuse l'agitation de rue de M. Bhutto. C'est dire que le passé est aujourd'hui décevant pour la démocratie pakistanaise.

Lire nos informations page 6



Invitée par M. Bérégovoy à le soutenir au Parlement

L'opposition pousse le gouvernement à se montrer ferme sur le GATT

M. Pierre Bérégovoy a souhaité, mercredi 18 novembre, que se dégage un « large mouvement de cohésion nationale » pour « défendre les intérêts de la France » dans les négociations du GATT. Un débat devrait avoir lieu au Parlement la semaine prochaine. Le premier ministre a expliqué aux députés pourquoi le

conseil restreint, réuni le même jour autour du président de la République, avait jugé que les conditions n'étaient pas actuellement remplies pour « un accord global et équilibré ». Les porte-parole de tous les groupes ont encouragé le gouvernement à maintenir une attitude de fermeté.

par Thierry Bréhier

« C'est un des dossiers les plus difficiles que j'aie eu à traiter depuis 1951 », a expliqué M. François Mitterrand au cours du conseil des ministres du mercredi 18 novembre, lorsque furent évoquées les négociations du GATT.

Les débats de celui-ci, comme la mise au point de la stratégie française lors du conseil restreint qui a suivi, n'ont pu que confirmer le président de la République dans cette analyse. C'est

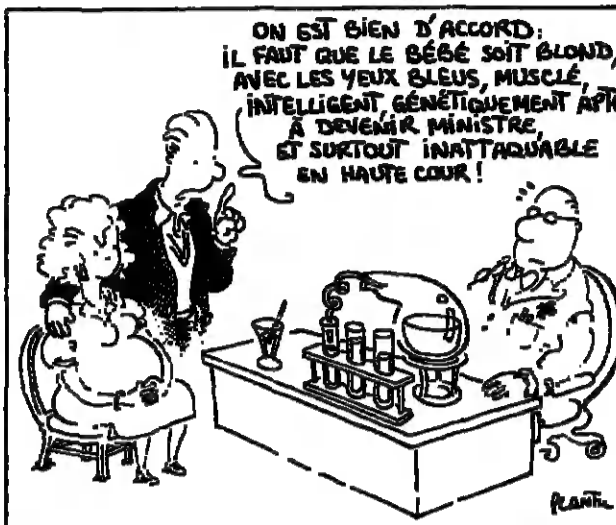
pourquoi M. Pierre Bérégovoy a annoncé, l'après-midi même à l'Assemblée nationale, son intention d'associer le Parlement, d'une manière ou d'une autre, à la position que prendra le gouvernement français. S'il parvenait - mais n'est-ce pas un vœu pieux ? - à éviter que l'opposition n'use de cette affaire pour critiquer la majorité lors des prochaines batailles électorales, il est certain qu'il obtiendrait une simplification, mais une simplification seulement partielle, de ce dossier. L'affaire est délicate car

elle pourrait - une fois encore - faire naître une contradiction entre les intérêts du président de la République et ceux des socialistes.

M. Mitterrand a placé lui-même son second septennat sous le signe de l'Europe, il ne peut, sauf à avouer un échec complet, prendre la responsabilité d'une crise grave de la construction de l'Union de l'Europe, déjà mise à mal par la difficile ratification du traité de Maastricht.

Lire la suite et nos informations page 8

Bioéthique : trois projets de loi soumis aux députés



MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé, Michel Vauzelle, ministre de la justice, et Hubert Curien, ministre de la recherche, devaient ouvrir, jeudi 19 novembre à l'Assemblée nationale, l'examen de trois projets de loi relatifs à la bioéthique, dont la préparation a duré près de trois ans. Les députés se prononceront sur ces textes, mercredi 25 novembre, selon la procédure du vote personnel.

Lire page 10 les articles de JEAN-YVES NAU et d'HENRI TINCO

Les hésitations économiques de M. Clinton

Stimuler l'activité et réduire le déficit sont les objectifs, apparemment contradictoires, du président élu

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

M. Bill Clinton a promis, au cours de sa campagne électorale, de « faire pousser l'économie » américaine (« grow the economy »), comme on dope une plante pour lui redonner sa capacité à croître et à créer des emplois. Quels engrais compte-t-il utiliser ? Avant même la table ronde prévue à Little Rock (Arkansas), la démarche du président élu commence à se préciser. L'économie sera bien sa priorité, il l'a confirmé jeudi 12 novembre à l'occasion de sa

première conférence de presse post-électorale. Et, dans ce domaine, son administration sera active, déterminée mais modérée. A travers un programme fiscal pluri-annuel, elle tentera de stimuler l'activité tout en réduisant le déficit budgétaire. Avec une direction, sinon une obsession : la croissance.

Pour le nouveau locataire de la Maison Blanche, la perspective qui détermine désormais tout le reste, et notamment l'échéancier de sa stratégie économique, est fixée : c'est clairement 1996 et l'élection présidentielle. Les Etats-

Unis devront avoir, à ce moment-là, retrouvé une croissance de 4 % à 5 % l'an (contre moins de 2 % cette année). Sur le plan de relance, les experts comme les conseillers du président élu (dont M. Robert Shapiro) qui s'exprimaient lors du séminaire organisé du 11 au 13 novembre par le Washington Research Group (du groupe Crédit lyonnais) parient sur une grande prudence du nouveau président. Deux questions centrales se posent encore : l'ampleur du soutien à l'investissement d'abord. Sur la

nécessité d'une forte augmentation des impôts ensuite.

Premier et principal axe de la future stratégie de M. Clinton, la relance de l'investissement. Le public et le privé. Le matériel (routes, machines, équipements...) et l'immatériel (recherche et développement, formation professionnelle...). Les grands travaux d'infrastructure et le high-tech. Sur le principe, tous les experts approuvent ! Des désaccords subsistent sur les modalités et l'ampleur de ce soutien à l'investissement.

ERIK IZRAELECZ
Lire la suite page 19

Lyon en suspens

Le silence du maire sur les ennemis de son ancien directeur de campagne, M. Botton, pèse sur le climat local

LYON

de notre bureau régional

Lyon file un drôle de brouillard. Non pas le brouillard atmosphérique qui lui a taillé, jadis, une fausse réputation. Non, en cet automne 1992, c'est un brouillard politique qui plane dans la ville, la laisse en état d'apesanteur : M. Pierre Botton, homme d'affaires et gendre du maire, ne dort plus dans son hôtel particulier du boulevard des Belges, mais dans une cellule de la prison Saint-Joseph. Inculpé d'abus de biens sociaux, de « banqueroute » et de « faux en écriture privée, de commerce et de banque, et usage ».

Et les justifications de certaines dépenses de ses sociétés par des « largesses » pour certains journalistes vedettes ou pour le maire de Lyon (le Monde du 18 novembre) accentuent pour le moins ce « climat de malaise », selon l'expression entendue. M. Michel Noir se refuse, pour le moment, à toute déclaration. Il se veut seulement « un père qui pense d'abord à [sa] fille ».

Mais chacun sait que ces derniers événements ne pourront pas ne pas figurer dans la rebondissante chronique familiale, com-

posée de brouilles et de réconciliations tout aussi spectaculaires entre un maire et celui qui fut son directeur de campagne technique et financier pour l'élection municipale de mars 1989. Le PS du Rhône, par la voix de son secrétaire départemental, M. Yvon Deschamps, demande ainsi que « M. Noir rende enfin publics les comptes de sa campagne électorale, comme il s'y était engagé ». « Afin, poursuit M. Deschamps, de lever toute ambiguïté, que cette ville ne souffre plus d'un doute permanent. »

Le chef de file des socialistes lyonnais, M. Gérard Collomb, se veut plus véroce : « Michel Noir n'a pas été élu sur des idées. Il n'en a pas. C'est un produit médiatique du style Paris-Match : beaucoup de photos, mais peu de texte. François-Henri de Virieu, un expert en la matière, l'a très bien démontré dans son livre la Méditerranée. Avec un passage remarquable qui relate la candidature de Michel Noir à la mairie de Lyon, sur TF1 face à Patrick Poivre d'Arvor. »

BRUNO CAUSSÉ
et ROBERT MARMOZ
Lire la suite page 8



Alain Finkelkraut

Comment peut-on être croate ?

nrf

GALLIMARD

LIVRES

■ Le paradis brisé d'Ezra Pound
■ L'autre visage de Jung
■ Ryotaro Shiba en quête des origines
■ Le feuilleton de Michel Braudou : « Amours torques »
■ Histoires littéraires par François Bott : « La femme de Madame » et « D'autres mondes »
■ Nicole Zand : « La mémoire refoulée ».

pages 25 à 36

Le sommaire complet se trouve page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 DH; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 35 P; Italie, 1,20 L; Japon, 200 Y; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Service public : une nouvelle frontière

par Emile Zuccarelli

L'ACTUALITÉ récente a été marquée par un événement qui fera date dans l'histoire de la construction européenne. Passée relativement inaperçue, la grève des cheminots européens est en fait un événement considérable : non seulement parce que pour la première fois dans l'Europe des Douces des salariés ont mené le même jour une grève commune, mais aussi parce que certains mots d'ordre de cette grève portaient sur l'un des grands enjeux de la construction européenne : la pérennité des grands services publics marchands.

L'Europe est en effet soumise actuellement à une extraordinaire pression de dérégulation visant à imposer des règles de concurrence dans toutes les activités. Depuis quelques années se déroule au sein de la Communauté une bataille très âpre autour des grands secteurs dotés de services publics à caractère industriel et commercial : transports, énergie, télécommunications, postes, distribution et traitement des eaux, etc.

Cette bataille se déroule selon un scénario constant : le commissaire en charge de la concurrence à la Commission des Communautés européennes émet des propositions pour réduire ou faire disparaître le monopole ou la réglementation spécifique du secteur visé. Ces propositions donnent en général lieu à des discussions tendues entre les États membres et aboutissent souvent à un compromis dans lequel le champ d'action du service public est diminué au profit des activités concurrentielles. Puis quelques années plus tard, la Commission revient à la charge et propose un nouveau pas vers la dérégulation. Progressivement le champ du monopole, qui rend possible l'exercice des missions de service public, se réduit.

Ce scénario s'est déroulé dans la plupart des secteurs précités. Dans le domaine du transport aérien la libre concurrence est devenue le seul objectif affiché. Dans celui des télécommunications, malgré la mise en œuvre, en 1993, d'un compromis visant à assurer l'équilibre entre service public et concurrence, Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé de la concurrence, vice-président de la Commission des Communautés européennes, vient d'engager une nouvelle offensive contre les monopoles des opérateurs publics et proclame ouvertement sa volonté de libérer intégralement le secteur. Le secteur de l'énergie, en particulier de l'électricité et du gaz, est le théâtre d'un scénario de même nature qui se traduit d'ailleurs par une plainte devant la Cour de justice des Communautés. Les transports ne sont pas épargnés : la direction de la concurrence remet en cause les « ententes » entre les sociétés publiques de chemin de fer, et certains souhaitent que les sociétés privées puissent avoir accès aux

infrastructures, c'est-à-dire faire rouler des trains privés sur les rails des sociétés publiques. La Poste, quant à elle, est en pleine préparation d'une réglementation européenne qui définira les domaines respectifs de la concurrence et du monopole.

Mais cette fièvre dérégulatrice n'est pas le seul fait de Leon Brittan. Dans les États membres certains gouvernements poussent dans cette voie. C'est bien sûr le cas de la Grande-Bretagne, mais aussi des Pays-Bas ou du Danemark. En France, le débat est plus feutré. Mais certaines prises de position récentes montrent que celui-ci va se développer. L'opposition parlementaire propose un gigantesque programme de privatisations - si l'on en juge par les 300 milliards de francs avancés par le RPR - qui touchent nécessairement certains services publics. M. Jacques Godfrain, député RPR, a, d'ailleurs, évoqué très clairement la privatisation de France Télécom.

La cohésion sociale

Nous sommes donc au cœur d'un vrai débat politique, à l'échelle continentale, dont l'issue est incertaine, mais qui comporte des enjeux considérables pour notre société. Car les grands services publics ont - par définition - des missions et des responsabilités d'intérêt général touchant l'ensemble de la collectivité. À cet égard, il convient, pour être précis, de bien différencier, d'une part, ce qui relève de l'activité de service public et, d'autre part, le statut et le mode d'organisation de l'institution en charge de cette activité. En effet une activité de service public n'est pas nécessairement assurée par un organisme public. La collectivité peut confier des missions de service public aussi bien à des organismes publics - par exemple la SNCF ou La Poste - qu'à des entreprises privées - le secteur de la distribution des eaux par exemple - auxquelles l'on impose un cahier des charges.

En général ce cahier des charges, qui définit le statut de l'institution chargée, prévoit les obligations d'intérêt général : égalité de traitement des usagers, universalité, qualité et disponibilité des prestations, neutralité, participation à l'aménagement du territoire, participation à des politiques sociales ou publiques particulières, etc.

En contrepartie de ces obligations, l'entreprise en charge du service public dispose de droits particuliers : le monopole de l'activité sur un ensemble de services ou sur tout ou partie du territoire ; la possibilité de pratiquer la péréquation des tarifs ; l'entreprise pouvant fixer sur certains services ou sur des axes géographiques des prix inférieurs aux coûts, les pertes étant compensées par les gains obtenus grâce à des niveaux de prix supérieurs aux coûts sur d'autres prestations ou sur d'au-

tres zones géographiques ; les droits particuliers peuvent aussi porter par exemple sur le régime de responsabilité juridique de l'opérateur. Bref le service public à la française, c'est un ensemble de droits et d'obligations concourant à l'exercice d'équité de missions d'intérêt général. C'est pourquoi le premier enjeu, pour la France comme pour ses partenaires, est celui de la cohésion économique et sociale du pays.

Ce que proposent les partisans de la dérégulation, c'est tout d'abord la fin de la péréquation tarifaire. Prenons un exemple : une entreprise privée de télécommunications, sans obligation de service public, pourrait offrir ses services entre Paris et Lyon, liaison particulièrement fréquentée. Elle pratiquerait des tarifs très bas parce qu'elle n'aurait que cette infrastructure à amortir avec un trafic très élevé. Pour éviter de disparaître de cette liaison par le jeu de la concurrence, France Télécom sera obligée de s'aligner sur les tarifs de l'entreprise privée sur Paris-Lyon. Mais que devient donc le prix de la communication entre Paris et La Rochelle ? Cette liaison étant moins profitable, la concurrence privée ne cherchera pas à s'y installer. France Télécom maintiendra donc des tarifs sur Paris-La Rochelle plus élevés que sur Paris-Lyon.

Cela signifie que, selon l'endroit où il habite, le citoyen n'aura pas les mêmes conditions d'accès aux moyens de communication et le même cadre de développement économique. Ce scénario catastrophe n'est pas une vue de l'esprit : c'est en effet ce que pratique actuellement l'opérateur British Telecom en Grande-Bretagne.

Mais la dérégulation, c'est aussi un accès inégal aux grands services nationaux. Les particuliers ou les entreprises qui peuvent « payer » auront droit à un service de distribution d'eau, d'électricité ou de téléphone proportionné à leur revenu, puisque le critère d'accès serait fondé sur le seul rapport marchand.

La dérégulation, c'est un pays doté de grandes autoroutes de communication et d'équipements sur les axes à haute profitabilité que se partagent des déseignés. Les opérateurs privés s'installeront de fait essentiellement dans les grandes métropoles à forte densité économique. Ce serait donc le renoncement à l'aménagement harmonieux du territoire, qui est l'un des fondements de notre cohésion nationale. Ce serait - à fortiori - l'abandon de toute politique d'aménagement du territoire. La dérégulation, c'est la fin de l'universalité de service rendu. Le service universel deviendrait l'exception et l'inégalité des services la règle.

Apprentis sorciers

L'enjeu de la dérégulation, c'est aussi un enjeu technologique : les grandes réalisations technologiques qui sont aujourd'hui accessibles à tout Français et à toute entreprise, comme le Minitel, le téléphone numéroté, le TGV, ont été rendues possibles grâce à des structures de service public puissantes et capables de mener des programmes sur longue période. La dérégulation, c'est l'activité et des opérateurs, conséquence inéluctable de la dérégulation, rendrait à l'évidence la réalisation de tels projets très hypothétique. Ainsi, derrière les attaques contre les grands services publics, industriels et commerciaux, se prépare une remise en cause fondamentale de la cohésion économique et sociale du pays, et demain de l'Europe. Car les communications, l'énergie et les transports sont le système nerveux de notre économie et de la vie sociale.

Cette remise en cause est souvent le fait d'apprentis sorciers qui ne voient pas les risques que fait peser cette dérégulation sur l'économie et le social. Quand on évoque ces risques, ils répondent : il suffit que le service public soit subventionné par la collectivité. Mais ce modèle, ce sont des entreprises privées très rentables et des établissements publics très déficitaires. Le risque de cette conception, c'est la paupérisation progressive du service public. Risque d'autant plus grand que ce sont les mêmes États membres qui prônent une réduction de la dépense publique et de la redistribution nationale.

Alors que faire face à cette offensive généralisée contre les services publics ? L'action passe selon moi par quatre voies : réaffirmer sans équivoque les principes légitimes du service public, donner les moyens de développement aux grands opérateurs de service public, engager un vrai débat avec les représentants du personnel et les usagers concernés,

tenir à Bruxelles un discours concerté et cohérent.

En premier lieu, on ne gagnera pas cette bataille si on ne rappelle pas clairement les grands principes du service public : la continuité spatiale et temporelle, l'égalité d'accès, la flexibilité, c'est-à-dire la recherche permanente de la satisfaction des besoins évolutifs des usagers, l'universalité bien sûr, la participation à des missions d'intérêt national (aménagement du territoire, défense, sécurité, maintien des mesures, protection de l'environnement, etc.).

Mais l'affirmation des principes ne suffit pas. Il faut doter les grands services publics des moyens de leur développement. L'exigence, c'est d'abord qu'ils disposent d'un cadre de gestion et de relations avec l'État clarifié. L'efficacité du service public dépend de la pratique de l'autonomie de gestion laissée aux entreprises qui en sont en charge. L'équilibre est souvent difficile. Il faut laisser les marges d'action nécessaires tout en veillant scrupuleusement au respect des règles du jeu et des cahiers des charges qui s'imposent à ces entreprises.

Cela passe, notamment, par le renforcement des contrats de plan avec l'État. C'est ce que le gouvernement a engagé depuis quatre ans. Cela concerne tout particulièrement la définition d'une politique tarifaire et d'investissement pluriannuelle. Cela passe aussi par la reconnaissance accordée aux services publics d'exercer leurs activités tant dans le domaine concurrentiel que dans le domaine non concurrentiel. L'exemple de La Poste et de France Télécom montre que les missions de service public peuvent profiter des exigences des services concurrentiels et que, à l'inverse, les relations commerciales peuvent s'enrichir de la pratique du service public.

Un enjeu européen

Deuxième axe, la modernisation du service public ne peut être engagée de façon technocratique. Le service public appartient à la collectivité. Il est donc nécessaire que les grandes orientations soient prises dans le cadre d'un débat public et placées sous le contrôle de la représentation nationale. Pour ce faire, il faut associer encore davantage les usagers et les personnels à la gestion des services publics. Cette action est largement menée dans les grandes entreprises publiques. Mais elle doit sans doute être renforcée au niveau local. Quant au Parlement, il propose que l'on s'inspire de la formule qui a été mise en place aux PTT avec succès : une commission composée de parlementaires et de personnalités qualifiées est chargée de suivre la vie des grandes entreprises sous tutelle et donne son avis sur les grandes décisions ou textes concernant le service public.

Mais il faut aussi engager un vrai débat avec les organisations syndicales. Il n'y a pas de modernisation du service public sans modernisation de la gestion et sans motivation des hommes et des femmes du service public. C'est donc par la négociation, par des contrats d'objectifs que nous pourrions progresser, avec les grandes organisations syndicales, car ce que je propose - des services publics compétitifs et de la meilleure qualité pour l'avenir du personnel concerné.

Enfin, quatrième axe d'action, il faut tenir à Bruxelles un discours concerté sur le service public. Ce qui se passe dans le secteur ferroviaire, des PTT ou de l'énergie comporte des analogies fortes. Les ministres représentant la France défendent actuellement les mêmes valeurs. Mais nous devons renforcer notre position, soit en proposant un débat « horizontal » sur le service public en Europe, soit, dans chaque secteur concerné, en posant le préalable de la pérennité du service public à toute discussion sur l'évolution de la réglementation.

Notre objectif est simple : il faut convaincre nos partenaires de l'importance de cet enjeu pour l'Europe. Soit nous parvenons à faire prévaloir au niveau européen les principes de service public qui justifient une réglementation spécifique face aux principes de libre concurrence et nous aurons préservé la cohésion européenne ; soit la voie d'un libéralisme sauvage l'emporte et nous nous engageons dans une Europe à deux vitesses. Mon choix est clair. L'Europe doit se construire autour des grandes valeurs permettant d'assurer la cohésion sociale et économique. Il s'agit d'une nouvelle frontière pour l'action communautaire. Elle est à notre portée.

Emile Zuccarelli est ministre des Postes et Télécommunications.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Y a-t-il une démocratie après le communisme ?

La démocratie est lente à s'installer dans les ex-pays communistes. Mais si la Russie semble avoir peu évolué, une « émergence de la société civile » est perceptible en Europe centrale.

La communisme une fois abattu, beaucoup, en Occident, ont pu penser que les pays libérés se dirigeraient spontanément vers leur destin naturel : le libéralisme et la démocratie. Les évolutions observées depuis trois ans montrent que le chemin à parcourir reste encore bien long. C'est dans l'ex-« patrie du socialisme », en Russie, que la transition paraît la plus difficile. À lire dans la revue *Études* l'article de Leonid Sedov, du Centre d'études de l'opinion publique de Moscou, on peut même se demander si elle est vraiment en route.

Leonid Sedov observe que rien ne paraît avoir changé dans le comportement et l'état d'esprit des Russes. Ceux-ci ont pratiquement accepté de voir les anciens bureaucrates staliniens se recycler sans vergogne dans les nouvelles instances dirigeantes et les entreprises privatisées, et devenir ainsi les principaux bénéficiaires du changement qui devait les expulser. Tous les sondages, explique Leonid Sedov, montrent que la mentalité russe demeure la même et que les « valeurs » libérales sont loin d'avoir fait leur percée : les Russes continuent d'attendre de l'État qu'il assure à tous des revenus modestes mais garantis et ils ne croient guère aux valeurs de l'individu individuel. Ils regrettent la chute de l'empire et continuent d'accorder une relative confiance au KGB.

Pour Leonid Sedov, ces réactions s'expliquent par des traits permanents de la personnalité russe, dans laquelle « la collectivité - État, empire, patrie, parti, Église... - l'a toujours emporté sur l'individu et qui pousse à subir l'autorité des groupes et des puissances. » Tout indique, écrit Leonid Sedov, que nous abordons actuellement une nouvelle phase autoritaire dans laquelle, comme au cours de toutes les périodes post-totalitaires antérieures, l'État relève sa pression directe sur le peuple, tandis qu'une armée de fonctionnaires se dispense pour s'engager dans des activités d'ordre privé, comme ce fut le cas de la noblesse après le règne de Pierre le Grand.

Loin des capitales

L'impression qui se dégage du dossier que la Lettre internationale consacre à la « Russie libérée, Russie brouillée » n'est guère différente. Si l'académicien D. S. Likhatchev refuse le mythe selon lequel le peuple russe aurait une âme d'esclave, il souligne l'ambivalence, qui leur fait toujours refuser « le juste milieu » et les conduit à se précipiter vers les extrêmes. « Nous assistons maintenant, écrit-il, à la réurgence de ces tendances chez le peuple russe, porté tout à la fois vers la liberté et le despotisme. »

Et Georges Nivat observe à quel point l'explosion de liberté et de créativité qui a marqué la perestroïka est maintenant retombée. Les revues, les journaux qui se sont multipliés ne paraissent plus. Les publications de livres nouveaux ou censurés sont interrompues. Les théâtres se vident. Par manque d'argent et de papier. Mais aussi parce que cela n'intéresse plus personne. Et dans le vide culturel qui s'est instauré, on peut entendre les nostalgiques de Staline ou les ultranationalistes se mêler aux nihilistes post-modernistes. Pour Georges Nivat, ce n'est pas à Moscou qu'il faut chercher les signes d'une inventivité sociale et intellectuelle, mais dans les provinces, « réserve de talents sans fin », qui peut-être « sauver la Russie ».

Le pays profond contre la capitale, avec son intelligence fatiguée et ses appareils discrétionnaires.

dées... c'est aussi l'espoir que nourrissent les rédacteurs du dossier consacré, dans la *Nouvelle Alternative* à l'émergence de la société civile en Europe centrale et balkanique. Si la situation dans les anciens « pays satellites » reste incertaine, les signes d'une reconstruction démocratique n'en sont pas moins visibles. Dans la quasi-totalité d'entre eux, constate le juriste pragoise Frédéric Wehré, des législations nouvelles ont été adoptées permettant aux libertés fondamentales de s'exprimer : droit d'association et de réunion, liberté d'opinion et de culte.

Pour Andrzej Rychard, directeur de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'académie polonaise des sciences, la société civile en Pologne est en train de se reconstituer à partir des activités économiques et de la vie locale. « De nombreuses initiatives locales ont vu le jour, à partir de clubs et d'associations d'hommes d'affaires, qui sont déjà une forme de représentation de l'influence des classes moyennes. De nombreux groupes d'aide mutuelle sont apparus et ils sont très actifs. »

Des phénomènes analogues sont perceptibles en Tchécoslovaquie, en Hongrie et même en Roumanie. « Fondations, clubs, mouvements de toutes sortes dont la création est favorisée par une large liberté d'association se jettent, en cette période fébrile, à l'assaut des partis politiques et vont au-delà de leur vocation première », observe le politologue tchèque Frantisek Samalik.

Plaidoyer pour les « petites nations »

La démocratie, réassessée n'est-elle pas menacée par le nationalisme ? « Oui », partent en Europe de l'Est, a pris un essor souvent exagéré, le *Messenger européen*, dans le dossier qu'il consacre à « La Yougoslavie : prison des peuples », ne le croit pas. Pour Robert Legros, nation et démocratie sont complémentaires, dans la mesure où la nation est le cadre naturel où s'exerce la vie politique.

C'est pourquoi l'essayiste croate Drazan Katanaric plaide pour l'existence en Europe des « petites nations », seul cadre permettant aux peuples sortant de l'oppression communiste de retrouver leurs racines et leur identité. « Défendre aujourd'hui le sens de la nation, écrit-il, et surtout de la petite nation, veut dire défendre l'individu et la possibilité institutionnelle et éternelle qui doit lui être donnée d'assurer sa vitalité et son empire sur son propre destin. Qu'elle soit petite ou grande, la nation demeure un cadre privilégié et nécessaire à la préservation de l'identité, de la mémoire, de la culture de chaque peuple et de chaque individu particulier. »

La restauration de la démocratie passerait-elle par celle des nations ? La question mérite d'être posée et peut-être est-ce précisément cette absence qui pèse sur la Russie, expliquant son désarroi actuel. C'est ce que laisse entendre Georges Nivat, lorsqu'il écrit dans son article de la Lettre internationale : « Le problème est brutalement posé de l'identité russe : qu'est-ce que la Russie ? Existe-t-elle ? Certains se désolent... L'empire mort, reste-t-il une nation russe ? La nation russe n'a pour ainsi dire jamais existé en dehors de l'empire et l'empire rendait inutile la définition d'une nation russe. »

C'est pourquoi, sans doute, les maîtres de l'ex-empire sont plus démunis pour reconstruire l'avenir que les peuples qu'ils avaient asservis.

Études. Novembre. 50 F. 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

Lettre internationale. N° 34. Automne. 69 F. 18, rue Saint-Pierre, 75002 Paris.

La Nouvelle Alternative. N° 27. Septembre. 60 F. 44, rue de l'Amiral-Mouche, 75014 Paris.

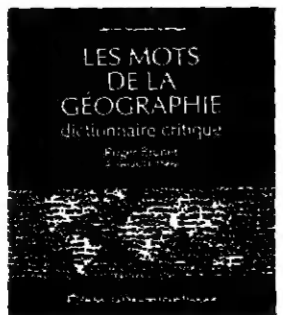
Le Messenger européen. 145 F. Galliard.

Les mots de la géographie dictionnaire critique

« La lecture de ce dictionnaire est un délice constant »
L'Événement du jeudi

« Une mine d'informations »
Le Monde

« L'affaire, érudite et distanciée est plus que plaisante »
Libération



Un ouvrage de Roger Brunet
Robert Ferras, Hervé Thiery
collection Dynamiques du territoire
Reclus / La Documentation française
470 p., 120 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

La documentation Française

démocratie communisme?

La loi sur la partition en échec devant le Parlement fédéral

L'extrême droite excite les passions xénophobes

L'« an I » à Vukovar

La « deuxième déportation » des Ingouches

Le procès du sang contaminé

En vente en librairie

DIPLOMATIE

La visite du président russe à Séoul

M. Eltsine se dit inquiet du programme nucléaire de la Corée du Nord

A l'occasion de la visite à Séoul du président Boris Eltsine, la Corée du Sud et la Russie ont signé, jeudi 19 novembre, un traité d'amitié qui constituera le cadre du renforcement des relations entre les deux pays. Un protocole de coopération militaire a également été adopté. Plusieurs accords économiques sont par ailleurs à l'ordre du jour. Le président russe s'est déclaré préoccupé, à l'égard de son interlocuteur, par le programme nucléaire de la Corée du Nord, longtemps alliée inconsciente de Moscou.

TOKYO

de notre correspondant

La visite à Séoul, du 18 au 20 novembre, du président Eltsine consacre le rapprochement de deux pays qui l'histoire avait placés dans une situation d'hostilité. Ce n'est qu'en septembre 1990 que l'Union soviétique, alliée de la Corée du Nord qu'elle avait épaulée dans la guerre de 1950-1953, a normalisé ses relations diplomatiques avec le Sud. L'abrogation, au début du siècle, des traités de commerce entre la Russie tsariste et la dynastie des Yi, puis la colonisation japonaise de la pénin-

sule (1910-1945) et enfin la révolution russe avaient déjà éloigné les deux pays. La guerre froide, qui divisa la péninsule, fit de Séoul un ennemi de l'URSS.

La visite de M. Gorbatchev à Séoul, en avril 1991, avait contribué à sceller le réchauffement des relations. Le nouveau traité d'amitié entre la Corée du Sud et la Russie, qui comporte quinze articles, prévoit des consultations régulières entre dirigeants des deux pays, et un renforcement des liens entre leurs Parlements. Il prévoit, néanmoins, que les parties s'engagent à ne pas utiliser cet accord au détriment d'un pays tiers : la Russie entend développer ses liens avec Séoul sans entamer ses relations avec Pyongyang - une capitale qui ne s'en trouve pas moins un peu isolée.

La Corée est le premier pays visité en Asie par le président russe. Il aurait dû se rendre au Japon en septembre, mais le différend sur les Kouriles a été à l'origine de l'annulation de ce voyage. Le ministre japonais des Affaires étrangères s'emploie à rétablir l'amitié selon laquelle Moscou jouerait la carte coréenne pour isoler Tokyo en Asie. La première rencontre informelle entre le premier ministre Miyazawa et le président Roh Tae-woo, qui vient de se tenir à Kyoto (le Monde du 10 novembre), démontre la solidité des relations entre les deux pays, fait-on valoir au Japon.

Parmi les thèmes des entretiens entre MM. Eltsine et Roh Tae-woo figure la sécurité dans la région, et en particulier le programme nucléaire de Pyongyang. Les deux hommes d'Etat sont convenus que « la possession de l'arme atomique par la Corée du Nord n'est pas souhaitable pour la stabilité non seulement de la région, mais aussi du reste du monde ».

MM. Eltsine et Roh Tae-woo ont aussi évoqué l'affaire de l'avion des Korean Air Lines (KAL) abattu en 1983 par un chasseur soviétique au-dessus du territoire de l'URSS, qui fit 269 morts. Une quarantaine de parents des victimes ont manifesté devant l'ambassade russe à Séoul, demandant des dédommagements.

Le protocole d'accord militaire qui doit être signé prévoit des échanges de personnel, ainsi que la possibilité pour chaque partie d'assister aux exercices de l'autre. Ces dispositions sont valables pour l'armée de terre et la marine mais non pour l'aviation, ont précisé les autorités coréennes.

Vers une reprise de l'aide à Moscou

En matière économique, les Russes ont présenté aux Coréens une liste de projets pour la mise en valeur conjointe des ressources naturelles de la Sibirie orientale. Un accord sera signé au cours de la visite de M. Eltsine pour la constitution d'un groupe à partir de la Sibirie orientale

(coût : 15 milliards de dollars). Certains projets proposés par les Russes seraient situés à Etorofu, l'une des quatre îles Kouriles revendiquées par les Japonais.

D'abord enthousiastes, les industriels sud-coréens ont été vite refroidis par la situation de l'économie russe. Sur trente projets annoncés en 1989, beaucoup ont été suspendus. Séoul, qui, ces deux dernières années, a prêté 1,4 milliard de dollars à l'ex-URSS, hésite à verser le reste des 3 milliards promis avant que 79 millions de dollars d'intérêts aient été payés. Une formule conjuguant un engagement de remboursement sous forme de 40 000 tonnes d'aluminium (soit 36,8 millions de dollars) à une promesse de paiement des 12,6 millions restants, a été acceptée par les Coréens. Ils devraient ainsi reprendre leur aide à la Russie le mois prochain.

Le programme de la visite de M. Eltsine à Séoul a donné lieu à un incident avec le chef de l'opposition, M. Kim Dong-jung. Le chef du Parti démocratique a critiqué l'entretien qui doit avoir le président russe avec son adversaire de la formation majoritaire (Parti libéral démocratique) dans la course à la présidence (1), M. Kim Young-sam.

PHILIPPE PONS

(1) L'élection présidentielle aura lieu le 18 décembre.

PROCHE-ORIENT

YÉMEN : approuvé par les cinq principaux partis

Le report des élections ne devrait pas compromettre l'unification du Nord et du Sud

Les premières élections législatives libres au Yémen, qui doivent être tenues à Sanaa, la capitale, le 22 mai 1993, avec l'unification du Nord et du Sud, ont été repoussées au 27 avril. Cette décision, qui résulte d'un large consensus entre les cinq principaux partis politiques du pays, est une antenne aux accords qui ont permis l'unification, mais ne devrait pas remettre en cause celle-ci, à laquelle l'immense majorité de la population est attachée.

SANA'A

correspondance

Dans les rues de Sanaa, comme partout dans l'ancien Yémen du Nord, les portraits du président Ali Abdallah Saleh sont toujours aussi nombreux. Mais cela n'empêche pas les gens de la rue, en privé, et les intellectuels, en public, de dénoncer l'exercice du pouvoir par les deux anciens partis uniques des deux Yémens, le Congrès populaire général (CPG) du président Saleh et le Parti socialiste yéménite (PSY) du vice-président Ali Salem El Bid. Car le pluralisme politique et la liberté de la presse, affirmés dès le 22 mai 1990, ont engendré leur propre dynamique.

La décision de reporter les élections résulte de la réconciliation récente entre les deux hommes forts du régime, le président Saleh et M. El Bid, ce dernier étant de retour aux affaires à Sanaa après une « retraite » volontaire - pour incompatibilité d'humeur - dans le sud du pays. Cette « houdorie » a été pour lui l'occasion de se rapprocher de la base de l'électorat de son parti, afin de couper court aux accusations de plus en plus nombreuses dans l'opinion publique du sud selon lesquelles les dirigeants du PSY ont cédé à l'argent facile et à la corruption, d'autant que, dans cette partie du pays, la population a vu les prix des produits de base augmenter de 200 %.

Des raisons politiques

Mais il est acquis aujourd'hui qu'après une forte baisse liée à la « désocialisation », l'audience du PSY progresse de nouveau et, même à Sanaa, on entend de plus en plus souvent les gens exprimer leur intention de « voter pour El Bid ». Certains cadres locaux du CPG, à Taiz et Hodeidah, ont rallié le PSY. Si, il y a encore six mois, le président Saleh était sûr de vaincre le PSY affaibli par l'échec économique du Sud et la « défaite » du socialisme à l'échelle internationale, il était récemment devenu de son intérêt d'aller chercher son concurrent dans sa retraite, afin de l'impliquer dans le processus de préparation des élections.

Outre les impératifs techniques invoqués par la commission électorale, la raison principale du report du scrutin est d'ordre politique. Le CPG et le PSY, même alliés, ne peuvent emporter une majorité suffisante pour justifier la poursuite

d'un gouvernement bipartite. Ils doivent s'allier à d'autres partis, et pour cela il faut du temps. Une entente est acquise depuis longtemps entre le CPG et le parti islamiste El Islah du puissant cheikh Abdallah Ben Hussein El Ahmar, chef suprême de la confédération des tribus Hached. Personnalité incontournable, soutenu par le puissant voisin saoudien, il peut lever une « armée » entière contre Sanaa en quelques jours. Quant au PSY, avant même la réconciliation avec le CPG, certains de ses membres avaient de fréquents contacts avec El Islah. Si paradoxal que cela puisse paraître, un autre parti allié du CPG et de El Islah est le parti Baas yéménite, laïc et pro-iraïen. Mais, au Yémen, les relations tribales priment tout et le cheikh Moujahed Abou Chawarch, président du Baas, est, tout comme le président Saleh, de la même tribu que Cheikh El Ahmar.

Tout semble d'ores et déjà « verrouillé », et les futures élections, si elles ont lieu, devraient donner naissance à un Parlement dominé par une vaste coalition comprenant le PSY, le CPG, El Islah, le Baas et un mouvement plus modeste, le Bloc unioniste populaire nassérien. « Je pense qu'il n'y aura pas d'élections avant quatre ou cinq ans, nous a déclaré, sceptique, M. Omar El Ghaoui, secrétaire général du Rassemblement unioniste yéménite (opposition) », champion de la défense des droits de l'homme et de l'application des principes démocratiques. Le PSY veut absolument repousser le scrutin pour être sûr de ne pas être le perdant de la coalition. De toute manière, tout est joué d'avance.

Cela est tellement vrai que l'on s'occupe aujourd'hui de répartir les portefeuilles ministériels. Aux yeux de nombreux observateurs, le plus petit dénominateur commun dans les négociations entre les membres de la coalition est l'exigence de la réélection du président Saleh à la tête du pays. Au pouvoir depuis quatorze ans, ce dernier représente un gage de stabilité aux yeux de nombreux Yéménites qui attendent que s'installe une véritable démocratie. Pour l'heure, seul le pluralisme existe, avec quarante-cinq partis environ et quelque cent vingt journaux. Même si 5 % ou 10 % d'indépendants et d'opposants entrent au Parlement, « cela sera déjà un grand pas vers la démocratie », nous a déclaré l'un des candidats indépendants, M. Mohammed El Mutawakil.

Mais l'édifice est fragilisé par le système tribal, qui s'oppose, dans ses principes, à l'autorité d'un Etat centralisateur. Autre danger, d'ordre économique et social : malgré le pétrole, le Yémen s'appauvrit, alors que sa population va presque doubler en moins de vingt ans - 14 millions d'habitants aujourd'hui, pour 25 millions prévus en 2010. Les graves sécheresses, la corruption et le bledchich sont élevés au rang d'institution. L'intégrisme musulman progresse. La vague d'attentats, qui a notamment visé, au cours des derniers mois, des dirigeants du PSY, semble pour l'instant arrêtée, mais pour combien de temps ?

THOMAS SATTI

Selon le « Washington Post »

Les Occidentaux envisageraient de ne plus vendre de technologie de pointe à l'Iran

Une réunion devrait se tenir vendredi 20 novembre quelque part en Europe, à la demande de Washington, entre des représentants des Etats-Unis et de leurs six partenaires économiques les plus proches (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Canada et Japon), en vue de discuter de l'arrêt des exportations vers l'Iran de technologie à utilisation militaire, a rapporté le Washington Post.

Lors des discussions préliminaires à cette rencontre, les Etats-Unis se sont heurtés à la résistance de leurs partenaires. « Nous ne pouvons pas être d'accord à cent pour cent avec Washington, car nos liens avec l'Iran sont anciens et différents des relations américano-iraniennes », a déclaré au Post le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Michio Watanabe. Les participants - en fait les membres du G7 - devraient également discuter des ventes du même genre à la Libye, à l'Irak et à la Corée du Nord.

Le Parlement européen s'est prononcé pour un contrôle renforcé de l'immigration dans la CEE

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Parlement européen s'est prononcé massivement, mercredi 18 novembre, par 246 voix pour, 18 contre et 28 abstentions, en faveur d'un contrôle plus efficace de l'immigration dans la CEE. « L'adoption d'un tel rapport n'aurait pu être possible il y a seulement deux ans », constate un haut fonctionnaire du Parlement à l'issue du scrutin. Il faut dire que le texte, présenté par M^{me} Mathilde van den Brink (socialiste, Pays-Bas), est très éloigné des discours généraux entendus jusqu'à une date récente dans l'hémicycle européen. La résolution parlementaire évoque aujourd'hui la nécessité de « canaliser de façon rationnelle les flux migratoires » et de « créer un observatoire européen pour pouvoir les contrôler ».

Convaincus de l'importance d'une politique commune des gouvernements à l'heure de la suppression des frontières intérieures, les parlementaires estiment que « la demande et l'offre de travail préétablies devraient faire l'objet d'un accord entre la Communauté et les pays d'émigration ». Par ce biais, les élus européens ont voulu introduire l'idée de quotas, même si celle-ci a

été formellement repoussée après le rejet d'un amendement présenté par les sociaux-démocrates allemands.

Les démocrates-chrétiens ont réussi, quant à eux, à faire voter un amendement qui recommande l'expulsion des immigrés en situation irrégulière. Afin de lutter efficacement contre l'immigration clandestine, le texte demande l'établissement de normes communautaires pour juger de l'emploi illégal et pour appliquer des sanctions contre les employeurs illicites. La encore, Strasbourg sollicite les Douze afin qu'ils concluent des accords avec les pays d'origine dans le but de s'assurer de la « réintégration » des immigrés clandestins chez eux.

Harmoniser le droit d'asile

En contrepartie d'une politique moins laxiste, le Parlement européen souhaite que les immigrés titulaires du droit de résidence puissent bénéficier du regroupement familial et de la liberté de rester dans le pays d'accueil. Estimant qu'en 1993 les personnes établies légalement dans la Communauté devraient jouir des mêmes droits sociaux que les ressortissants communautaires, les députés européens invitent la Commission de Bruxelles à formuler des

propositions pour étendre aux immigrés le droit tel qu'il existe pour les citoyens de la CEE dans le domaine de la liberté de circulation, d'établissement et d'accès au travail. Autrement dit, un immigré en situation légale en France devrait pouvoir sans contrainte voyager, s'établir et chercher un emploi dans un autre Etat membre.

C'est un deuxième rapport, présenté par M. Patrick Cooney (démocrate-chrétien, Irlande) et adopté également à une large majorité, qui appelle à une « harmonisation des politiques du droit d'asile ». Pour faciliter sa mise en œuvre, l'assemblée préconise la création d'un « comité européen pour les réfugiés et le droit d'asile » ayant pour mission de répondre à des « questions préjudiciables » en cas de litiges avec les autorités du pays de destination.

En tout état de cause, les Etats membres devront garantir, ajoute le texte parlementaire, la sécurité, la santé et l'intégrité des demandeurs d'asile dont « la détention serait inacceptable sauf dans des circonstances exceptionnelles ». Les réfugiés pourront bénéficier des aides temporaires à caractère social, conclut la résolution.

MARCEL SCOTTO

Le Parlement européen est hostile à toute renégociation du traité de Maastricht. - Le Parlement européen s'est opposé, mercredi 18 novembre, à une large majorité (257 voix pour, 84 contre et 27 abstentions), à « toute renégociation du traité sur l'Union européenne ». Il dénonce ainsi le « compromis national » danois en faveur d'un « arrangement spécial » avec les onze autres Etats membres. Les élus européens reconnaissent toutefois l'intérêt qui pourrait présenter pour l'électorat danois l'adoption d'une « déclaration interprétative » pour autant qu'elle ne vise qu'à clarifier et à démentir le processus de décision communautaire et non pas à remettre en cause les dispositions essentielles du traité. - (Corresp.)

LA FRANCE 3 SUPERPUISSANCE

Influence culturelle et linguistique. Influence financière et zone franc. Sciences de pointe. Armement classique et nucléaire.

* T1 / LA FRANCE 90 F
* T2 / LES MOISSONS DE LA FRANCE 98 F

Envoi franco

MARTINOT DE PREUIL 49560 RUEIL-SUR-LAYON

Le premier ministre polonais en Biélorussie

Deux semaines après sa visite en Allemagne, M^{me} Hanna Suchocka, premier ministre polonais, s'est rendue, mercredi 18 novembre, en Biélorussie, pour son premier déplacement dans une République de l'ex-URSS. Elle y a discuté du projet d'un « couloir ferroviaire » vers le port polonais de Gdansk et d'une banque polono-biélorusse, pour favoriser les échanges et le développement de sociétés mixtes polono-biélorusses, qui naissent déjà au rythme d'une par jour, grâce notamment à la présence de quatre cent mille Polonais dans ce pays de dix millions d'habitants.

Un appel émanant de Varsovie à la participation de l'OTAN à la reconstruction de l'industrie militaire biélorusse a été évoqué. Au cours de ses entretiens avec le premier ministre biélorusse, M^{me} Suchocka s'est occupée d'« inquiéter » du rapprochement russo-biélorusse illustré par les accords signés en juin par les deux pays, a indiqué M. Jan Maria Rokita, proche collaborateur de M. Kibitch. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde sans visa

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE

CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain

CETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver le nouveau président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine.

A partir d'articles déjà publiés par le Monde, de nouvelles synthèses ou des textes de présentation, cinq grands chapitres se dégagent : le récit de la campagne électorale et les résultats commentés, puis, au plan international, les grands traits d'une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui doute d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur ses contradictions.

Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du Monde.

83.77 738.0M

RFI à Paris, écoutez-la plutôt deux fois qu'une!

LA RADIO MONDIALE

SUR 89 FM, LE TOUR DU MONDE EN 24 HEURES AVEC LE SERVICE MONDIAL EN FRANÇAIS. SUR 738 OM, L'AFRIQUE DE 5 H A 9 H AVEC RFI PLUS AFRIQUE ET LE MONDE EN VERSION ORIGINALE AVEC NOS ÉMISSIONS EN 14 LANGUES DE 12 H 30 À 3 H. POUR RECEVOIR LA GRILLE COMPLÈTE DE NOS PROGRAMMES 44 30 89 69.

مكة المكرمة

مكتبة

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : à la Maison Blanche

M. Bush et M. Clinton ont eu un premier entretien « chaleureux »

M. George Bush et M. Bill Clinton ont eu un premier entretien à la Maison Blanche, mercredi 18 novembre, qualifié de « chaleureux et instructif » par le président sortant et de « formidable » par le président élu.

WASHINGTON
correspondance

Durant leur rencontre, qui a duré près de deux heures dans le bureau ovale de la Maison Blanche, M. Bush et M. Clinton ont principalement évoqué des problèmes de politique étrangère. « Nous avons parlé d'une dizaine de régions potentiellement à risque dans le monde », a indiqué M. Clinton. La Bosnie-Herzégovine, la Russie et le Proche-Orient ont notamment figuré au menu des discussions. « Le président Bush m'a fait profiter de sa pensée sur beaucoup de choses », a ajouté M. Clinton. La Maison Blanche se contenta d'un bref communiqué faisant état de la satisfaction mutuelle des deux interlocuteurs. Sur le parvis de la Maison Blanche, M. Bush, allant à la rencontre de son vainqueur, avait chaleureusement serré la main de celui qu'il avait traité de *bezo* (« gosse ») il y a quelques semaines. Telle est la règle du jeu.

M. Bill Clinton se rendit ensuite dans un quartier noir de Washington, le long de Georgia Avenue, dont les riverains lui firent un accueil enthousiaste. Il répondit à de nombreuses questions portant sur l'économie, le délabrement des centres urbains, la lutte contre la criminalité, la dégradation des services de santé... « Je suis ici, déclarait le nouveau président, pour montrer à l'Amérique que je ne vais pas perdre le contact avec ceux qui m'ont élu... »

En se promenant pendant deux heures dans ce quartier populaire, Bill Clinton a observé la tradition des gestes symboliques accomplis par les nouveaux présidents pendant la période de transi-

tion, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'inauguration du 20 janvier. Le choix de Georgia Avenue était mûrement réfléchi. Il n'était pas question que le président élu s'aventure dans les quartiers noirs mal famés du nord-est et du sud-est, terre d'élection des drogués et des gangs. Néanmoins, il est rare qu'une personnalité politique se promène dans les rues mal entretenues, aux immeubles délabrés, où résident les moins privilégiés de la classe moyenne noire. Appelé dans la soirée à rencontrer le beau monde de la capitale, M. Clinton a jugé important de souligner qu'il n'entendait pas négliger le petit peuple, notamment les Noirs, ayant contribué à son élection.

Etant donné le rôle prépondérant de la télévision, les présidents ont toujours eu conscience de l'importance des premières impressions

sur le grand public. En 1976, Jimmy Carter accomplissait à pied le parcours inaugural du Capitole à la Maison Blanche; en 1981, Ronald Reagan organisa sa cérémonie d'investiture sur la face ouest et non sur la face est, comme le voulait l'usage du Capitole. Tout cela pour souligner une rupture avec le passé, un nouveau départ.

M. Clinton, soucieux d'économiser les deniers publics, avait refusé, après quelques hésitations, d'utiliser l'avion de la Maison Blanche que M. Bush lui avait proposé pour se rendre de Little Rock, capitale de l'Arkansas, à Washington. Il avait aussi poliment remercié le président Bush, qui avait mis la résidence officielle de Blair House à sa disposition. Il a préféré l'avion - loué - de sa campagne électorale et s'est installé à l'hôtel Hay Adams, où il bénéficie d'un

tarif de groupe. Mais l'économie réalisée sera minime, à cause de la mise en place d'un très coûteux dispositif de sécurité.

L'énigme
Hillary Clinton

A dire vrai, l'intérêt des médias se concentre sur Hillary Clinton, qui, accompagnée de son mari, a pris la parole, mercredi soir, devant l'organisation de défense des enfants dont elle fut la présidente. Les intentions de M. Clinton, qui devait être reçue jeudi par M. Barbara Bush pour la visite traditionnelle de la Maison Blanche, restent énigmatiques. Il est clair qu'Hillary Clinton ne se contentera pas de défendre les droits des enfants et des femmes, ni d'être la simple épouse du « Tigre » (un des surnoms donnés à M. Clinton). Parce qu'elle était présente lors des entretiens récents de son mari avec les leaders démocrates du Congrès, la presse se demande si elle ne va pas jouer un rôle actif dans les affaires publiques, tout comme les « militantes » que furent Eleanor Roosevelt et Rosalynn Carter. M. Clinton a enfoncé le clou en affirmant que son épouse « faisait partie » de l'équipe de transition, ajoutant qu'elle « en savait plus que nous sur certains sujets ».

Certains disent que le président pourrait même la nommer à un poste administratif. Une telle nomination serait théoriquement interdite par la loi mais, comme le notent les sociologues, il faudrait d'abord que les Américains abandonnent leur attitude négative à l'égard d'une « First Lady » aussi informée et compétente que son mari. Même Nancy Reagan, entièrement dévouée à son époux, disait : « Pendant huit ans, j'ai dormi avec le président et je vois mal ce qui pourrait constituer un accès plus direct au chef de l'exécutif ».

HENRI PIERRE

A cause des recherches sur le passé du candidat démocrate

M. Eagleburger avait offert sa démission...

M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat par intérim, a révisé, mercredi 17 novembre, qu'il avait offert sa démission au président Bush, en octobre, après que la presse ait révélé que le département d'Etat effectuait des recherches tendant à prouver que le candidat démocrate Bill Clinton avait essayé de changer de nationalité pour éviter d'aller combattre au Vietnam. Sa proposition avait été refusée par le président Bush. Un rapport d'enquête fait ressortir qu'il y a eu « tentative d'utiliser les archives et les employés du département d'Etat pour influencer l'issue de la campagne », mais que le

de la campagne du président Bush « n'ont ni orchestré ni donné l'ordre » d'effectuer ces recherches.

L'inspecteur Sherman Funk, auteur de ce rapport, a cependant déclaré qu'il supposait que « la Maison Blanche avait connaissance de ces recherches », sans les avoir ordonnées. Selon M. Funk, M. Margaret Tuviler, ancien porte-parole du département d'Etat, figurait parmi ceux qui étaient informés, ce qu'elle dément. M. Elisabeth Tampusi, secrétaire d'Etat adjoint chargée des affaires consulaires, a été limogée la semaine dernière pour son rôle dans cette affaire.

(AFP, AP, Reuters.)

HAÏTI : encouragés par les propos du président élu américain sur le sort des réfugiés

Des milliers de candidats à l'exil s'apprêteraient à prendre la mer vers la Floride

En répétant que les Etats-Unis devaient offrir un « asile temporaire » aux boat-people haïtiens (le temps que leurs dossiers soient examinés) au lieu de les rapatrier systématiquement comme c'est le cas depuis mai, M. Bill Clinton a pris le risque d'encourager un nouvel exode. Plusieurs sources confirment la construction de quantités d'embarcations de fortune actuellement à Haïti. M. Samuel Berger, chargé des questions de sécurité au sein de l'équipe de transition de M. Clinton, a déclaré, mardi 17 novembre, que la nouvelle administration tentera de faire en sorte que les réfugiés haïtiens soient entendus avant qu'ils ne posent le pied sur la sol américain, à savoir sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, ou sur les bateaux des gardes-côtes.

persécution, ainsi qu'un renforcement de l'embargo contre Haïti.

Ces propos ont accentué les craintes de divers secteurs en Floride, qui annoncent un déferlement de réfugiés comparable à l'exode cubain de 1980, où plus de 125 000 volontaires pour l'exil avaient quitté le port de Mariel pour Key West en Floride. Dans une série d'articles publiés ces derniers jours, le quotidien *Miami Herald* affirme que six cent dix petites embarcations sont prêtes à faire voile vers les côtes de Floride. Citant un rapport des gardes-côtes américains, le quotidien ajoute que de nombreux habitants du nord-ouest d'Haïti, une des régions

menacées par la famine, rassemblent des matériaux pour construire des bateaux. Plus de 40 000 Haïtiens ont tenté de fuir par la mer depuis le coup d'Etat. La majorité d'entre eux, interceptés par la garde-côte américaine, ont été renvoyés en Haïti. Après une accalmie à la fin de l'été, les départs ont repris depuis un mois, en raison notamment de conditions météorologiques plus favorables.

« Si la vague des boat-people prend de l'ampleur, Haïti pourrait devenir le premier test de politique étrangère pour le président Clinton », anticipe un économiste haïtien formé aux Etats-Unis. « La nouvelle administration sera tentée

d'attaquer le problème à la racine, c'est-à-dire de hâter le retour à l'ordre constitutionnel. Pour le jeune président, ce peut être une victoire facile sur le terrain de la politique étrangère, beaucoup plus facile en tout cas que la solution des crises irakienne ou bosniaque », ajoute-t-il. La visite de trois jours effectuée à Haïti jusqu'à mardi par le représentant démocrate Robert Torricelli, auteur de la récente loi renforçant l'embargo contre Cuba, est interprétée à Port-au-Prince comme une manifestation supplémentaire de l'intérêt porté par le Parti démocrate à une solution rapide de la crise haïtienne.

L'ONU appelée à la rescousse

Autre élément nouveau : tirant les conséquences de son impuissance à régler la crise depuis treize mois, l'Organisation des Etats américains (OEA) s'est résolue à appeler l'ONU à la rescousse. Dans une résolution adoptée la semaine dernière, l'organisation interaméricaine demande aux pays membres des Nations unies de s'associer à l'embargo contre Haïti, « particulièrement en ce qui concerne les équipements militaires, armes et munitions, ainsi que le pétrole et les produits pétroliers ».

Depuis plusieurs semaines, différents pays américains et européens, parmi lesquels la Jamaïque, le Canada, le Venezuela et la France mènent une offensive diplomatique pour que les Nations unies interviennent plus directement dans la crise haïtienne. L'assemblée générale de l'ONU doit examiner dans les prochains jours une résolution appelant le secrétaire général « à prendre toutes les mesures nécessaires pour aider à trouver une issue à la crise haïtienne, de concert avec l'OEA ». Le projet de résolution, qui demande « la restauration du gouvernement légitime du président Jean-Bertrand Aristide », souligne que « la persistance de violations grossières des droits de l'homme, qui force la population à chercher refuge à l'étranger, pourrait constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales ».

JEAN-MICHEL CAROIT

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Nervosité dans le camp des putschistes, espoir dans la population, qui demeure largement favorable au retour du président exilé Jean-Bertrand Aristide : pour la plupart des Haïtiens, l'élection de M. Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis ouvre un nouveau chapitre de la crise provoquée par le sanglant coup d'Etat militaire du 30 septembre 1991 à Port-au-Prince.

Au cours de sa première conférence de presse la semaine dernière, le président élu a réitéré sa position, plusieurs fois exprimée lors de la campagne électorale, à propos des réfugiés haïtiens. Il a qualifié « d'erreur » la politique appliquée depuis le 20 mai dernier par le président Bush, consistant à renvoyer systématiquement tous les boat-people vers Haïti. M. Clinton, dont la victoire a été accueillie par des manifestations de joie spontanées dans les quartiers populaires de Port-au-Prince, a annoncé un changement de politique en faveur des réfugiés haïtiens victimes de

7380m

RFI de 5h à 9h

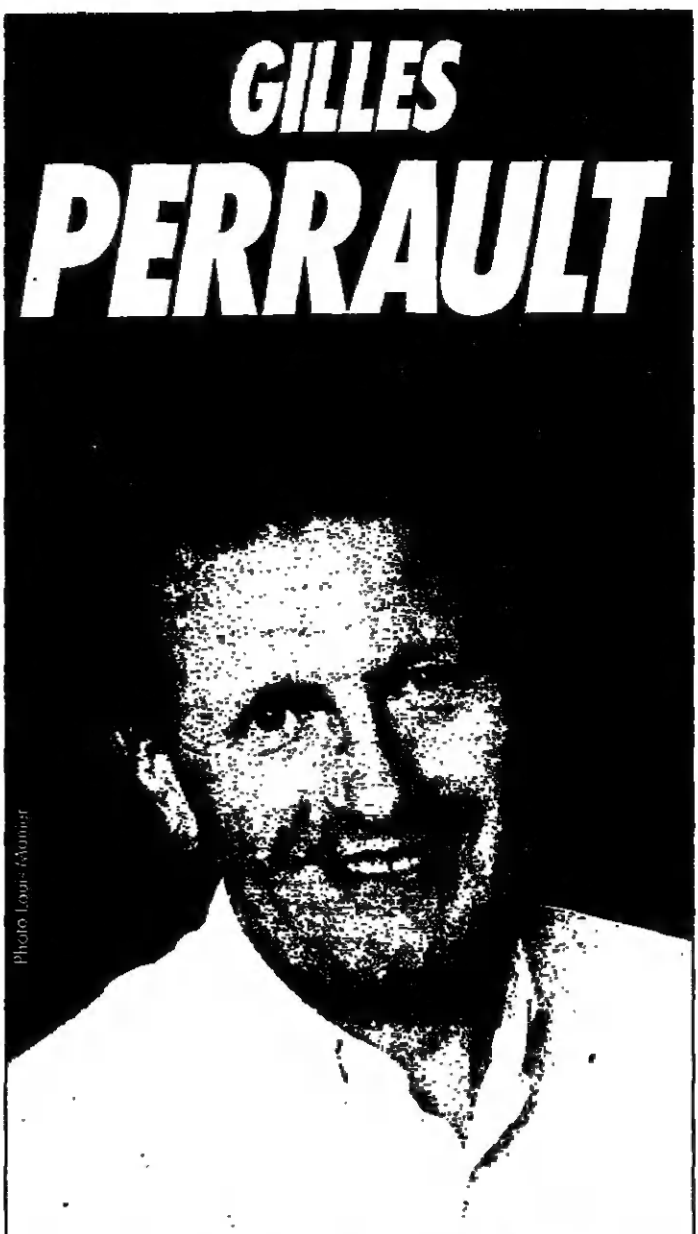
SUR LA RADIO MONDIALE

Réveillez-vous avec l'Afrique!

CHACUN JOUR SUR RF ONDES MOYENNES 7380

TOUTE L'AFRIQUE EN 4 HEURES

AVEC RFI PLUS AFRIQUE



Tout le livre est passionnant, instructif, sidérant...

Un beau travail écrit de main de maître.

Françoise Giroud,
Le Journal du Dimanche

l'Histoire
chez
FAYARD

AFRIQUE

Zaire : un pays à l'abandon

Dans la confusion politique et une situation économique de plus en plus catastrophique reste l'humour...

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

«Ceux qui pensent qu'il n'y a rien de nouveau au Zaire se trompent. Grâce au vent du changement, nous sommes tous millionnaires!», s'exclame un chauffeur de taxi, en brandissant un billet de banque frappé à l'effigie du président Mobutu. Ce nouveau billet de 1 million de zaires, mis en circulation il y a quelques semaines, ne suffit déjà plus à acheter un paquet de cigarettes. Le billet de 2 millions est sous presse...

La décomposition accélérée de l'économie «formelle» est un fait acquis. «Nous survivons!», se lamentent le patron d'une importante société étrangère. En un an, le nombre de ses employés étrangers est tombé de vingt à un à quatre. Les partants ont été remplacés par des Zaïrois. Mais cette main-d'œuvre, moins coûteuse, est moins qualifiée.

Le pouvoir d'achat des Kininois, un moment gonflé par les pillages de la fin de l'année 1991, a vite dégringolé. Certains produits locaux en font cruellement les frais. Le marché de l'huile et de la margarine aurait diminué de 70 % en un an, celui des savons de détergents de 50 %. De quoi aggraver l'appétit des concurrents étrangers. Les savons d'Indonésie, les huiles de palme de Malaisie ou de Singapour, les textiles de Chine ont fait, ces derniers mois, de petits prix aidant - une percée remarquable.

L'assiette de fufufu (farine de manioc) constitue l'ordinaire des repas dans les faubourgs miséreux de la capitale. On a pris l'habitude d'y «boire une bière à trois» et d'y «manger à tour de rôle». Même le langage s'adapte aux dérivés du moment, aux épingles - «Si tu me cherches, je te pille!», se lancent les gosses - ou aux trahisons des politiciens. Le nom de M. Nguzé Karl I Bond, champion du «retournement de veste», est ainsi devenu une insulte courante dans la bouche des Kininois.

«Les clés du coffre»

L'ancien ministre, passé à l'opposition avant d'être nommé chef du gouvernement puis de céder son poste à M. Etienne Tshisekedi, semble définitivement «grillé» dans les faubourgs, où rien ne vaut un «espèce de Nguzé!», jeté par une opulente mamma, pour rétrograder les ardeurs chapeardées d'un chaland. Dans cet immense pays voguant à la dérive, l'humour tonique des Kininois est à peu près la seule richesse restée intacte.

Co «dénature social», comme l'a lui-même qualifié le président Mobutu, n'a pas été stoppé par l'installation - pourtant fort attendue - du nouveau gouvernement de M. Tshisekedi. Figure de proue de

l'opposition «radicale», celui que les manifestants anti-mobutistes ont surnommé «Moïse», ne gouverne, depuis le mois d'août, que sur le papier.

«Mobutu garde les clés du coffre!», disent les opposants. Lorsque le premier ministre a voulu, au mois d'octobre, limoger le directeur de la Banque centrale et le remplacer par un haut fonctionnaire plus économe des deniers de l'Etat, les militaires sont intervenus pour faire physiquement obstacle à son installation. De même, la Conférence nationale continue-t-elle, à longueur de séances, de «refaire le Zaire» comme on refait le monde, sans qu'on perçoive très bien son efficacité.

Le projet de Constitution, adopté le 14 novembre, prévoit la création d'une République fédérale du Congo. Le président de cette troisième République, «garant de la Nation» et «symbole de l'unité nationale», est censé n'avoir aucune responsabilité politique. C'est le premier ministre, chef du gouvernement fédéral, qui assure le pouvoir, y compris le «contrôle des forces armées».

Ce beau projet risque, cependant, de mettre quelques lustres à se réaliser. D'abord, parce que les membres de «la mouvance présidentielle» ne participent pas, depuis plusieurs semaines, à la Conférence nationale. Ensuite, on imagine mal le maréchal-président, au pouvoir depuis presque trente ans, accepter sans

réagir les décisions d'une assemblée qui est en train de scier, un à un, les montants de son trône.

Autre aléa de taille : ce texte constitutionnel, avant d'être appliqué, devra être soumis à référendum. Or les quelques quarante millions de Zaïrois, dont une majorité d'analphabètes, sont dispersés sur un territoire vaste comme cinq fois la France, dont le système de communications est particulièrement calamiteux. «Si l'on veut organiser sérieusement un scrutin, il faut compter un ou deux ans, au minimum!», dit-on dans les milieux diplomatiques.

Toute la question est de savoir si une consultation «sérieuse» est véritablement le vœu de la classe politique.

Remodelage ethnique

La réapparition - manifestement orchestrée - de tensions tribales dans la province du Shaba (ex-Katanga), située dans le sud-est du pays, n'incite pas à l'optimisme. La «chasse aux Kasais» - le Kasai, voisin du Shaba, est la région natale de M. Tshisekedi - a fait déjà plusieurs dizaines de morts et poussé plusieurs milliers de personnes à fuir vers Libreville, Kinshasa ou Mbuji-Mayi. Ces violences annoncent-elles de nouvelles explosions, plus sanglantes

encore? «Dans les provinces, le tribalisme connaît un très fort regain. Mais, la situation est sensiblement différente par rapport aux années 60. Les gens sont moins naïfs», explique un missionnaire.

Nouveaux amis

Dans le riche Shaba, les haines tribales sont anciennes et la revendication sécessionniste date des années 20. «Les faiseurs de troubles d'aujourd'hui sont, à l'évidence, manipulés par le pouvoir. Mais je ne crois pas que cela débouchera sur une guerre civile», souligne le religieux.

En revanche, un «remodelage des frontières sur des bases ethniques» n'est, à son avis, pas à exclure. Ce point de vue, nombre de Zaïrois le partagent, sans le dire tout haut. Les communautés du Shaba nourrissent, il est vrai, mille fois plus de liens avec le nord de la Zambie voisine qu'avec Kinshasa. De même, les communautés du Kasai se sentent plus proches de leurs cousins du nord de l'Angola que de celles des provinces zaïroises du Kivu ou de l'Equateur.

Le président Mobutu avait fait de l'ancien Congo belge une sorte d'«empire africain» taillé à sa mesure. Mais cet empire, privé de ses alliés occidentaux, se fissure. Sur les quelques dix mille à douze mille

Belges, installés dans le pays avant les émeutes de 1991, il n'en reste guère plus de trois mille. Quant aux Libanais et aux Indiens, ils se font rares, reviennent sans famille, ont le téléphone satellite dans une main et la valise dans l'autre.

Signe des temps : la société Gécamines, cet immense complexe minier qui fut le symbole de l'âge d'or de l'économie zaïroise, est en pleine déconfiture. Les plus optimistes pensent que la production ne devrait pas dépasser, cette année, les 150 000 tonnes. «En 1989, la Gécamines représentait, par mois, plus de 71 millions de dollars, en devises, pour le budget de l'Etat, soupire un homme d'affaires. Au terme des neuf premiers mois de 1992, elle n'arrive même plus à 16 millions de dollars par mois!» La «tirelire» présidentielle n'est pas encore complètement «à sec», mais l'alarme est sérieuse.

Délaissant ses anciens amis occidentaux, le président Mobutu s'est récemment rendu en Arabie saoudite, dans l'espoir de rétablir des relations diplomatiques avec Ryad, et au Koweït où il s'est entretenu avec les ministres de la coopération et des finances ainsi qu'avec une délégation d'hommes d'affaires. Celui que M. Bernard Kouchner avait traité de «coffre-fort ambulant coiffé d'une loque en lapon» n'est pas pressé de jeter la clé.

CATHERINE SIMON

LIBYE

Le colonel Kadhafi affirme que c'est un Arabe qui a découvert l'Amérique...

Chaque nouveau discours du colonel Mouammar Kadhafi ajoute des définitions à son dictionnaire. En voici une dernière livraison, enrichie lors d'une intervention mercredi 18 novembre devant le Congrès général du peuple (Parlement) libyen.

L'Amérique est un continent découvert par un Arabe, l'«émir Ka» (phonétiquement «Améri-que» en arabe). La Suisse est un pays «proche» de la Libye, mais «moins développé». Le hamburger est un «mélange de cafards, de souris, de grenouilles (...) à l'aide duquel

l'URSS a été détruite». La capitalisme est un concept «sous-développé» qui a «définitivement échoué» et appartient à l'histoire. La politique : autre concept «sous-développé» qui a cessé d'exister en Libye. Quant aux Libyens, ce sont des cadres et «experts de niveau international», très demandés dans le monde, que des compagnies étrangères voudraient embaucher «même à 1 000 dollars l'heure». «Mais, patriotes, ils refusent de se vendre comme Maradona...» (AFP.)

Le premier ministre reconduit dans ses fonctions. - Le Congrès général du peuple (parlement) a reconduit, mercredi 18 novembre, M. Abou Zeid Omar Dourda à son poste de premier ministre, par acclamation de la majorité absolue des trois mille délégués.

M. Dourda était à la tête du gouvernement depuis le mois d'octobre 1990. Sur les onze ministres déjà nommés, six étaient membres du cabinet sortant, mais ont changé d'attributions ou se retrouvent à la tête de ministères aux compétences élargies. - (AFP.)

Avec un budget de 20 millions de francs

Le ministère de la coopération met en place un programme en faveur des femmes africaines

Dès le début de 1993, le ministère de la coopération et du développement mettra en œuvre un programme d'action en faveur des femmes africaines, dont le budget s'élèvera à 20 millions de francs, a annoncé le ministre, M. Marcel Debarge, aux vingt-trois ministres présents à la conférence franco-africaine Femmes et développement, organisée par ses services les 16 et 17 novembre, à Paris.

La somme est modeste, mais elle a valeur de symbole. Celui d'une France qui commence à prendre en compte le fait que les femmes africaines ont un rôle économique et social fondamental dans des pays où elles effectuent, entre autres, 70 % du travail agricole et assurent de 60 % à 90 % de la commercialisation des denrées alimentaires.

M. Debarge, qui constate lui-même que «l'approche Femmes et développement a été très insuffisamment prise en compte» jusqu'à présent par son ministère, reconnaît que «le débat pour la démocratie et

le développement ne peut ignorer le rôle majeur des femmes». A l'occasion, il innove en associant, à titre consultatif, un «conseil scientifique» de six femmes experts africaines (deux pour l'Afrique de l'Ouest, deux pour l'Afrique centrale, deux pour l'Océan indien, l'Afrique australe) et une française, pour participer au choix des programmes et des projets qui seront soutenus par la France.

Education, santé environnement

D'autres initiatives devraient renforcer ce nouveau programme. Le ministre a aussi décidé de demander à chacun de ses chefs de mission de consacrer une part de ses crédits déconcentrés d'intervention, «pouvant aller jusqu'à 10 %», à des projets spécifiques en faveur des femmes.

De même, il a invité les gouvernements africains à «intervenir pour que des projets Femmes et développement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement ou encore de l'artisanat soient soumis à l'éligibilité du fonds de coopération des créances», fonds proposé par le premier ministre français lors du sommet de Libreville en octobre dernier.

La proposition du ministre de mettre en place «un fonds d'appui spécifique» pour aider les femmes à accéder au crédit et à obtenir une garantie lors de la création d'une entreprise a reçu un très bon accueil, tout comme l'engagement à développer et intensifier la politique de crédit solidaire et mutualiste engagée, de façon encore très timide, par le ministère de la coopération.

Enfin, le ministère devrait à l'avenir veiller à ce que les projets intègrent une composante formation dans laquelle les femmes occupent une place spécifique, et les filles devraient pouvoir plus souvent bénéficier des bourses, dont 80 % vont actuellement aux garçons.

CHRISTIANE CHOMBEAU

o CAMEROUN : Mgr Desmond Tutu se propose comme médiateur. - L'archevêque anglican Desmond Tutu, en visite pastorale au Cameroun, s'est déclaré prêt, mercredi 18 novembre, à servir de «médiateur» entre le régime du président Paul Biya et le parti du chef de file de l'opposition, M. John Fru Ndi, le Social Democratic Front (SDF, anglophone). L'archevêque sud-africain, qui s'est rendu à Bamenda (nord-ouest) pour rencontrer M. Fru Ndi, a également été reçu au palais présidentiel du Yaoundé par M. Biya. - (AFP, Reuters.)

ASIE

PAKISTAN : après l'échec de sa «longue marche» M^{re} Bhutto est assignée à résidence

La «longue marche» envisagée pour le mercredi 18 novembre, par M^{re} Benazir Bhutto, chef de l'opposition pakistanaise, n'a pas pu avoir lieu en raison d'un extraordinaire déploiement policier tant à Rawalpindi qu'à la capitale islamabad - qui devaient être le point de départ et le terme de la manifestation - que dans plusieurs grandes villes du nord du pays.

L'ancien premier ministre a été personnellement visé par les forces de l'ordre, qui ont multiplié les jets de grenades lacrymogènes dans sa direction, la blessant légèrement. Elle a aussi été menacée et harcelée par des policiers. M^{re} Bhutto, qui avait réussi à déjouer la surveillance dont elle faisait l'objet à sa résidence d'islamabad pour se rendre à Rawalpindi, a finalement été interpellée dans cette ville, et mise de force dans un avion en partance pour Karachi, où elle a son domicile, et où elle a été assignée à résidence pour un mois.

Ont également été interpellés sa mère, M^{re} Nusrat Bhutto, qui coprésidé avec elle le PPP (Parti du peuple pakistanais), et un ancien premier ministre, M. Mustafa Jatoi. La police avait procédé à des milliers d'interpellations dans les trois jours précédant la manifestation. De nombreuses arrestations ont encore eu lieu mercredi, notamment

à Lahore, Peshawar, Rawalpindi et islamabad. La capitale a été littéralement en état de siège durant toute la journée, dans l'attente du déploiement policier à l'interdiction du rassemblement, ou que ce soit, de plus de quelques milliers de personnes.

Après avoir tenté de paralyser la «longue marche», le gouvernement de M. Nawaz Sharif avait décidé d'interdire, dans l'attente de la levée de l'interdiction du premier ministre, le chef de l'Alliance démocratique islamiste (UI, coalition conservatrice d'islamistes modérés) était arrivé au pouvoir après que le chef du PPP eut été destitué, le 6 août 1990, par le président Ghulam Ishaq Khan. M^{re} Bhutto a toujours proclamé que les élections du 24 octobre suivant, qu'elle avait nettement perdues, avaient été truquées. Son actuelle campagne vise à obtenir la création d'un «gouvernement de consensus», destiné à préparer une nouvelle consultation.

Accueillie à son arrivée à Karachi par un petit groupe de ses sympathisants, M^{re} Bhutto a annoncé qu'elle allait continuer sa campagne jusqu'à l'éviction de ce qu'elle a dénommé un «gouvernement terroriste». - (AFP, Reuters, UPI.)

Photo de J. Renard



L'INDE VRAIE

Cet hiver, quittez les pistes de ski encombrées et découvrez d'autres voies... des Himalayas aux îles Maldives, des palais de Maharadjas aux grands temples du Sud... des découvertes «Voyageurs du Monde». Car nous sommes les défenseurs du «voyager vrai», des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi). Nous rendons directement, sans intermédiaire, Et nous êtes en contact direct

avec une équipe de vrais spécialistes pour l'Inde.

VOLS A/R AU DÉPART DE PARIS :
DELHI 4.850 F*, MADRAS 5.000 F*,
COLOMBO 5.330 F*, KATMANDOU 6.150 F*,
CIRCUS : «DE LA MER D'OMAN AU NEROU», 30 JOURS
21.900 F*... SOLOMARATOU
REUNION, 21 JOURS 13.150 F*.
RENDEZ-VOUS VITE, CONTACTEZ-
NOUS. VOYAGEURS EN INDE - 45, RUE
SAINT ANNE - 75001 PARIS - TÉL. :
42 36 18 90 - FAX : 42 36 45 06.



VOYAGER PLUS VRAI

Site à découvrir
pour recevoir notre brochure
à raison de
«Voyageurs en Inde»
et les 1000 autres.
75001 Paris

VOTRE NOM

PRÉNOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

VOYAGEURS EN INDE FAIT PARTIE DU GROUPE

VOYAGEURS DU MONDE

*Taux de base + 10 % d'assurance voyage et 10 % d'assurance rapatriement.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Ramenement à la tête du renseignement militaire

Le président Frederik De Klerk a annoncé, mercredi 18 novembre, un raménagement à la tête des services de renseignement, dont il a fait saisir certains dossiers secrets. Cette décision fait suite aux révélations, publiées en début de semaine par la « commission Goldstone », mettant en cause l'armée sud-africaine dans les violences politiques. A l'issue d'un conseil des ministres qui a duré près de dix heures, M. De Klerk a indiqué que le général Pierre Steyn, chef de l'état-major, avait été placé à la tête de tous les services de renseignement militaire.

Le général Steyn et le général Alwyn Conradie, chef de la police, ont reçu pour mission d'assurer un contrôle immédiat sur toute la documentation de la direction des opérations secrètes (du renseignement militaire), a précisé le chef de l'Etat, qui devrait prochainement rencontrer le juge Goldstone. M. De Klerk a souligné l'urgence de faire face, une fois pour toutes, à la pléthore d'insinuations, d'allégations et d'accusations qui sont actuellement formulées contre les forces de l'ordre. Selon lui, « le climat de suspicion et de récrimination qui a été créé menace la crédibilité des forces de l'ordre et complique le rôle qu'elles doivent jouer dans le maintien de la paix. » (Reuters.)

ANGOLA

Le gouvernement affirme que des milliers de civils tentent d'échapper à l'UNITA

Le gouvernement de Luanda a lancé, mercredi 18 novembre, un appel à l'aide internationale en faveur de milliers de civils fuyant villes et villages pour échapper aux troupes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le secrétaire d'Etat aux affaires sociales, M. Norberto dos Santos, a confirmé que, dans huit

des dix-huit provinces du pays (Moxico, Uige, Lunda-Sul, Lunda-Norte, Bie, Huambo, Bengo et Kwanza-Norte), les autorités gouvernementales ont été expulsées par l'UNITA (le Monde du 19 novembre).

Les dirigeants du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, ex-parti unique, au pouvoir à Luanda) ont proposé la réunion, samedi, d'une conférence « de tous les partis » afin de discuter de la création d'un « gouvernement d'union nationale » et de la mise en place du Parlement. Le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, que la représentante spéciale des Nations unies en Angola, M^{me} Margaret Anstee, a prévu de rencontrer cette semaine, n'a pas indiqué si son mouvement participerait ou non à la conférence de Luanda. Selon des sources diplomatiques, M. Savimbi craint pour sa sécurité, même à Huambo, son fief des hauts plateaux, où il s'est retranché depuis octobre. — (AFP, Reuters.)

SOMALIE

Les « boat people » accueillis à Aden

La cargo MV-Somal, transportant quelque deux mille cinq cents Somaliens, est arrivé dans le port yéménite d'Aden, mercredi 18 novembre. Malgré une traversée extrêmement pénible, aucun décès n'a été enregistré pendant le voyage et l'état de santé des passagers est généralement satisfaisant, selon les organisations humanitaires.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR, Genève), cette triste odyssée — moins tragique que celle du Gobi-Wah, en juin, au cours de laquelle cent cinquante Somaliens avaient péri — n'est sans doute pas la dernière. Le Yémen, seul pays de la région qui accepte d'accueillir les réfugiés somaliens, en compte déjà soixante mille sur son sol.

Par ailleurs, à Bruxelles, la CEE a fait savoir, mercredi, qu'elle n'augmentera pas son aide alimentaire à la Somalie — et à l'Angola — tant que la sécurité des convois ne sera pas assurée. Pas question de

« donner de l'argent à des bandits armés », a déclaré M^{me} Linda Chalke, ministre britannique, qui souhaite que l'ONU accélère le déploiement des trois mille cinq cents « casques bleus » en Somalie. — (AFP, Reuters.)

□ Sophia Loren représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — L'actrice italienne Sophia Loren a été nommée, mercredi 18 novembre, à Genève, « ambassadrice » du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Pour sa première mission, Sophia Loren devrait se rendre, samedi, en Somalie, où elle arrivera peu de temps après sa collègue américaine Audrey Hepburn, qui représente l'UNICEF. — (Reuters.)

VIETNAM

M. Bush serait prêt à améliorer les relations avec Hanoï

Le parlementaire démocrate américain M. John Kerry, président de la commission sénatoriale d'enquête sur les militaires disparus durant la guerre du Vietnam, a remis, le mercredi 18 novembre, une lettre de M. George Bush à son homologue de Hanoï, M. Le Duc Anh.

Le président américain y ferait part de son souhait d'une amélioration des relations entre les deux pays en raison de la coopération dont Hanoï a récemment fait preuve au sujet des MIA (GI's disparus en mission). Des rumeurs circulent à Washington selon lesquelles M. Bush souhaiterait normaliser les relations avec le Vietnam avant de quitter la Maison Blanche le 20 janvier. Hanoï a autorisé, en octobre, une consultation par les autorités américaines intéressées de toutes ses archives pertinentes.

Washington n'a toujours pas levé l'embargo imposé en 1964. Des rumeurs selon lesquelles des militaires américains seraient encore détenus au Vietnam ont empêché, à ce jour, la normalisation. M. Kerry a déclaré à Hanoï que sa commission n'a jamais rien découvert qui puisse les égarer. — (Reuters.)

Le nouveau "Mal français"

Alain Peyrefitte
de l'Académie française

La France en désarroi

Entre les peurs et l'espoir

Editions de Fallois
PARIS

La France est désorientée. Elle a perdu ses repères. Elle a peur.

Peur du chômage, de l'immigration, de l'insécurité. Peur de l'Europe. Peur de l'irresponsabilité de ses gouvernants, qu'a révélée la tragédie du sang contaminé.

Brisant les tabous, l'auteur du "Mal français" décrit ici les symptômes, recherche les causes, esquisse les remèdes.

Editions de Fallois
PARIS



NOS FUTURS LAURÉATS À L'ENTRAÎNEMENT

CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" RÉCOMPENSE 4 ENFANTS DE LETTRES.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaü leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre.

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe"

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES ENFANTS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

POLITIQUE

Alors que les négociations sur le GATT ont repris entre l'Europe et les Etats-Unis

M. Bérégovoy souhaite « un large mouvement de cohésion nationale »

M. Pierre Bérégovoy a répondu, mercredi 18 novembre, à une question sur le GATT de M. Nicole Ameline (UDF, Calvados) en indiquant que, pour le gouvernement, « à l'heure qu'il est, il n'y a pas d'accord au GATT ». « Nous, gouvernement français, a-t-il poursuivi, croyons que la libération des échanges est une bonne chose (...) mais nous ajoutons qu'il n'appartient à aucun pays de dicter sa loi au reste du monde. Dans cette négociation (...) le gouvernement se doit d'informer le Parlement, et le Parlement se doit de faire connaître au gouvernement ses intentions... »

« Si nous sommes d'accord sur le fond, et si aucune préoccupation

électorale ne vous anime, je souhaite un large mouvement de cohésion nationale pour défendre les intérêts de la France qui, en la circonstance, coïncident avec ceux de l'Europe et de l'économie mondiale », a conclu le premier ministre.

Interrogé sur le même sujet par M. Jean Rigal (app. PS, Aveyron), M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a déclaré que, « dans cette négociation, la France n'est pas isolée ». « Pour ce qui me concerne, a ajouté M. Soisson, je refuse toute réduction en volume de la production d'oléagineux. (...) Il ne s'agit pas plus d'être question de réduire

nos exportations, car cela se solderait inévitablement par une augmentation du taux de jachère, et je n'aime pas la jachère ».

En réponse à une question de M. Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes), M. Bérégovoy a enfin justifié l'adoption par la France de la réforme de la PAC. « Nous avons fixé un cadre auquel nous pouvons nous tenir, et notre position au GATT est d'autant plus ferme quand nous défendons les intérêts de l'Europe et ceux de la France en demandant aux commissaires chargés de négocier de ne pas outrepasser le mandat que nous leur avons confié », a expliqué le premier ministre.

Les négociations européennes est, en France, bien nouvelle, et que le gouvernement ne fait appel au « consensus » que lorsque cela l'arrange. Cette stratégie, au demeurant, n'est pas sans embûches. Comme l'a fait remarquer le président de la République à ceux qui demandaient une attitude très ferme : « Il ne sert à rien de traverser le pont d'Arcole pour terminer par négocier à Vienne après une série de défaites ».

THIERRY BRÉHIER

Le communiqué de l'Elysée

A l'issue du conseil restreint, réuni mercredi 18 novembre, par M. François Mitterrand pour débattre la position française à l'égard des négociations du GATT, le service de presse de l'Elysée a publié le communiqué suivant :

« Un conseil restreint réuni à l'initiative du président de la République a pris connaissance du compte-rendu des réunions qui se sont tenues au sein de la Communauté européenne sur les négociations du GATT.

« Le conseil rappelle que la France a toujours souhaité un accord global et équilibré, bénéfique pour l'économie mondiale. Il constate que les conditions n'en sont pas actuellement remplies. Il rappelle l'opposition de la France à tout engagement de la Communauté qui ne serait pas compatible avec la réforme de la politique agricole commune adoptée le 21 mai 1992.

« Le gouvernement saisira le Parlement de l'état des discussions du GATT et recommandera l'adoption d'une déclaration sur l'ensemble de la négociation. »

Lyon en suspens

Suite de la première page

Pour évoquer le sort des deux anciens bras droits de M. Noir, MM. Sarroca et Botton, M. Colombe se souvient de l'affaire Habache : « Michel Noir avait dit alors qu'il était toujours responsable de son entourage. Il avait demandé la démission des ministres concernés. Cet homme de principes devrait aujourd'hui appliquer ses conseils à lui-même. »

« Attribuant, préfère commente plus sobrement M. Alain Mérieux, nouveau président du RPR du Rhône, attribuant pour tout le monde. Mais il se refuse à « porter un jugement sur qui que ce soit ». « Ce climat délétère n'est pas spécifique à Lyon », tient-il à préciser. M. André Soulier, député européen et conseiller municipal de Lyon, en convient. Mais le président du PR du Rhône ajoute : « Le nom du président de la deuxième agglomération de France est cité dans les journaux et sur les antennes de télévision. S'il est injustement mis en cause, qu'il parle. Si le silence devait se prolonger, il serait agaçant. »

« A Lyon, les gens parlent tout bas. Que leur maire leur réponde tout haut ! », conseille vivement M. Soulier. Et l'avocat de faire référence à la précédente affaire lyonnaise, celle qui a conduit à la démission du chef de cabinet du maire, M. Bernard Sarroca, inculpé, en mars 1991, de « complicité et de récel de vol par effraction et en rébellion » à la suite du cambriolage de la permanence électorale de M. Botton, alors candidat soutenu par le RPR dans une législative partielle. Déjà, le maire de Lyon avait choisi de ne pas s'exprimer, jusqu'à une séance du conseil municipal où M. Soulier l'avait interpellé « pour

Le PS et l'opposition encouragent le gouvernement à faire preuve de fermeté

Le bureau exécutif du Parti socialiste a apporté, mercredi 18 novembre, son « soutien total à la position de fermeté » du gouvernement dans les négociations du GATT, en demandant, selon un communiqué publié après sa réunion, « un accord strictement compatible avec le cadre fixé par la réforme de la PAC ». Les dirigeants socialistes ajoutent que « l'acceptation d'un accord au GATT est subordonnée à son caractère juste, global, équilibré ». Ils appellent « les partenaires de la France à défendre solidement les intérêts et l'identité de la Communauté européenne, qui ne saurait céder aux exigences des Etats-Unis ».

Au cours de la discussion, M. Georges Garot, responsable national chargé de l'agriculture, a souligné que le groupe socialiste de l'Assemblée nationale avait demandé que la France use de son droit de veto, position qui a été approuvée par le bureau exécutif. Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. André Botton (PS), a émis le souhait, mercredi, que l'Europe marque « sa volonté face à tous les défis ou à toutes les forces extérieures, face à ce qu'il appelle son crédit-bi-

lité ». Au Sénat, la commission des affaires économiques et du plan, que préside M. Jean François-Poncet (Rass. dém.), a rendu publique, mercredi, une déclaration dans laquelle « [elle] demande au gouvernement de rejeter tout accord, au GATT, qui soumettrait l'agriculture européenne à des plafonds quantitatifs de production ou d'exportation » et « d'invoquer, si nécessaire, le compromis de Luxembourg ».

M. Vasseur : « s'opposer au diktat américain »

M. Charles Pasqua, président du groupe (RPR) du Sénat, estime qu'« en acceptant la réforme de la PAC avant d'avoir conclu les négociations du GATT la France aura été perdante sur toute la ligne ». Selon M. Pasqua, la réforme de la PAC « devient un chiffon de papier entre les mains des commissaires européens chargés de la négociation ». « Les conséquences de l'accord prévisible au sein du GATT justifieraient que la France invoque le compromis de Luxembourg et mette son veto », a-t-il ajouté.

M. Philippe Vasseur, député (UDF-PR) du Pas-de-Calais, a

déclaré, à propos du débat proposé par le gouvernement sur le GATT la semaine prochaine, que, « s'il valait essayer de se blanchir de ses échecs agricoles, il ne devrait pas compter sur l'opposition ». M. Vasseur a précisé, en revanche, que « si le gouvernement fait une déclaration en trois lignes disant : « L'ensemble de la nation, solidaire de ses agriculteurs et du monde rural, mettra tout en œuvre pour s'opposer au diktat américain », nous la voterons ».

Député (RPR) de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain a affirmé, de son côté, que l'idée d'une union sacrée sur le GATT est un « trompe-couillon ». « Car, a-t-il souligné, il sera trop tard ». « Le seul moyen qu'aurait le premier ministre était de dire, dès aujourd'hui, que la France exercerait son droit de veto si ses partenaires la lâchaient », a ajouté M. Godfrain.

M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré que celui-ci « tient à faire savoir très solennellement qu'il ne s'associerait, ni au gouvernement ni au Parlement, à une acceptation par la France des conditions dictées par les Etats-Unis ».

Paysans et policiers se sont violemment affrontés devant l'ambassade américaine

La manifestation organisée par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et la CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) aux abords de l'ambassade américaine à Paris a dégénéré mercredi soir 18 novembre, après l'appel à la dispersion lancé par les organisateurs. Des heurts se sont produits entre paysans et forces de police, qui ont fait vingt blessés parmi ces derniers, selon des sources policières.

Des groupes de plusieurs dizaines de manifestants s'en sont pris aux policiers en lançant des pétards. Plusieurs véhicules de police ont été renversés. Six des blessés ont été hospitalisés.

Venus en cars de plusieurs départements, les quelque deux mille agriculteurs s'étaient rendus près de l'ambassade américaine, non loin de la place de la Concorde, pour protester contre l'orientation actuelle des négociations du GATT. Des drapeaux américains ont été brûlés aux accents de la Marseillaise. Les agriculteurs français reprochent aux Américains de vouloir dicter leur loi à la CEE en exigeant une réduction

draconienne des exportations agricoles subventionnées de la Communauté.

Dans l'après-midi, une délégation de la FNSEA et du CNJA avait été reçue par l'attaché agricole de l'ambassade. Après cette rencontre, le secrétaire général adjoint de la FNSEA, M. Gérard Lapie, a appelé ses adhérents à des « représailles contre les intérêts américains en Europe » en cas d'accord défavorable au GATT, leur demandant notamment d'« empêcher les importations américaines de produits de substitution aux céréales (PSD) que l'Europe importe pour nourrir le bétail ».

L'Europe vit son heure de vérité

Faisant allusion aux négociations en cours à Washington menées pour la CEE par MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry, M. Christian Jacob, président du CNJA, a déclaré dans un communiqué : « L'Europe vit aujourd'hui son heure de vérité : en ce moment même à Washington, deux Anglo-Saxons s'apprêtent à sacrifier l'idéal d'une construction

européenne humaniste et solidaire aux intérêts mondialisés des capitaux et des marchands. Ce reniement serait la plus grande humiliation diplomatique de l'Europe depuis sa création. » Et il ajoute : « En cas de mauvais accord, nous donnerons trois jours au gouvernement français pour faire valoir auprès de ses partenaires la mise en cause des intérêts fondamentaux de la France et l'utilisation du droit de veto prévu par la clause dite de Luxembourg de 1966. »

Pour sa part, M. Luc Guyau, président de la FNSEA, a rencontré le 18 novembre à Bonn son homologue allemand M. Heeremans, président de la DBV. Selon un communiqué commun, les deux présidents ont « demandé l'interdiction de la négociation sur le GATT et sa reprise sur d'autres bases avec la nouvelle administration Clinton après le 20 janvier. Un accord global et équilibré doit être recherché, demandant les mêmes efforts et apportant les mêmes bénéfices à toutes les parties contractantes dans tous les secteurs de la négociation ».

Se montrer ferme

Suite de la première page

Il lui est donc impossible de faire jouer, comme le lui a demandé mercredi le groupe socialiste à l'Assemblée, le veto de la France contre la ratification par le conseil des ministres de la Communauté de l'éventuel accord entre l'Europe et les Etats-Unis sur le volet agricole des négociations du GATT.

Les amis socialistes du chef de l'Etat, pourtant, n'ont guère envie de partir en campagne pour les législatives lestés d'un accord que pourraient critiquer sans retenue leurs adversaires de droite ou communistes.

La volonté de M. Bérégovoy d'associer le Parlement à la position que devra prendre le gouvernement sur cet accord a donc, notamment, pour objectif de tenter de désamorcer ce piège. Il voudrait contraindre ceux qui ambitionnent de lui succéder à prendre clairement position, et surtout à s'exprimer aujourd'hui en n'oubliant pas qu'ils auront demain à gérer, au pouvoir, les conséquences de leurs déclarations dans l'opposition.

M. Bérégovoy veut éviter que la droite ne réutilises le scénario qu'elle avait joué lors de la réforme de la politique agricole : elle l'avait critiquée, alors que ses responsables les plus lucides savent bien que les socialistes lui ont enlevé une formidable épée du pied. Il y tient d'autant plus que, aujourd'hui, il peut faire remarquer que cette réforme est l'élément le plus solide sur lequel la France peut s'appuyer dans la négociation du GATT : ses partenaires sont bien obligés de convenir que celle-ci ne peut remettre en question la nouvelle PAC.

La nécessité d'un message clair

Voilà une des raisons pour lesquelles le premier ministre voudrait obtenir du Parlement, sans doute dès la prochaine semaine et en tout cas avant le sommet d'Edimbourg le 11 décembre, des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne, une approbation - sous une forme qui reste à déterminer, tant la Constitution restreint considérablement les possibilités de vote de l'Assemblée nationale et du Sénat - de la

Du pont d'Arcole à Vienne

La nécessité d'un « message clair » a donc été ressentie à Paris. Puisque les déclarations de MM. Roland Dumas et Jean-Pierre Soisson n'avaient pas suffi, il a fallu franchir une étape supplémentaire. D'où le comité restreint de mercredi, d'où la sécheresse du communiqué publié par l'Elysée, d'où les fermes propos du premier ministre lui-même à l'Assemblée nationale : la France n'est pas prête à avaliser n'importe quel accord, et, en tout cas, n'acceptera pas qu'il aille au-delà de la réforme de la politique agricole commune qu'elle a déjà admise.

Le souci d'associer, par l'intermédiaire du Parlement, l'opposition à cette attitude répond aussi à cet objectif. Matignon est persuadé que les partenaires de la France ont fait le calcul qu'elle préférerait un mauvais accord aujourd'hui à un meilleur demain : M. Mitterrand par obligation de conserver son image de grand européen ; la droite parce qu'elle souhaiterait que ce délicat dossier soit tranché par la gauche, avant qu'elle-même n'arrive aux affaires. Il s'agit donc de leur faire comprendre que la position qu'elle prend maintenant n'est pas simplement celle de la majorité actuellement au pouvoir.

Force est toutefois de reconnaître que cette volonté d'associer le Parlement aux négocia-

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

RÉFLEXIONS SUR LES IDENTITÉS

Envoyer 80 F (timbre à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

mité. Quant au PS, sans leader, sans cohésion, il n'offre plus depuis longtemps la moindre hypothèse d'alternative crédible et tente de se concentrer sur sa survie dans les municipalités de banlieue. Ainsi, à quelques mois des législatives, chaque parti semble chercher ses marques. Et la file attend, avec parfois quelque impatience du côté des milieux économiques. La candidature probable de M. Bruno Vincent, président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, prend, dans ce contexte, une signification claire.

En 1989, Lyon s'était donné un maire à l'image de ses ambitions. M. Noir avait séduit la droite traditionnelle, mais aussi une frange libérale-libertaire de la population. Mais sa démission fracassante du RPR a déstabilisé une partie de son électorat. Puis chaque année qui a suivi a été marquée par une affaire : l'affaire Sarroca puis l'affaire Botton. Le premier est inculpé, l'autre écroué. Ces très proches collaborateurs l'avaient accompagné dans sa marche triomphale vers la mairie. Ils alimentent désormais d'autres chroniques que celle des sondages de bonnes opinions.

« M. Noir a fondé spectaculairement son action publique sur la morale. La morale est peut-être en train de se venger, résume schématiquement M. Soulier. Le risque de cette situation, c'est de voir le national-populisme engranger encore plus de voix. » La remarque se veut d'autant plus cinglante que M. Noir a médiatisé son image autour d'une stratégie contre le péril du Front national.

BRUNO CAUSSE
et ROBERT MARMOZ
Lire également page 18
« TF 1 sous le choc de la mise en cause de son présentateur vedette ».

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

L'Assemblée nationale a élu ses représentants à la Haute Cour

Les députés ont élu, mercredi 18 janvier, les douze juges titulaires et les six juges suppléants de la Haute Cour de justice qui pourraient être amenés à juger les trois anciens ministres socialistes, MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et M. Georges Dufoix, dans l'affaire du sang contaminé. Tous les candidats présentés par les groupes parlementaires - 5 PS, 3 RPR, 2 UDF, 1 UDC et 1 PC - ont obtenu la majorité absolue requise.

L'Assemblée nationale s'est donc réunie, sans état d'âme ou presque. Sur les 576 députés, 522 ont participé au scrutin, 14 ont voté blanc ou nul, et les autres ont suivi fidèlement les consignes de leur groupe : MM. Robert Savy (PS), Jean-Jacques Hyst (UDC) et Alain Richard (PS) ont obtenu 505 voix, M. Jean-Michel Testa (PS), 504, MM. Georges Hage (PC), Jacques Lamouzy (RPR), Jean-Pierre Michel (PS), Patrick Ollier (RPR), Pascal Clément (UDF) et Jean-Christophe Cambadélis (PS), 503, M. Pierre Mazeaud (RPR), 494, M. Alain Griotteray (UDF), 493, M. Marie-France Stirbois (non inscrit), membre du Front national, qui se présentait à titre individuel, a obtenu quatre voix (1). Les juges élus prêteront serment, mercredi 25 novembre, devant leurs collègues députés.

Après deux échecs en avril et en décembre 1989, l'élection des membres de la Haute Cour, prévue par l'article 67 de la Constitution, a

donc été possible en dépit d'un contexte particulièrement difficile. Certains députés PS ne cachaient toutefois pas leurs réserves. M. Claude Bartolone, vice-président de l'Assemblée nationale, proche de M. Laurent Fabius, avait un « placement de cœur » en revenant du salon dans lequel il avait déposé son bulletin de vote.

« Ecarté » et « scandalisé », M. Maurice Adevah-Pouf avait, lui, refusé de participer au scrutin. « Je ne comprends pas, expliquait-il, comment on a pu en arriver là. On sait tous ce que cela signifie : la Haute Cour, c'est Fabius, Hervé et Dufoix décapités sur la place de la Concorde. Ce n'est pas le peuple qui demande justice, c'est la foule qui demande des têtes. » Quant à être député socialiste et juge, comme M. Jean-Pierre Michel, cela présentait un inconvénient évident : d'être tenu à un devoir de réserve. « Je n'aurai pas à répondre sur ce sujet pendant la campagne électorale », observait-il dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le ton n'était pourtant plus à la polémique. Juge lui aussi, M. Jean-Jacques Hyst (UDC) avertissait solennellement que « si la Haute Cour se départait de son impartialité », il n'hésiterait pas à « démissionner ». M. Jacques Toubon (RPR) voyait, pour sa part, dans le recours à la Haute Cour de justice une garantie contre l'exploitation de la mise en accusation des trois anciens ministres socialistes en « affaire politique ». Si tel avait été le cas, observait-il, « nous n'aurions pas voulu mettre en avant un mécanisme dont nous contestons la loyauté et la difficulté. On aurait mené une campagne politique, on aurait fait une campagne de presse ».

La journée de mercredi a également permis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, de se prononcer sur deux propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contamination sanguine. La proposition déposée par M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, sur « les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat mis en évidence par la contamination des personnes séropositives ou par le virus HIV », à la suite de l'administration de produits sanguins a été déclarée irrecevable par la commission, au motif que les poursuites judiciaires en cours font obstacle à la création d'une commission d'enquête sur le même sujet, conformément à l'article 141-2 du règlement de l'Assemblée nationale.

La commission a en revanche adopté la proposition déposée par le groupe socialiste et relative à « l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger ». Le rapporteur, M. David Bobkoh (PS, Val-de-Marne), a indiqué que cette définition de la mission de la commission d'enquête ne tombait pas sous le coup de l'article 141-2 et permettait de répondre « au désir de vérité exprimé par l'opinion publique ». Cette proposition de résolution sera examinée vendredi matin en séance publique.

P. R. D.

(1) Les six juges suppléants sont : M. Henri Jacq-Bertrière (UDC), qui a obtenu 505 voix, M. Marie-Jacq (PS), MM. Georges Mesmin (UDF), Marc Deter (PS), 507 voix, MM. Xavier Desmurs (RPR) et Jean-Pierre Bouquet (PS), 505.

□ M. Millon (UDF) « regrette personnellement » que M. Fabius ait été élu à la Haute Cour. « Dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur* (19-25 novembre), M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, déclare qu'il « regrette personnellement » que le Sénat ait inclus M. Fabius dans sa proposition de résolution pour la saisine de la Haute Cour de justice. « Inchever M. Fabius, c'est prendre le risque de voir ce débat, qui est grave, se transformer en débat politique où chacun va se renvoyer à la figure des ministres de l'autre camp », affirme M. Millon.

□ Création d'une association de soutien à M. Edmond Hervé. - Une association de soutien à M. Edmond Hervé, député (PS) d'Ille-et-Vilaine, maire de Rennes, susceptible de comparaître devant la Haute Cour de justice pour son rôle dans l'affaire du sang contaminé en tant que secrétaire d'Etat à la santé de 1984 à 1986, vient d'être créée à Rennes. Baptisée Justice et Vérité avec Edmond Hervé, l'association a tiré à plusieurs milliers d'exemplaires un fascicule de quatorze pages présentant quelle avait été l'action du ministre de la santé durant cette période. Ce « mémoire » est accompagné d'une lettre de M. Hervé dans laquelle il dénonce ceux qui ont recours au « calcul » et à la « manipulation » dans l'affaire du sang.

L'examen de la réforme de la procédure pénale

Les sénateurs adoptent « l'amendement Charasse » accordant aux douaniers la qualité d'officier de police judiciaire

Le Sénat a poursuivi, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 novembre, l'examen du projet de loi portant réforme de la procédure pénale. Contre l'avis du ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, les sénateurs ont adopté à l'unanimité un amendement de M. Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) visant à accorder aux douaniers la qualité d'officier de police judiciaire dans des affaires telles que le trafic d'armes ou de drogue et le blanchiment d'argent qui en découle.

Il y a eu des étincelles entre eux. En désaccord sur un amendement, MM. Michel Vauzelle et Michel Charasse ont fini par se jeter à la figure des gracieusetés qui ont comblé d'aise une droite sénatoriale propulsée, malgré elle, au rang d'arbitre. « Vous venez de lire une note poussiveuse qui traite dans les services de votre ministère depuis *Mathusalem* », a lancé l'ancien ministre du budget à l'adresse de M. Vauzelle. « Quel mépris pour le ministre de la justice ! » a rétorqué ce dernier. Ce sont les douaniers qui ont jeté la discorde entre les deux hommes.

M. Charasse venait de défendre son amendement visant à accorder la qualité d'officier de police judiciaire ou d'agent de police judiciaire aux douaniers dans le dérou-

lement de certaines enquêtes. Précisant qu'il ne s'agissait nullement de leur confier « une compétence générale », M. Charasse a indiqué que le champ d'action de ces douaniers serait limité « aux infractions prévues par les lois spéciales qui sont du ressort du ministère de l'économie et des finances et de celui du budget, ainsi qu'aux délits connexes de droit commun ».

En clair, M. Charasse vise « la grande fraude », tel le trafic illicite des stupéfiants et des armes - ainsi que le blanchiment d'argent qui en découle - mais aussi le commerce d'objets de contrebande, les trafics d'œuvres d'art et de déchets ou le détournement des aides communautaires en provenance de Bruxelles.

Une « troisième force de police »

Notant que ce genre d'opérations, « se déployant à l'échelle de la planète », requiert une coopération internationale accrue, M. Charasse a regretté que la France soit le seul pays européen à n'avoir toujours pas confié aux douaniers un arsenal juridique approprié. Il a précisé que les douaniers dotés de la qualité d'OPI - qui seraient affectés à un « service douanier central de police judiciaire » comportant des échelons territoriaux - opèreraient sous le « contrôle étroit » des magistrats et qu'ils ne pourraient cumuler les

pouvoirs découlant du code des douanes et ceux inscrits dans le code de procédure pénale.

En guise de réponse, M. Vauzelle s'est demandé si la France devait « se doter d'une troisième force de police ». Soulignant que « l'action de la police et celle des agents des douanes n'obéissent pas à la même logique », le garde des sceaux a indiqué que cet amendement impliquait de « réécrire entièrement le code des douanes de façon à ne pas exposer exagérément les libertés publiques ». « Il faut poursuivre le débat », a-t-il conclu en justifiant son opposition à cet amendement. Approuvé par M. Jean-Marie Girault (Rég. et ind., Calvados), rapporteur au nom de la commission des lois, qui a jugé que ce dispositif était « un projet de loi à lui tout seul », M. Vauzelle s'est toutefois heurté à l'unanimité des sénateurs, qui se sont ralliés à la proposition de M. Charasse.

Pour le reste, le Sénat a principalement débattu des conditions de la garde à vue. L'Assemblée avait innové en première lecture en décidant que le procureur de la République devait être désormais tenu informé « immédiatement » d'une mesure de garde à vue, alors que le régime actuel ne le prévoit qu'en cas de demande de prorogation. Dans cette dernière hypothèse, les députés, faisant monter d'un cran le régime des garanties, avaient estimé que la personne gardée à vue devait être conduite devant le

procureur avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures.

Suivant les suggestions de M. Girault, le Sénat a souhaité conserver l'information immédiate du procureur de la décision de la garde à vue. Mais en cas de prorogation, les sénateurs ont écarté la présentation systématique au procureur. En outre, à la suite d'un malentendu causé par un nombre insuffisant de représentants de la droite, le Sénat a adopté un amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) mettant le simple témoin à l'abri de la garde à vue en cas de flagrant délit. Le texte du gouvernement avait prévu cette protection mais uniquement en cas d'enquête préliminaire.

Afin de se prémunir contre un nouveau raté, M. Girault a jugé plus sage de recourir au procédé du scrutin public (les présents tournent les clés des absents) pour obtenir l'adoption de son amendement supprimant la présence de l'avocat en garde à vue, introduite par les députés à partir de la vingtième heure. Mais, soucieux de ne pas apparaître comme d'incorrigibles rétrogrades, les sénateurs ont consenti un geste : le bâtonnier, ou son délégué, pourra à tout moment se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en « constater les conditions ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Les députés précisent les modalités de contrôle parlementaire des projets communautaires

Les députés ont adopté à l'unanimité, mercredi 18 novembre, une proposition de résolution tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale, afin de pouvoir donner leur avis sur certaines propositions communautaires, en présence de M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes et de M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Au cours de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, les parlementaires avaient en effet adopté une disposition stipulant que les parlementaires peuvent voter des résolutions sur des « propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative ».

Les députés ont donc complété leur règlement pour pouvoir appliquer cette disposition (le *Monde* daté 8-9 novembre). Les propositions seront examinées par la commission permanente compétente sur le fond, mais les autres commissions et la délégation pour les Communautés européennes auront la capacité de déposer des amendements. Par ailleurs, les députés ont décidé que le président de la délégation, qui est actuellement M. Michel Pestre (PS, Bouches-du-Rhône), pourra siéger à la conférence des présidents qui fixe, sur les indications du gouvernement, l'ordre du jour de l'Assemblée.

G. P.

□ Le bureau du Sénat reçu à l'Élysée. - M. François Mitterrand a reçu à l'Élysée, mercredi 18 novembre, le nouveau bureau du Sénat conduit par M. René Monory, président du Sénat. Le président de la République a indiqué aux sénateurs, à propos de ses projets de réforme de la Constitution, qu'il souhaitait réunir les qualités des IV^e et V^e Républiques. « J'aimerais qu'on trouve un chemin moyen qui permette de réunir les qualités des deux systèmes plutôt que leurs défauts », a déclaré M. Mitterrand.

□ Législatives : le CNI a lavé quatre-vingt-dix candidats. - Au cours d'une récente réunion de son comité directeur, le CNI a investi quatre-vingt-dix candidats aux élections législatives dans des circonscriptions délaissées par des députés PS, PC ou MRG. « Dans les circonscriptions où le sortant appartient à l'UDF ou au RPR, il y a de soi que, pour le moment, le CNI ne présente pas de candidat », a précisé M. Jean-Antoine Giansily, président du mouvement. M. Henri-René Garand, avocat de l'association *Légitime défense*, figure parmi les candidats investis par le CNI.

EN BREF

□ M. Mamère (GE) privé de sa délégation à la Communauté urbaine de Bordeaux. - M. Jacques Chaban-Delmas, qui préside la Communauté urbaine de Bordeaux, a privé, en début de semaine, de sa délégation à la sécurité et au patrimoine l'un de ses vice-présidents, M. Noël Mamère (Généraliste, Ecologie), qui, le 6 novembre, lors d'un vote sur le schéma des transports communautaires et le réseau de métro Val, s'était élevé contre « l'invraisemblable légèreté » du maire de Bordeaux et surtout l'avait accusé de préférer « le débanchage à la transparence au prix du naufrage de l'éthique ».

□ Mort de Francis Cadoudal, conseiller général des Côtes d'Armor. - Francis Cadoudal, conseiller général de Plouaret (Côtes d'Armor) et maire de Plouvez-Moëdec, est mort lundi 16 novembre à Saint-Brieuc.

□ [Né le 27 février 1933 à Saint-Servais (Côtes d'Armor), Francis Cadoudal était entré en 1963 au conseil municipal de Plouvez-Moëdec dont il était maire depuis 1971. Élu à l'assemblée départementale des Côtes d'Armor en 1976 pour représenter le canton de Plouaret, il effectuait son troisième mandat de conseiller général. Francis Cadoudal était président du comité de défense de la gare de Plouaret pour laquelle il revendiquait un arrêt du TGV-Ouest. Au cours des trois dernières années, l'association a stoppé cent quarante-trois fois le train à grande vitesse. De 1978, il avait engagé une lutte avec la SNCF pour rétablir l'arrêt à Plouaret du train express Rennes-Brest (le *Monde* du 14 novembre 1978).


□ M. Bret investi comme candidat de PS à Villeurbanne. - Pour désigner son candidat aux élections législatives dans la sixième circonscription du Rhône, la section socialiste de Villeurbanne a dû choisir entre le maire de la ville, M. Gilbert Chabroux, et son premier adjoint, M. Jean-Paul Bret, qui siège à l'Assemblée nationale depuis la mort de Charles Hernu en janvier 1990. M. Bret a remporté ce duel contre deux membres du courant Jospin, par 190 voix contre 150. - (Corresp.)

□ M. Cambadélis estime que M. Mitterrand a « pressé » les socialistes de se « passer de lui ». - M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, explique, dans un entretien publié par le *Figaro* mercredi 18 novembre, que face à la probable victoire de la droite aux élections législatives, « chacun réagit à partir du lieu qu'il occupe », le soutiendrait M. François Mitterrand étant d'incarner l'impartialité de l'Etat, afin de « se maintenir et défendre une possible cohabitation », tandis que le PS cherche à « défendre son histoire et son avenir ». Le président de la République, ajoute-t-il, « nous a explicitement pressés de nous passer de lui », lors de son entretien télévisé du 9 novembre.

Après « L'Enquête impossible », seul, révoqué, poursuivi, Antoine Gaudino révèle les nouvelles machinations destinées à empêcher que justice soit enfin faite !

Antoine Gaudino

LE PROCÈS IMPOSSIBLE



LE NOUVEAU GAUDINO

ALBIN MICHEL

1

Handwritten text in a box: *Handwritten signature or note*

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Contaminés par du sang non chauffé
Des hémophiles tunisiens séropositifs vont demander réparation à l'Institut Mérieux

TUNIS
de notre correspondant

Six hémophiles tunisiens, dont trois sont morts, ont été contaminés par des produits sanguins non chauffés provenant de l'Institut Mérieux, a annoncé, mercredi 18 novembre, le ministre de la Santé publique, le docteur Hedi M'Heani, qui a décidé de demander à l'Institut Mérieux de leur verser des indemnités pour leur famille.

La Tunisie avait importé le 18 novembre 1985 un lot de cinquante flacons de sang qui ont été administrés à douze malades. Les ministres de la Santé et de l'Industrie ont alors lancé une enquête pour identifier les personnes transfusées et contrôler leur sérologie. C'est la première fois que le gouvernement tunisien rompt le silence depuis que les exportations par l'Institut Mérieux de sang contaminé ont été révélées (le Monde, 1^{er} et 3 novembre).

Une « légèreté » inconcevable

Le docteur Hedi M'Heani, qui s'est exprimé mercredi dans le journal la Presse, déplore la vivacité que les autorités sanitaires françaises ne se soient pas préoccupées de la dangerosité des exportations. « Devant l'absence de réaction de la part de la santé et de l'industrie, nous avons dû agir par l'Institut Mérieux pour obtenir l'explication, ce qui nous a permis de constater que des personnes ont été contaminées par ce terrible produit, nous a-t-il déclaré. « Est-ce concevable de la part d'un pays qui occupe une place de choix dans l'industrie pharmaceutique internationale ? »

La Tunisie a instauré depuis décembre 1991 un système systématique de contrôle des autorités compétentes, un peu plus de dix ans après que des centaines de personnes ont été contaminées.

MICHEL DEURÉ

RELIGIONS

A la faculté de théologie catholique de Strasbourg

Le Vatican s'oppose à la nomination de l'historien Philippe Denis

La nomination par le ministre de l'Éducation nationale de Philippe Denis, dominicain et historien, à la faculté de théologie catholique de Strasbourg, a été empêchée par le Vatican. Cette décision, non motivée, provoque des réactions chez les universitaires chargés d'histoire religieuse et de théologie dominicaine. Elle pose la question de la nomination d'un universitaire qui, dans un département concordataire, relève du droit universitaire, mais est lié au Saint-Siège par une convention spécifique locale.

Philippe Denis, dominicain (non prêtre) de trente-quatre ans, spécialiste de l'histoire religieuse du seizième siècle (1), a pour vocation d'enseigner à la faculté de théologie catholique de Strasbourg. Le refus du Saint-Siège de la nomination, imposé par la congrégation des cardinaux, a été notifié, le 3 juillet dernier, par Mgr Charles Brand, archevêque de Strasbourg et évêque de Metz.

Qualifié à la nomination du docteur Denis, professeur d'histoire religieuse, comme un contemporain à la faculté de théologie de Strasbourg, Philippe Denis avait toutes les qualités requises pour prétendre à ce poste. Sa candidature avait été classée en premier, au mois de juin, après le vote d'un jury de spécialistes. Mais comme Philippe Denis soit officiellement nommé par le ministre de l'Éducation nationale, il restait une formalité à accomplir, liée à une convention locale entre l'État et le Saint-Siège (2) : obtenir le nihil obstat de la congrégation compétente du Vatican.

Des articles critiques

Cette autorisation lui est refusée sans motif. Indiquant que « la congrégation des cardinaux ne revient pas sur ses décisions », Mgr Charles Brand, archevêque et chancelier, tente alors de convaincre Philippe Denis « de garder confidentielle la non-délivrance du nihil obstat ». « Il aurait fallu, explique Mgr Brand, qu'il notifie aux autorités universitaires qu'il refuse sa candidature pour des raisons personnelles. » Philippe Denis

HENRI TINCO

(1) Spécialiste de seizième siècle et de l'histoire de la Réforme, Philippe Denis a rédigé sa thèse de doctorat sur « Les Églises d'extrême orient en pays rénaissances au seizième siècle ». Né en 1952 à Bruxelles, il appartient à la communauté dominicaine de Froidmont (Belgique). Appelé en Afrique du Sud par Albert Nolan, théologien dominicain militant de la lutte anti-apartheid, il enseigne depuis près de cinq ans dans un centre de formation de jeunes dominicains - blancs et noirs - de la province de Natal.

(2) Une convention a été signée le 5 décembre 1902 entre le gouvernement allemand et le Saint-Siège, qui alignait les procédures de nomination de professeurs en Alsace sur la pratique des facultés catholiques allemandes. Après la guerre, en 1923, cette convention, qui garantissait la validité canonique des diplômes délivrés par la faculté, a été confirmée par un échange de lettres entre le gouvernement français et Rome.

(3) La Rêve de Compostelle. Vers une réactualisation de l'Europe chrétienne. Ouvrage collectif publié au Ceram en 1989 (le Monde du 23 décembre 1989).

PATRIMOINE

Une annonce de M. Jack Lang au conseil des ministres

La recherche archéologique sera réorganisée

M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, a fait approuver, par le conseil des ministres du 18 novembre, la réforme des structures de l'archéologie française. Trois principes ont présidé à cette réforme : les recherches archéologiques doivent répondre à un objectif scientifique de haut niveau, une grande partie des pouvoirs d'initiative et de décision sera « déconcentrée » ; les modalités de financement des fouilles et le rôle des différents acteurs seront clarifiés.

Pour mettre en pratique les principes de la réforme des structures de l'archéologie française, un Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) sera créé pour la programmation et l'évaluation scientifique des dossiers d'importance exceptionnelle. Parallèlement, seront créées six commissions interdisciplinaires (composées chacune de sept spécialistes) qui seront chargées, dans chacune des régions, de donner les autorisations de fouilles, y compris celles de sauvetage, et de contrôler scientifique des opérations.

Sera également créé, auprès du premier ministre, un Comité interministériel de l'archéologie chargé de définir les orientations nationales en matière de formation, d'emploi, d'actions internationales, de mise en valeur et de diffusion. Chaque ministre concerné donnera des crédits pour alimenter un Fonds national d'intervention pour l'archéologie.

En outre, le projet présenté par M. Jack Lang inclut la convention cadre signée le 1^{er} juillet entre, d'une part, l'État (ministères de l'Éducation nationale et de la culture et du budget), d'autre part, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), dont les recettes de 1992 seront de 220 millions de francs (contre 192 millions en 1991), est, sous le contrôle scientifique des services de l'État, la gestionnaire d'opérations archéologiques autorisées par l'État et de programmes et de sauvetage.

Des réformes attendues depuis longtemps

Grâce à un crédit annuel de 17 millions de francs pour la période 1991-1996, l'AFAN est aussi chargée de concourir à l'élaboration de la recherche archéologique de la France, véritable inventaire scientifique du patrimoine archéologique national qui doit constituer un instrument informatisé de gestion et de connaissance efficace des zones à risque archéologique à l'usage des aménageurs publics ou privés. Notons que 95 000 sites archéologiques étaient enregistrés dans les bases régionales de données au 1^{er} janvier 1992 et que l'on en est actuellement à 134 000.

Dans un proche avenir, les statuts de l'AFAN seront réformés. Ce qui permettra de créer, d'ici à la fin de 1993, six instances interdisciplinaires, 250 emplois à durée indéterminée et sera accompagné d'un

programme de formation professionnelle continue. En septembre 1992, les effectifs de l'AFAN étaient de 1 128 personnes (1 008 en équivalents « temps plein ») et la plupart des emplois à durée déterminée.

Tout le monde était convaincu depuis longtemps que l'archéologie devait être profondément réformée, et ce qu'en raison de la croissance extrêmement rapide qu'elle connaît depuis plus de dix ans. L'AFAN, une association régie par la loi de 1901 créée en 1974 pour répondre avec rapidité et souplesse aux besoins - par définition imprévisibles - de l'archéologie de sauvetage, avait à gérer des crédits de plus en plus importants et avait dû plus des aménagements qu'elle n'en avait pour sa capacité juridique et les moyens techniques. La Cour des comptes avait d'ailleurs «interpellé» l'AFAN pour la période 1985-1990 en ayant relevé les sérieux dysfonctionnements.

Les personnels de l'AFAN plaignaient de la précarité de leur emploi à durée déterminée. Ils s'étaient d'ailleurs en grève en janvier 1990 (avec occupation des locaux de la sous-direction de l'archéologie).

Le ministre de l'Éducation nationale et de la culture avait supérieur de la recherche archéologique (CSRA) dont les dix-neuf membres élus démissionnaient à la chaîne en février (le Monde du 1^{er} février). Ces démissions à très haut niveau se plaignaient d'un manque de planification. Ils n'avaient même pas les informations de la majeure partie des opérations de sauvetage dont ils étaient censés exercer le contrôle scientifique. Ils n'avaient pas été consultés sur les réformes, celle qui avait supprimé, de même avant, les directeurs régionaux des Antiquités pour les placer par des conservateurs régionaux de l'archéologie placés sous

YVONNE REBEYROL

HORS-SERIE
Observateur
Le nouvel
Les 30 Capitales culturelles de l'Europe
PAR
Rachid Boudjedra Ismail Kadaré
William E. Julia Kristeva
Michel Butor Jean d'Ormesson
Michel Déon Peter Schneider
Umberto Eco Alexandre Zinoviev...

D'Athènes à Saint-Petersbourg, de Berlin à Rome, trente capitales nous racontent leur capitale et tracent le portrait de l'Europe sous toutes ses latitudes. Trente textes inédits pour mieux comprendre l'Europe qui se dessine sous nos yeux.

40 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Une série noire, spéciale,
à prix limité.
999 F TTC
C'est le Voyageur de Brother. Une machine à écrire électronique très intelligente qui corrige automatiquement, aligne à droite et imprime en gras.

brother
BROTHER FRANCE - 11 RUE NICOLAS ROBERT 92620 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX - TEL. (1) 70 79 40 00
BROTHER INDUSTRIES (UK) LTD. WREXHAM, WALES

L'ÉTAT ROYAL
Jean Barbey
Être roi
L'histoire d'un royaume en France de Louis à Louis XVI
Fayard
574 p. 180 F

Jean Barbey, en historien du droit, nous guide dans la monarchie en France, de Clovis à Louis XVI, pour y cerner le roi et son gouvernement. Il montre comment la définition juridique, toujours plus précise, du pouvoir royal a progressivement réduit le sacré dans une position subalterne.

Un grand livre, d'un rigueur scientifique remarquable sur les fondements et l'évolution du régime monarchique. Jean Barbey y détruit bien des idées fausses entourant l'Ancien Régime.

Jean Tulard, Vol.

L'Histoire chez FAYARD

Le Monde et ses Publications

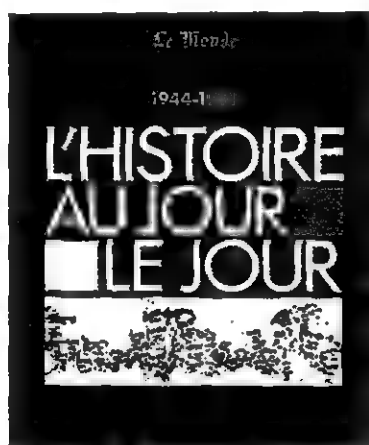
NOVEMBRE 1992

EN LIBRAIRIE Le Monde EDITIONS

L'Histoire au jour le jour 1944-1991

Préface de Jacques Lesourne
1 064 pages - 395 F

Les articles les plus significatifs publiés depuis la Seconde Guerre mondiale dans le journal *Le Monde* sont ici rassemblés en un seul ouvrage, constituant l'encyclopédie nécessaire à la compréhension du présent. Réalisé par une équipe d'historiens, de journalistes et de documentalistes du *Monde*, cet ouvrage est à la fois un outil de travail (avec des chronologies, des cartes et un index des noms de lieux, de personnes et des thèmes) et une incitation au plaisir de se plonger dans l'histoire d'un demi-siècle riche en événements.



Les plus belles histoires de timbres

Pierre Jullien,
Dominique Buffler
Préface de Christian Marin
Illustrations de Raymond Moretti
182 pages - 295 F

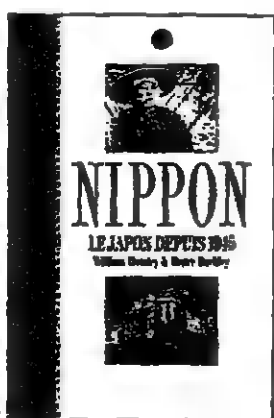
Un très beau livre-cadeau pour tous sur un sujet original : quel est le point commun en effet entre Madonna, la guerre de 1870, Solidarnosc ou les Pays baltes ? Les timbres-poste, image de l'actualité heureuse, le timbre est aussi un formidable outil de communication politique. Un ouvrage exceptionnel qui pour la première fois donne à voir les splendides enluminures des temps modernes, qui pendant plus d'un siècle ont accompagné les échanges à travers le monde.



NIPPON Le Japon depuis 1945

William Harsley et Roger Buckley
318 pages - 125 F

Racontée par le chef de l'agence de la BBC à Tokyo et un universitaire, ce livre retrace l'histoire du Japon depuis le début de 1945 à nos jours. Surtout, il tente d'expliquer quelle est la force qui anime ce peuple pour pouvoir s'imposer partout dans le monde. Au moment où le Japon redevient puissance militaire, la question mérite réflexion. *Nippon* est également disponible en cassettes vidéo BBC-Le Monde-UMK Images (quatre documentaires d'une heure).



L'Album du Festival d'Avignon 1992 Sous la direction de Colette Godard

144 pages - 130 F

Pour retrouver l'émotion d'Avignon et construire la mémoire du Festival.

Comment penser l'argent ? Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit

428 pages - 150 F

Ce livre du troisième Forum Le Monde-Le Monde scrute les multiples faces de « l'argent ». Il confronte les analyses de l'historien, du psychanalyste, de l'anthropologue, du philosophe, de l'économiste, du juriste, du praticien de la vie financière. Une approche globale qui n'avait jamais été faite.

EN KIOSQUE

Publications Mensuelles

LE MONDE DES DÉBATS

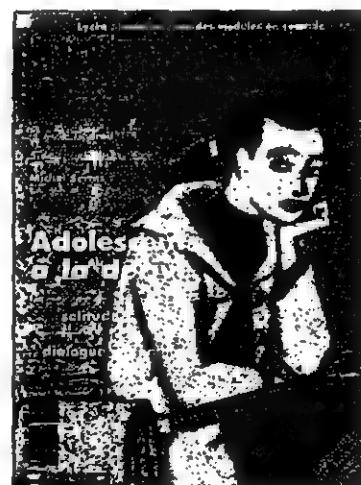
UN PAYSAGE SANS PAYSANS : 300 000 agriculteurs suffiront-ils à entretenir et à faire vivre le territoire ? VICHY A-T-IL EXISTÉ ? : difficile de mettre quatre ans d'histoire entre parenthèses. LES JAPONAIS : Modernes sans être Occidentaux.

LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS

Dossier de 8 pages :

MAASTRICHT, AVANT, APRÈS : Ce numéro présente sous une forme concise une synthèse des divers volets que recouvre le traité : la monnaie, l'Europe sociale, la politique étrangère et de sécurité commune, les pouvoirs de la commission de Bruxelles...

Et chaque mois les clés de l'info : deux pages qui récapitulent et expliquent l'actualité du mois.



LE MONDE DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE : Adolescents : la dérive. Le *Monde de l'éducation* présente les actions et les initiatives d'associations qui cherchent à dialoguer parents-enfants et à aider les jeunes à s'approprier leur solitude. AVENIR : Les métiers du droit. ÉLUS : La nouvelle classe de seconde sur le terrain. REPORTAGE : Sida, la prévention à l'école.

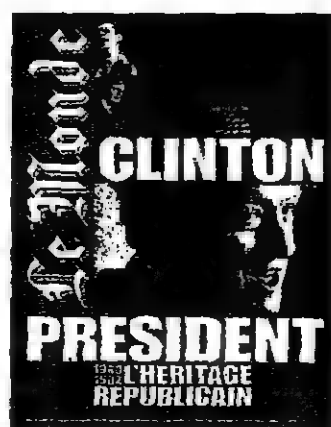
LE MONDE DES PHILATÉLISTES

A LA UNE : Les droits de l'homme à l'occasion de la vente « premier jour » d'une série de six timbres émis par l'administration postale des Nations unies sur la déclaration universelle des droits de l'homme - événement qui se déroulera le vendredi 20 novembre dans les locaux du *Monde*, à Ivry-sur-Seine (94).

AUTRES TEMPS FORTS : Le courrier transporté par le patrouilleur *Albatros* : la correspondance des armées à Djibouti au siècle dernier ; une thématique de Jean-Paul II ; contreforts.



Hors-Série



CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain

Cette brochure la campagne électorale qui a opposé Clinton, George Bush et Ross Perot, avant de dresser un tableau de l'Amérique d'aujourd'hui après douze ans de gestion républicaine.

Au plan international, une politique étrangère qui a redonné du prestige à l'Amérique. Sur le plan économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd héritage. Une société qui doute d'elle-même. Une vie culturelle qui bute sur des contradictions.

Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et des illustrations du *Monde*.

148 pages - 48 F



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Selon une note de mars 1983

L'avocat des Irlandais de Vincennes aurait été placé sur écoute à la demande de l'Elysée

Dix ans après l'opération en forme de « montage » policière réalisée en août 1982 par les gendarmes de la cellule antiterroriste de l'Elysée, l'affaire dite « Irlandais de Vincennes » connaît un rebondissement inattendu : la révélation d'une note manuscrite rédigée en mars 1983 par M. Gilles Ménage, alors directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand, et annotée en marge par M. Christian Prouteau, alors conseiller du président de la République, dont le contenu dévoile le projet de mettre sur écoute téléphonique l'avocat parisien des trois Irlandais, M. Antoine Comte. Ce fait nouveau, qui risque d'entraîner une révision du procès qui avait relaxé M. Prouteau en janvier dernier, est dévoilé par l'hebdomadaire d'extrême droite National-Hebdo du 19 novembre.

Aujourd'hui président d'EDF, M. Gilles Ménage ne s'est pas fait-elle par National-Hebdo. Il est vrai que son ton correspond bien au « climat de l'époque » durant lequel, face aux révélations de la presse et notamment du Monde, il fallait à tout prix « tondre », mais il n'y a pas de justice deux éléments essentiels : l'existence de Bernard Jégat, l'ancien capitaine Paul Barril, maître d'œuvre de l'opération de Vincennes, ainsi que la réalité des fuites de procédure commises durant le procès, dont la clé était le rôle de Paul Barril. Lui-même a apporté les prétendues pièces de conviction dans l'appartement vinncois des trois Irlandais.

C'est donc dans ce climat de tension, alors que les Irlandais sont toujours emprisonnés et que le mensonge officiel est encore avalé par la justice, que M. Gilles Ménage, le 28 mars 1983, écrit ce qui suit, en tête de la présidence de la République. « Commandant Prouteau, il faut que nous parlions de cette campagne de presse au sujet des Irlandais qu'il ne faut pas laisser se développer. Mais c'est surtout l'annotation de la même main en marge du point 4 qui suscite aujourd'hui l'émotion de M. Antoine Comte. Elle est lapidaire : « 46711 ». Or, « 46 » est le nom de code habituel d'une écoute téléphonique administrative... Manifestement les de l'opération de Vincennes, qui fut son « baptême du feu » à l'Elysée, M. Ménage affirme que ce qui est écrit de sa main dans cette note « ne préjuge ni des intentions ni

des actes » et rappelle la « déontologie » du gouvernement selon laquelle les Irlandais ne sauraient être placés sur écoute. M. Comte ne l'entend évidemment pas de cette manière : « Ce document montre bien à quelles dérives peuvent aller les pouvoirs d'une mainmise grossière sur la Constitution par des fonctionnaires, ce qui constitue un crime que j'ai demandé à mes avocats de poursuivre ». Sartout, ce document permet aux « victimes » de l'affaire - outre les Irlandais, l'ancien commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau, qui fut le seul à être condamné par la justice pour le « montage » de Vincennes - de demander une révision de l'arrêt de la cour d'appel de Paris rendu le 13 janvier par lequel M. Prouteau fut relaxé. L'authenticité de ce document ne fait pas confirmer ce que j'ai toujours avancé, nous a déclaré M. Beau : la responsabilité première de l'opération de Vincennes est à M. Christian Prouteau. Ce dernier n'avait pu être joint, jeudi matin.

EDWY PLENIER

REPÈRES

ENVIRONNEMENT
Tunnel du Sornport : l'annulation de l'arrêté préfectoral est demandée

Le tribunal administratif de Pau a rendu, mercredi 18 novembre, un arrêt civil par lequel il a annulé l'arrêté préfectoral du 13 août 1991 du préfet des Pyrénées-Atlantiques relatif à la réaffectation du tunnel routier du Sornport. Ce recours avait été introduit le 25 septembre 1991 par une association regroupant des opposants à l'ouvrage qui doit relier la France à l'Espagne : France-Nature-Environnement, le Comité des habitants de la vallée d'Aspe et Mon terroir.

En présence de magistrats et de membres de la juridiction pénale, l'annulation a été prononcée à l'unanimité. Les débats, M. Ray, commissaire du gouvernement, a conclu à l'annulation de l'arrêté préfectoral et à la réaffectation du tunnel. Le projet de tunnel et du projet d'aménagement de la voie d'accès, l'insuffisance de l'étude d'impact qui ne prend pas assez en compte les effets du projet sur la vie en vallée d'Aspe, et enfin le défaut de consultation de la direction du parc national des Pyrénées. Le tribunal administratif de Pau rendra son jugement le 2 décembre. (Corresp.)

Des entreprises s'associent à la sauvegarde des monuments

Vieillessement naturel, surfréquentation (30 000 visiteurs certains jours à Notre-Dame de Paris), restaurations inadéquates, ravalements trop brutaux, et surtout pollutions de l'air et des eaux souterraines : la dégradation de nos monuments va désormais plus vite que leur sauvegarde. Le ministère de la culture, qui a pourtant obtenu de très substantielles augmentations de crédits, s'est donc associé à neuf entreprises publiques ou privées (Association des sociétés françaises d'autoroutes, Calcia-Les Ciments Français, EDF, GDF, Caisse des dépôts, Générale d'Assurances, Lafarge-Coppée, la Lyonnaise, les eaux de Paris, Pont-de-Mousson) pour mener plus efficacement la sauvegarde de nos monuments.

Comme l'a souligné, lundi 16 novembre, M. Jack Lang, ministre de la culture, de nombreuses entreprises françaises ont les techniques ou les équipes de recherche indispensables. D'où la création d'un Cercle des partenaires du patrimoine, qui pourra s'élargir éventuellement à d'autres partenaires. Une telle association évitera le travail en ordre dispersé et permettra de fédérer les efforts au bénéfice de notre patrimoine commun.

Acquittée sur le plan pénal le 13 novembre

La « boulangerie de Reims » devra indemniser la famille d'Ali Rafa

La cour d'assises de la Marne a rendu, mercredi 18 novembre, un arrêt civil par lequel elle a condamné Marie-Josée Garnier, auteur du coup de feu qui a tué Ali Rafa, vingt-trois ans, le 12 février 1989 à Reims, à réparer le préjudice subi par sa famille. Acquittée sur le plan pénal le 13 novembre 1992, M. Garnier devra verser 25 000 F aux parents d'Ali Rafa, 10 000 F à chacun de ses huit frères et sœurs, 20 000 F à sa compagne et 50 000 F à son fils. A Reims, le climat de tension né après l'assassinat de M. Garnier n'est pas dissipé. De nouveaux incidents ont eu lieu mercredi soir. Le service de bus de la ville a été interrompu pour la nuit à partir de 19 h 45 et devait être rétabli dès 19 h 30.

La cour, composée du président et des deux assesseurs qui siègent sans les jurés pour l'audience civile, déclare dans son arrêt : « Marie-Josée Garnier, se tenant sur le seuil d'une pièce de faible surface où évoluaient plusieurs personnes, a eu un comportement fautif en manipulant de manière inconsidérée une arme à feu qu'elle avait chargée et dont elle a tiré le coup de feu blessant mortellement Ali Rafa à la tête. (...) Ces faits

constituent la charge de Marie-Josée Garnier une faute distincte de celle, définitivement écartée par la cour d'assises, de cette faute a été reconnue, pour les parties civiles, d'un préjudice dont Marie-Josée Garnier est responsable du fait de la faute et n'a pas pu être exonérée de responsabilité, devra entière réparation. (...) La mesure des acquittements ne soit pas monnaie courante, une telle décision n'est pas exceptionnelle et il n'y a rien de contraire à l'application de la responsabilité civile, telle qu'elle pourrait être retenue, par exemple, contre le propriétaire d'une maison qui devra indemniser le passant blessé par la chute d'une tuile : si une « faute », comme le défaut d'entretien, est constatée, elle est prévue par l'article 1383 du code civil selon lequel « chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

Même si la formule n'est pas prononcée dans les extraits de cet arrêt, il n'est pas impossible que les magistrats professionnels aient interprété la décision du jury comme une constatation, non abusive, de la faute de la défenderesse. La cour de cassation est formelle : « La légitime défense exclut toute faute et ne peut donner lieu à aucune action en dommages et intérêts. La défense avait

la légitime défense, mais, bien que la révision immédiate de ces dispositions. (...) La Ligue des droits de l'homme critique l'« injustice » de l'arrêt d'acquiescement. La Ligue des droits de l'homme (LDH) s'associe aux protestations de l'arrêt rendu par la cour d'assises de Reims, qui a été « rendu par une large fraction de l'opinion sur une injustice, sans une punition ». Qualifiant que de « décisions d'acquiescement sont perçues comme légitimes et encourageant des pratiques d'auto-défense sans aucune mesure avec les faits qui les engendrent », la Ligue rappelle qu'une bonne justice devrait au contraire permettre l'apaisement des conflits. (...) Le RECOURS-France souhaite la réhabilitation d'une réelle justice. Jacques Rosan, porte-parole du RECOURS-France, « tout en se réjouissant de la décision du procureur général de la cour d'appel de Reims de la formation d'un pourvoi en cassation, estime d'autant plus le scandaleux verdict rendu par la cour d'assises de Reims qu'il frappe d'une profonde injustice la communauté des harkis qui ont déjà tant souffert pour avoir choisi la France ». Le RECOURS-France souhaite « le rétablissement d'une réelle justice qui traite tous les citoyens sur le même pied » sous peine de voir se « créer les conditions d'une situation aussi explosive que celle de Los Angeles ».

MAURICE PEYROT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tardif.

15-17, rue de Colonne-Plaine-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de la SARL Lesourne SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM
Imprimerie du Monde : 12, r. M. Groussier 94852 IVRY Cedex

Le Monde - Vendredi 20 novembre 1992 13

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code A3T, puis O.S.P.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1992, à 14 heures.
APPARTEMENT 1 P.P. à SAINT-CLOUD
(92) - 17, rue Marie-Bonaparte
18 et 20, rue des Villaines - 150 à 154, boul. de la République
escal. 2, bdt. U, à demi-niveau au 4^e étage, et CAVES.
Mise à prix : 250 000 F S'adr. à M. Céline RANJARD-NORMAND, avocat, 5, rue des Bourguignons, BOIS-COLOMBES (92270). Tél. : 47-80-75-18.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 26 NOVEMBRE 1992, à 9 h 30.
MAISON D'HABITATION DE 7 P. PRINC.
Terrain de 372 m²
BONNEUIL-SUR-MARNE (94)
6, rue du Monty
Mise à prix : 600 000 F S'adr. à la SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE- COUSSAU, avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98, de 9 h 30 à 12 h. VISITES sur place, le 25 NOVEMBRE 1992, de 10 h à 12 h.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30, EN UN LOT, un ensemble immobilier, une
MAISON à VILLERS-SUR-MER (14)
Résidence « Le Village de la plage »
rue des Martois et rue des Gabbions, à l'angle de ces 2 voies dans le bdt. H. MAISON DUPLEX, compr. r.-dc.-ch. : séjour avec cuis., 2 chambres, 1 salle de bain, 1 ch. de bain, w.c., 1 terrasse.
Mise à prix : 200 000 F S'adresser à M. Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis, place de l'Alma, tél. : 47-23-02-49; M. JOSSE, mand.-liquid., 4, r. du Marché-Saint-Honoré, PARIS-1^{er}; et à tous avocats près le trib. de grande inst. de PARIS.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :
UNE PROPRIÉTÉ à MERAL
(Mayenne) - Lieudit « Le Bourg »
Compr. UNE MAISON DE MAÎTRE, constr. pour 43 a 11 ca, n^o 457, 458, 459, section D et UNE FERME, près du Bourg, servant à la propriété, comprenant : d'habitation et d'exploitation de terres agricoles sur un terrain de 11 ha 56 a 63 ca.
Mise à prix : 500 000 F S'adresser à M. Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis, place de l'Alma, tél. : 47-23-02-49; M. JOSSE, mand.-liquid., 4, r. du Marché-Saint-Honoré, PARIS-1^{er}; et à tous avocats près le trib. de grande inst. de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL (94), le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1992, à 9 h 30.
APPARTEMENT à NOGENT-SUR-MARNE (94)
18, avenue de la Belle-Gabrielle et 24-25, avenue des Marronniers. Bdt. III au r.-dc.-ch. 6 PIÈCES PRINC., cuis. et office, Joliesseaux exclus. Jardin dev. salle de séjour. Au sous-sol : 1 CHAMBRE AV. DOUCHE et une cave. Bdt. IV, au sous-sol : UN EMPACEMENT DE PARKING.
Mise à prix : 2 497 000 F S'adr. à M. F. BERNARD, avocat associé, 14, rue Lejumeau (P.O.M.) VIN-CENNES, tél. : 47-23-02-49; M. P. MARINOT, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94300), tél. : 46-71-03-78. Sur Minitel : 3615 JAVEN. Et en pl. le VENDREDI 27 NOVEMBRE, de 11 h à 12 h.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1992, à 9 h 30, EN UN SEUL LOT :
UNE PROPRIÉTÉ
compr. UN BÂTIMENT D'HABITATION avec cave. Rez-de-chaussée : entrée, cuisine, salon, salle à manger, 1^{er} étage : 2 chambres, salle de bain, w.c., débarras. 2^e étage : trois chambres, 1 salle de bain, w.c., 1 chambre, 1 salle de bain, w.c. PAVILLON DE GARDIEN : 1 pièce, cuisine, salle de bain, w.c. À USAGE COMMERCIAL - 2 BUREAUX.
BONNEUIL-SUR-MARNE (94)
2 et 2 bis, rue du Monty-Bâton
Mise à prix : 1 376 000 F S'adr. à M. Sébastien LEBLANC, avocat à CRÉTEIL, au bureau du Val-de-Marne, 6, place Solenne-Affende, 94000 CRÉTEIL, tél. : 49-80-19-76; M. Serge TACNET, avocat au bureau du Val-de-Marne, 20, rue Jean-Jaures, CHAMPIGNY-SUR-MARNE, tél. : 47-06-94-22; M. Patrick VARINOT, avocat au bureau du Val-de-Marne, 1 bis bis, Grande-Rue, NOGENT-SUR-MARNE, tél. : 48-71-03-78.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'éditeur.
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-68-28-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 9 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 030 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné d'un règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : LEMONDE code ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT
221 MG 02
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire les lettres propres à capitaliser d'imprimerie.

CULTURE

ARTS

Incertitudes

Trois jeunes peintres pour une exposition incertaine

BOUERY, PETIT ET REBOLLO
à l'Hôtel de Ville de Paris

Chantal Petit, Michel Bouery et Marc Rebollo, trois jeunes peintres, artistes d'entre trente et quarante ans dont on aimerait avoir beaucoup à attendre. Dans la salle Saint-Jean, ils ont chacun une dizaine de tableaux. Le grand format domine, et le souci d'une technique très perfectionnée.

Si la peinture traditionnelle a ses volontés érigées de sa dévotion, ceux-ci se conduisent à rebours. Ils aiment à démontrer leur savoir-peindre. Chantal Petit accumule les différences de texture et joue du granuleux et du lisse, du fluide et de l'épais, tout cela dans des harmonies bleutées et grises. Marc Rebollo pratique les laques et les vernis afin d'obtenir des surfaces absolument glacées et métalliques, une peinture comme du miroir, délibérément lisse, d'une propreté irréprochable. Michel Bouery se plaît à construire des géométries compliquées, spirales, cercles, fuseaux, profitant qu'il est dans une situation où il est légèrement fluo, pistache, azur, rose délavé, jaune blanchi.

Ces trois toiles sont faites de formes monumentales, le spectateur est désemparé, au point de séduction. L'étrangeté des couleurs, le regard, la froideur neutre de l'exécution déconcerte et l'on se sent prêt à reconnaître ces peintres de l'audace et de la vigueur. Mais audace et vigueur essentiellement techniques, d'artistes de virtuosité qui semblent ne pas savoir encore à quel employer. Car pour ce qui est de la nécessité de leurs peintures, le doute subsiste.

Que veulent-ils suggérer, sinon exprimer ? Qu'ils aient peinturé à nouveau, sans doute. Qu'ils représentent à leur compte une discipline et son plein épanouissement, de Delaunay à Tappin, avec ce qu'il faut de distance. Qu'ils s'inscrivent dans un mouvement d'art contemporain, réaction de défiance que l'on a souvent, très récemment, qualifiée de « post-moderne ». Mais encore ? Ces considérations historiques ne suffisent-elles pas à alimenter longtemps leurs peintures, qui, sinon, tourneraient bientôt à l'exercice de style. Il faudrait autre chose, un peu plus de substance et d'individualité. Attendez.

Ph. D.
Salle Saint-Jean, Hôtel de Ville, 3, rue Lobau, 75004 Paris. Jusqu'au 12 décembre.

COLLOQUE INTERNATIONAL

LE REGARD ÉTRANGER
LE THÉÂTRE ESPAGNOL
DU SIÈCLE D'OR
SES RELATIONS
AVEC L'EUROPE

A l'occasion des représentations de « El Caballero Olmedo » de l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

Vendredi 20 et samedi 21 novembre de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h

Conférences - 4 tables rondes
En collaboration avec l'Odéon-Théâtre de l'Europe
7, Quai de la Seine, Paris
Tél. : 47-20-70-79.

THÉÂTRE

La vie est une maladie incurable

« Fin de partie » : quand Beckett va au-delà du pessimisme, ne reste plus que le rire

NANCY

de notre envoyée spéciale

Hamm et Clov habitent une pièce vide, aux murs gris et sales qui enferment un passé discret, sans dehors. Il n'y a plus personne. A l'intérieur, il y a deux hautes poubelles, où crouissent les géniteurs de Hamm - Gilette Barbier et Jean-Claude Perrin.

De temps en temps le couvercle se soulève et surgissent leurs faces blanches, comme de vieux jouets informes. Hamm - Daniel Martin - est aveugle, et tyrannique. Clov - Philippe Fretun - son souffre-douleur, il traîne une jambe raide. La première réplique de la pièce est : « C'est fini. » Mais ça continue. « On est sur terre, c'est sûr », réplique.

Fin de partie est sans doute la pièce la plus cyniquement amère de Beckett. La Winnie de Oh ! les beaux jours est une œuvre de Beckett, depuis la Dernière Bande jusqu'à Dépeupleur, ont encore quelque chose à transmettre. Là, non, rien. Il dirait bien que Beckett a atteint le pessimisme, pour arriver à un rire déchirant, au point de jonction entre l'extrême de l'absurde et de la douleur.

En tout cas, ce qu'impose la mise en scène de Charles Tordjman, dans le Théâtre de la Manufacture, à Nancy, où il vient de prendre la direction du centre dramatique. Une mise en scène qui s'élève sur le concret : clochards, sans la moindre échappée métaphysique, dans cette chambre avec des poubelles qui s'ouvrent, un vrai fanteuil rouge - le décor, réaliste, de Nicolas Sire - Hamm et Clov existent avec leur lucidité, la vieillesse qui grignole et abîme inexorablement leurs corps.

Pas même Godot

Ils provoquent le même subtil mélange d'admiration et de recul que ces êtres sans âge traînant dans le métro, habitués du désastre, où dans on ne demande pas qu'ils attendent. Rien, pas même Godot.

Peut-être parce que les personnages sont si proches de nous, que leur existence est si tangible, que leur souffrance est si palpable. Quand Hamm par exemple prend un mouchoir ensanglanté pour essuyer ses lunettes d'aveugle, quand Clov se penche vers sa jambe raide pour pouvoir se baisser... Des petits malheurs

sans gravité, sans l'accumulation d'une angoisse étouffante. Paradoxalement c'est pour quoi l'on rit. On se complaît envers la misère et les ridicules des autres. Mais on rit.

Ces deux personnages s'abaissent l'un à l'autre par la routine plus que par l'affection ou l'intérêt, et qui n'arrivent pas de s'engueuler, mais renvoient une image de nous-mêmes épouvantablement précise. Et l'impitoyable simplicité du jeu comique d'impuissance va tellement à l'encontre de notre espoir qu'on ne peut plus que rire. Hamm et Clov accomplissent plein d'actions inutiles et disent quelques paroles banales.

Cette façon de rendre Beckett dans la Manufacture est dans du granit les phrases courtes, elliptiques, claires, ciselées, évidentes. Beckett a parlé, c'est une réplique.

COLETTE GODARD

La Manufacture à Nancy jusqu'au 21 novembre à 20 h 30. Tél. : 83-37-42-42. Les Géméraux, 48, avenue Georges Clemenceau à Sceaux, du 25 au 29 novembre à 20 h 30. Tél. : 46-60-05-64 et tournée de décembre à mars.

Les empêcheurs de la causette

Les provocations par l'absurde de Roland Dabillard

LES DIABLOQUES
à Bobigny

« J'ai organisé une course de moustiques sur la Seine cet après-midi pour faire parler de moi. » Un type vous dit ça, il est calme, sérieux. Il vous fixe, il attend de vous une réponse, ça ne fait pas de doute. Silence. Le bonhomme reprend : « Ce qu'il faut de différence surtout, la main droite et la main gauche, c'est qu'il ne faut pas s'écarter du même endroit. » Nouveau silence. Vous redonnez un piège. Attendez un peu. « Le ban en tube, vous aimez ? - C'est comment ? - Comme du dentifrice, mais c'est du ban. »

Les Diablogues de Roland Dabillard appartiennent à la littérature dite « de provocation ». Il y a tout un monde, ici-bas, pour qui les échanges, les débats, sont quelque chose qui va de soi. Causette, écriture : c'est humain, c'est bien naturel. Nous écoutons, lisons. Nous y croyons. « Paroles d'évangile, saint Jean Bouche d'or. » Il y a, aussi, moins courants, les ralistes. Les empêcheurs de la causette. Les asticoteurs-tarabiscoteurs. Logo-pétroleurs. Verbo-gâcheurs. Ceux qui disent des bêtises, histoire d'écouter.

Le cheval et l'hippocampe

« Comment dit-on rose en français ? », demande, pervers, Ionesco. Ou ceci, plus narratif : « Les roses de ma grand-mère sont jaunes comme mon grand-père qui était asiatique. » C'est Henri Michaux, onctueux-dynamique : « Parmi les croûtes, il y a les guilles ! » Ou bien Michel Duchamp, moins collet monté : « Il faut mettre la moelle de l'épée dans les poils de l'aimée. » Ou encore Benjamin Péret, qui commence, prenant son temps, en romancier poète : « La dent de onze heures sonne ! une horloge voisine, quelques taxis passaient nonchalamment et les dromadaires n'étaient pas tous rendus. »

Les Diablogues de Roland Dabillard « accrochent », eux aussi, le tout-venant des paroles, mais dans des teintes plus hésitantes. Les can-

seaux, sur le point des pieds, ouvrent des portes, à tout hasard, patatant dans le vide, repartent en porte-à-faux. « L'encelme. » Encelme de qui ? De quoi ? ... « L'encelme du métropolitain ! »

Quoi ? Un violet collectif, peut-être ? Non : « Toute venue d'objets quelconques est interdite dans l'encelme du métropolitain. » Les Diablogues - un délire de théâtre - sont joués. On les recommande, comme fortifiant : ils réveillent la compréhension. Aujourd'hui, Philippe Morier-Genoud et Marc Beaton reprennent les esquisses de ce ping-pong. Deux matons irrésistibles. La mise en scène de Catherine Marnas arbore simplement les coups. Étrangement, le décor est un vieux petit musée régional, peuplé d'atmosphères mites, de crocodiles dépeints, non, pas dépeints... Il est vrai que les deux « diablogues » sont des obsédés du règne animal. Exemple : « Ce qui devrait frapper d'abord, quand on voit un hippocampe, c'est qu'il est extrêmement différent d'un cheval. » A quoi pourriez-vous répondre, du fond des mers, la voix d'orange d'André Breton, lui qui affirmait, sans exposé des motifs : « L'hippocampe est l'animal le plus à plaindre. »

MICHEL CURNOT
Maison de la culture de Bobigny, 1, bd Lénine, petite salle, du mardi au samedi à 21 heures, dimanche 18 heures, jusqu'au 27 novembre. Tél. : 48-31-11-45.

Centre dramatique de la Courneuve
UDIR LOINTAINES
d'après « Distant Vainqueur » de Terence Davies
adaptation musicale de Christian Dauterive

Pour le travail des acteurs, tout bien, M. HANNO, LIBÉRATION. Profondément amoureux P. Sigot, TESSAMA. Mise en scène très vivante. C'est superbe ! J.L. Schis, T.S.F. Formidable reconstruction de la mémoire collective. D. Roger, REVOLUTION. Du grand art, une soirée rare. Max Meyer. Une équipe impeccable, rigoureuse et soignée. F. Portes, PARIS-MATCH. Les Comédiens sont bien. A votre service, donc ! J.L. Jeanne, FIGARO-SCOPÉ.

Du 5 au 29 novembre
Jeu, ven, sam, à 20h30 et dim à 14h30
CENTRE CULTUREL DE LA COURNEUVE
LOC : 48 36 11 44 et Fnac

A partir du 24

THEATRE DE L'ATELIER

Pierre VANECK
Arielle DOMBASLE
Gisèle CASADESUS
Jacques FRANCOIS

LE JUGEMENT DERNIER

Bernard-Henri LEVY

MISE en SCÈNE

Jean-Louis MARTINELLI

avec

Armand MEFFRE

Alain MAC MOY

Beppe CLERICI

Man-Yan James HOR

et Jean-Yves CHATELAIS

LOCATION 46 06 49 24

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

CIRQUE DE MOSCOU

PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES



LOC PAR TEL :

44 68 69 70

CO-REALISATION
ENTREES, SPECTACLES, PRODUCTIONS
EUROPE 1 PALAIS DES SPORTS

EUROPE 1

KAT ONOMA

NOUVEAU SINGLE "THE RADIO".
ECOUTEZ-LE DANS "CONNECTION"
AVEC YANN KULIG ENTRE 21H ET
22H30 SUR EUROPE 1.
CLIP SUR M6, MCM ET CANAL+

"Billy The Kid" Tour



ALBUM "BILLY THE KID"

NOVEMBRE

LE MANS : VENDREDI 13
SCHILTIGHEIM : MARDI 24
GRENOBLE : MERCREDI 25
MARSEILLE : VENDREDI 27
CLERMONT-FERRAND : LUNDI 30

DECEMBRE

ROUEN : MARDI 1ER
PARIS : JEUDI 3 / CASINO DE PARIS
NANTES : LUNDI 7
CAEN : MARDI 8
TOULOUSE : JEUDI 10
MONTPELLIER : VENDREDI 11
BORDEAUX : SAMEDI 12
RENNES : MARDI 15
BESANCON : JEUDI 17
LYON : VENDREDI 18

BILLET

Haro sur les carburants verts

Présenté un moment comme la panacée pour une profession agricole désorientée par la réforme de la PAC et le bras de fer au GATT, les biocarburants ont fait plus l'unanimité. Certes, début novembre, les sénateurs ont adopté par 226 voix contre 0 une proposition de loi rendant obligatoire, à compter du 31 décembre 1995, l'adjonction de carburants agricoles dans les carburants traditionnels. Les députés ne sont pas en reste.

Les quatre propositions de loi (deux émanant de socialistes, une de l'opposition, une déposée ces dernières semaines avec la même objectif : contraindre les pétroliers à commercialiser des carburants verts).

L'initiative des parlementaires ravit les syndicats agricoles mais inquiète le gouvernement qui, à quelques mois des élections législatives, redoute de faire passer la main. Les députés de la gauche biocarburants ne sont pas établis. En attendant le rapport de M. Raymond Levy, l'ex-patron de Renault, promis pour janvier prochain, force est de constater que les quelques études publiées ces jours concordent : ce n'est pas sur l'emploi, le commerce extérieur, la balance énergétique française, l'adjonction de 5 % de carburants verts (c'est le chiffre retenu) dans les carburants traditionnels aurait un impact insignifiant, voire négatif. L'environnement ne s'en porterait guère mieux. Pas plus que le portefeuille des automobilistes, qui auraient à supporter la très légère surconsommation entraînée par les biocarburants.

Finalement, menacé d'être placé en porte-à-faux vis-à-vis de la législation communautaire, l'adoption serait autrement plus saluée. Ancien ministre de l'Agriculture et adversaire déclaré des propositions de loi déposées par ses amis politiques, le député (UDF) Alain Madelin chiffre à plus de 5 milliards de francs par an leur coût pour le budget de la nation. Or, une partie de la somme tomberait dans la poche des industriels de la biocarburants et non dans celle des agriculteurs. Autre perversion majeure, mais souvent occultée, les agriculteurs bénéficieraient d'une politique volontariste en biocarburants risquent d'être, s'agissant de l'éthanol, ceux-là même qui ont le moins besoin : les betteraviers. La raison en est simple. Un hectare de betteraves donne entre deux et trois fois plus d'alcool que le blé semé en été ou en automne.

Tous les problèmes ne sont pas les biocarburants. Ils ont un avenir. Mais, en attendant une position européenne commune, une politique des petits pas associant toutes les parties intéressées vaut mieux que des mesures législatives inapplicables à la pratique.

JEAN-PIERRE TUDOU

Le projet de loi de finances rectificative pour 1992 porte le déficit à 184,1 milliards de francs

Le projet de loi de finances rectificative pour 1992 examiné le 19 novembre en conseil des ministres a porté le déficit budgétaire à 184,1 milliards de francs. Ce chiffre, qui inclut le déficit initial de 181,1 milliards de francs, est le résultat de la loi de finances pour 1992 et de la fin de l'exercice financier. L'ajout de 3 milliards de francs s'explique par des moins-values fiscales atteignant 11,2 milliards de francs mais aussi par le supplément de dépenses de 11 milliards de francs à 10,3 milliards du fait de l'alourdissement du service de la dette publique, 700 millions de francs de crédits non compensés par des annulations.

Sur les 13,5 milliards de francs de crédits ouverts en 1992, 12,8 ont été réservés pour les dépenses. Les nouvelles dépenses approuvées concernent principalement l'accord salarial conclu en septembre 1991 avec le secteur public (1,9 milliard de francs), les opérations militaires menées sous l'égide du Pacte de Madrid (1,2 milliard), l'attribution aux handicapés (800 millions), la protection agricole (2 milliards de francs).

Le poids des prélèvements obligatoires est de 43,9 % du PIB en 1991 à 43,5 % en 1992.

La grève dans les transports parisiens

Echec des négociations à la RATP

La direction et les syndicats de la RATP se sont séparés sur un accord d'échec mercredi 18 novembre dans la soirée après sept heures de négociation. Les représentants du personnel continuent d'exiger le « retrait » de la réforme du déroulement de carrière des conducteurs de métro et du RER que la régie ne propose pas de « geler ».

Qu'aucune nouvelle n'ait été communiquée, M. Jean-Louis Bianco, ministre des transports, a affirmé mercredi devant l'Assemblée nationale que « c'est la voie de la négociation qui peut permettre de résoudre ce conflit » qui perturbe les transports parisiens depuis le 17 octobre.

Les voyageurs s'arment de patience

Les grèves se suivent et se ressemblent. Les habitants de l'Île-de-France ont fini, sinon par s'y faire, du moins par s'organiser en conséquence. Ce nouvel épisode de débrayages à la RATP semble plus facile à gérer que les précédents. La formule des « heures de travail à heures fixes, même si elle tombe en pleine heure de pointe le soir, laisse une petite marge de manœuvre aux voyageurs.

Mardi à 16 h 30, c'est la rue du RER et du métro. Pour beaucoup, la journée se termine plus tôt que prévu. Sur la ligne A du RER, station Aubert, les voyageurs s'entassent dans les voi-

tures sous le regard vigilant des employés de la RATP. On pousse un peu pour franchir les portes. Des chanceux montent avec le conducteur ni vu ni connu. « Je me suis échappé du travail vers 16 h 45, mais ça ne fait pas, du ministère, explique une fonctionnaire. Non seulement notre ligne de RER est difficilement surchargée, il faut subir ces grèves. De toute façon, ce sont toujours les mêmes qui tringlent. »



Un certain fatalisme a gagné les usagers du métro qui, impuissants, s'arment de patience. Régulièrement, un haut-parleur diffuse des renseignements sur les horaires, les retards, « il ne faut pas laisser les gens dans l'ignorance », commente un agent de la régie. On les informe, ça les aide à organiser l'attente, ça s'appelle faire du commercial. Autres temps, autres mœurs : « Il y a un temps où l'on était au courant de rien, maintenant on est au courant de tout », remarque un voyageur. Sur le RER A, vers 17 heures, le trafic est peu perturbé. Les trains se succèdent avec régularité. Mais la situation se gèle sérieusement dans le métro.

Station Châtelet, 18 heures, sur la quasi totalité de la Défense, une ligne de métro, certains voyageurs ont trouvé le moyen de glisser l'extérieur entre deux voitures. Dans la rame tandis que le haut-parleur annonce la fin des trains en direction de la Défense, « Un service public doit offrir un service minimum, note un cadre commercial, le journal à la main. Les grèves sont un peu trop rapprochées et les gens finissent par s'habituer. Et puis, il faut nous rembourser la Carte orange au prorata des journées de grève. » De l'autre côté, vers Château-de-Vincennes, les usagers se précipitent eux aussi dans les voitures, sans grand succès.

Embouteillages monstres à Paris

Le mardi 19 novembre a été paralysé par des embouteillages pendant des heures, mercredi soir, sous l'effet combiné de la grève du métro parisien, d'une manifestation houleuse d'agriculteurs devant l'ambassade des Etats-Unis, près de la Concorde, des déplacements du chef de l'Etat américain, M. Bush, et... de la pluie.

Les autobus - bloqués d'un côté puis peu à peu libérés de l'autre - occupent les trottoirs plus vite le pied, les taxis et les automobilistes ont mis des heures à traverser la capitale. Selon des informations recueillies auprès de l'état-major chargé de la circulation à la préfecture de police, la circulation n'est redevenue normale que vers 21 heures, voire plus tard dans certains points de la capitale.

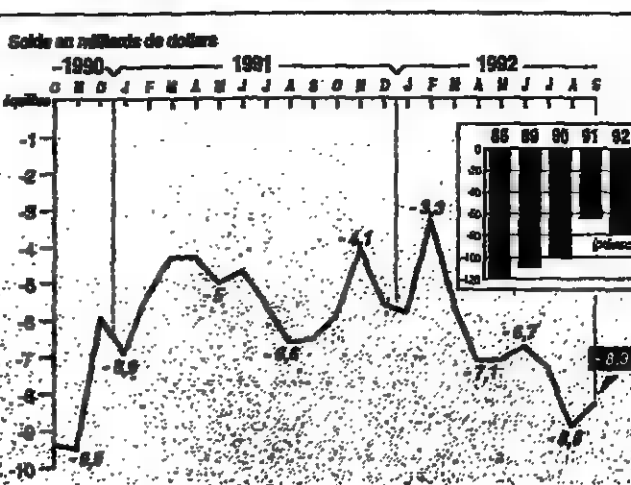
Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé adjoints au directeur de la rédaction Yves Agnès Jacques Assolant Thomas Farenc Philippe Harvenan Jacques-François Simon Daniel Vernet directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1983) André Laurens (1983-1991)
RÉDACTION ET SÉRIE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-66-25-25 Télécopieur : 40-66-25-99 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-66-25-25 Télécopieur : 40-66-25-25

Etats-Unis : dégradation confirmée de la balance commerciale



Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis a atteint 8,3 milliards de dollars en septembre. Les exportations se sont élevées à 39,2 milliards de dollars et les importations à 46,5 milliards. Déjà en juillet-août le commerce extérieur des Etats-Unis avait été très déséquilibré, avec des déficits de 7,3 et 11 milliards de dollars.

Ainsi prend fin l'amélioration du commerce extérieur des Etats-Unis qui s'était manifestée au début de 1991 et traduite par une forte contraction du déséquilibre : 64,8 milliards de déficit l'année dernière contre 101 milliards en 1990. Les importations, l'effet de la reprise de la demande interne, augmentent nettement plus vite (au rythme de 10 % l'an contre 5 % au début de l'année) tandis que la croissance des exportations se ralentit du fait de l'atonie de la demande mondiale et ce malgré la faiblesse du dollar. Ainsi les ventes à l'étranger augmentent-elles au rythme annuel de 5 % l'an contre 8 % au début de l'année.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

Ventes de détail : + 0,5 % en septembre. - Le chiffre de détail de l'Allemagne a augmenté de 0,5 % en chiffres nominaux en septembre par rapport au mois de septembre 1991, selon les statistiques diffusées vendredi 13 novembre par l'Office fédéral de statistiques à Wiesbaden. En chiffres réels (corrigés des variations calendaires, septembre 1992 comptant un jour ouvrable de plus que septembre 1991, et en prix de 1985), ce chiffre d'affaires a augmenté de 3,2 %. Le chiffre d'affaires de janvier à septembre est comparable nominalement à celui de neuf premiers mois de 1991, inférieur de 3 % en chiffres réels.



CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" COURONNE LES JUNIORS ET LES SENIORS POUR FAIRE 4 HEUREUX... CLÔTURE LE 31 DÉCEMBRE

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaü leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionne deux lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants le goût des livres...

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie ou en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe" LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE 1992

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

ÉCONOMIE

Les hésitations économiques de M. Clinton

Suite de la première page

M. Clinton avait annoncé son intention d'accroître de 20 milliards de dollars par an les sommes consacrées directement aux grands travaux. Pour certains, comme M. Allen Sinai, chef économiste de la Boston Company, ce montant est largement insuffisant pour avoir un impact sur une économie dont le PNB (produit national brut) dépasse les 6 000 milliards de dollars. Ils préconisent ainsi un « paquet » de grands travaux de 50 milliards de dollars. Vingt ou 30 milliards, la fourchette est large.

Ne souhaitant pas conforter l'image de dépenses impensables qui leur colle à la peau, les nouveaux démocrates s'en tiendront vraisemblablement à l'offre de leur candidat, mais ils ajouteront aux investissements publics des incitations fiscales en direction des entreprises privées. Le crédit d'impôt sur les dépenses de recherche et développement va être pérennisé. Et surtout, abandonné depuis 1987, l'aide à l'investissement (en machines et équipements) va être réintroduite. Le vote sur l'efficacité de cette mesure sera fonction de ses modalités. Celles-ci font l'objet d'un vif débat. Il est acquis que toutes les entreprises pourront en bénéficier.

En revanche, il semble exclu que le crédit d'impôt promis, de 10 % ou 15 %, s'applique à la totalité du nouvel investissement. Une telle mesure coûterait à l'État près de 10 milliards par an. Ce crédit d'impôt ne portera donc que sur une partie du supplément d'investissement réalisé par les entreprises. M. Lyle E. Gramley, ancien gouverneur de la Fed, la Réserve fédérale américaine, actuellement consultant d'entreprise, le voit. Cette aide devrait être limitée à 5 milliards de dollars en 1993 et à 3 milliards en 1994. Il devrait permettre la première année un accroissement de l'investissement privé de 10 milliards environ et la création de quelque 500 000 emplois.

A ces aides fiscales vont s'ajouter un ensemble de réglementations visant à orienter le comportement des sociétés privées en matière d'investissement et de création d'emplois. Une loi de formation professionnelle, de recherche scientifique et de protection de l'environnement. C'est une politique industrielle dont l'un des plus chauds partisans, M. Robert Reich, d'être chargé des questions économiques dans l'équipe de transition. Faut-il de moyens financiers ? Le gouvernement fédéral ne peut pas se permettre de faire à lui seul ce qu'il ne peut plus faire à lui seul. M. Sidney L. Jones, secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Bush. Les conseillers de M. Clinton ne sont pas cette analyse, précisant seulement que l'État agira sur le cadre général (la définition des règles du jeu), mais n'interviendra pas au niveau micro-économique.

Comment le président élu compte-t-il financer son plan de dépenses ? Les sources de recettes fiscales les plus proches du candidat ne sont pas, et de loin, à la hauteur des besoins. Exemple : la fiscalité sur les entreprises étrangères. Dans son discours électoral, le candidat évaluait à 45 milliards sur quatre ans les recettes nouvelles

qu'il comptait tirer d'un allouement de 10 milliards de dollars des filiales américaines des groupes étrangers (le 10 novembre).

Les proches de M. Clinton ont mis depuis un délai à leur projet. L'un d'entre eux précise qu'il n'est pas question de créer un nouvel impôt ni même de légiférer, mais tout au plus de renforcer les contrôles effectués par l'administration. En fait, les estimations les plus sérieuses, celles par exemple de M. Robert D. Reischauer, directeur du bureau du budget au Congrès (le CBO), évaluent maintenant à 10 milliards seulement les recettes supplémentaires sur quatre ans.

Un nouvel impôt sur la consommation

Les autres promesses fiscales ne sont guère plus généreuses. L'État fédéral, l'alourdissement de la fiscalité sur les ménages les plus riches ne rapportera pas beaucoup (20 milliards sur quatre ans au maximum). La réduction de l'impôt sur les plus-values réalisées par les petites entreprises et celle des impôts qui pèsent sur les familles à classes moyennes - deux autres engagements du candidat Clinton - vont encore alléger les caisses. S'ils sont tenus ! Si elles sont mises en pratique !

Cela est expert, dans l'entourage du candidat, on commence à s'interroger sur l'opportunité de la création d'un impôt indirect - une TVA nationale ou une taxe sur l'énergie par exemple. Les arguments ne manquent pas. Les États-Unis sont l'un des rares pays industriels à avoir réduit l'impôt sur le revenu sans avoir remplacé les recettes ainsi perdues par un impôt sur la consommation. Même avec un taux très faible, une telle mesure a toujours un rendement très élevé. Si aucune mesure n'est prise enfin dans ce domaine, le dérapage budgétaire risque de prendre des proportions inquiétantes. A l'instar de l'économiste du *Wall Street Journal*, Paul Gigot, la plupart des spécialistes sont convaincus que M. Clinton ne pourra réduire aussi rapidement que prévu les dépenses en matière de défense et de santé.

Dans ces conditions, le président élu pourrait être tenté de profiter de la « lune de miel » qu'il va connaître avec le Congrès pour créer un nouvel impôt sur la consommation. Il pourrait faire passer dans l'opinion publique un allouement de la fiscalité en le liant aux programmes de création d'emplois. Ou aux bombes à retardement lancées par l'administration Bush dans le budget fédéral et évoquées par M. Clinton lors de sa seconde conférence de presse lundi 16 novembre. Et espérer en 1996 les recettes.

Pour l'instant, en tout cas, M. Clinton n'a pas décidé. Il ira jusqu'au 20 janvier, jour de l'investiture, avant d'annoncer sa décision. Plusieurs « ministres » laissent cependant penser qu'il adoptera alors une approche modérée. D'abord la conjoncture. Malgré le constat que la croissance de la campagne par les démocrates, l'économie américaine, très malade, est en convalescence lente (le Monde

du 4 novembre). Les derniers indicateurs traduisent un léger réchauffement de l'économie. Celui-ci devrait se confirmer l'an prochain, la croissance s'accroissant, sans aucun dopage, de 2,5 % à 3 %.

Inutile de donner un coup de fouet trop brutal. L'année plus - l'été le second allouement - que le risque d'une reprise de l'inflation apparaît quasiment nul. En 1993, la hausse des prix devrait atteindre son plus faible niveau depuis près de trente ans. « La Fed a de ce fait changé ses priorités », estime M. Gramley. La stabilité des prix étant assurée, elle continuera, dans les mois à venir, à privilégier la soutien à l'activité. M. Gramley parie sur des taux d'intérêt à court terme (les fonds fédéraux) autour de 3,25 % d'ici un an, contre 3 % actuellement. Nommé à la présidence de la Fed par M. Reagan en 1988 et reconduit par M. Bush en 1992, M. Alan Greenspan devrait d'ailleurs, semble-t-il, conserver son poste jusqu'à la fin de son mandat, en 1996.

Troisième élément. M. Clinton est soucieux de sa « crédibilité » sur les marchés financiers. Il n'apprécie pas l'humour des opérations qui s'inquiètent de ce que, après « les emprunts Quayle, sans maturité, et les obligations Bush », l'État fédéral émette « des titres Clinton, sans principal ». Lorsqu'en 1993 la perspective de son accession à la Maison Blanche aura provoqué une hausse d'un demi-point - des taux d'intérêt à long terme, M. Clinton avait immédiatement réagi et fait baisser les taux dans la voie d'une réduction de moitié d'ici à 1996 - du déficit budgétaire. Il sait qu'une hausse des taux longs nuirait au retour de la croissance. Le budget a été corrigé.

Pragmatique mais sans être très imprévisible, le président élu devrait présenter, dès le 20 janvier, un programme économique de relance d'une ampleur modérée, contribuant à un supplément de croissance de 0,5 % à 1 % en 1993. Celui-ci inclura un plan de réduction du déficit budgétaire. Ses réformes devraient être plus radicales mais aussi plus lentes à mettre en œuvre dans le domaine social (santé, éducation, prêts aux étudiants, logement...).

M. Clinton ne se donne pas pour objectif de réduire l'impôt budgétaire, mais de l'augmenter. A l'époque, les banques d'impôt devaient provoquer, dans une première phase, un gonflement du déficit fédéral, mais la croissance attendue en faveur de la récession. Aujourd'hui, les investissements publics jouent le même rôle.

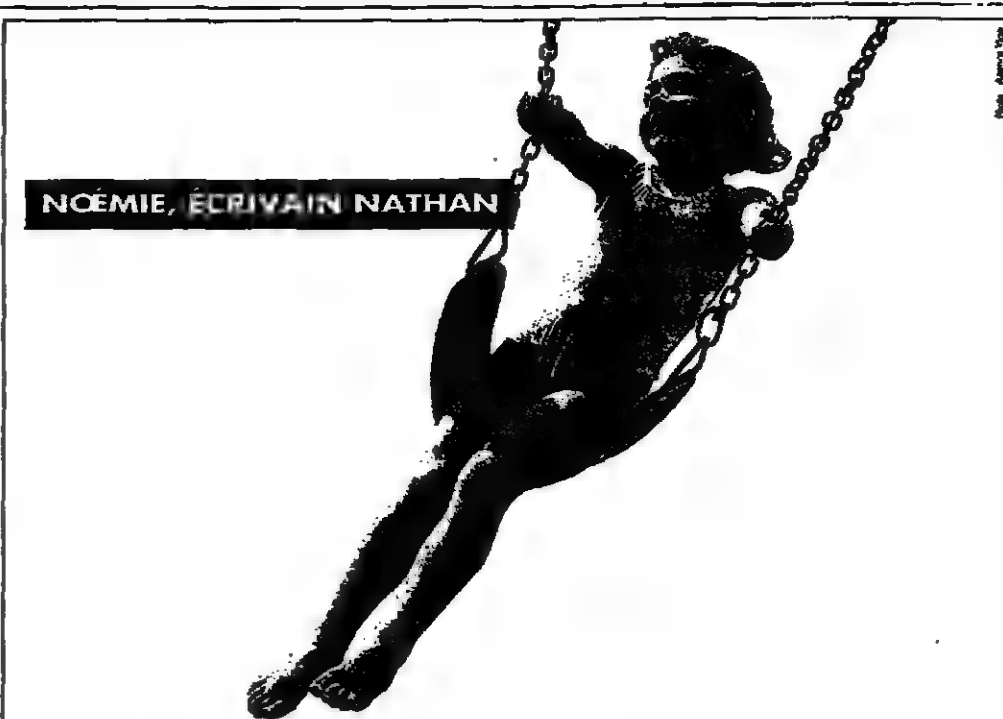
On va nous réserver le dîner traditionnel de Washington. Ironise M. Reischauer, avec un menu qui commence par le dessert et s'achève sur les brocolis et le salade. M. M. Reagan et Bush n'ont jamais arriver à plat de petit légumes vert. Le déficit s'est emballé. Professionnel du compromis, M. Clinton devra mettre en œuvre tout son savoir-faire pour parvenir à concilier

ERIK IZRAELECWICZ

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-22 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.



CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" RÉUNIT 4 HISTOIRES QUI FONT UN GRAND LIVRE. CLÔTURE LE 31 DÉCEMBRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 2 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaï leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionne 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour faire vivre aux enfants une belle aventure...

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.

Plume en herbe
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

L'HERMÈS Editeur
nouveau pour B.T.S.
manuel de gestion
A. Brigand et J. Obadia
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

DEVANT VOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SANS VISE

(Publicité)
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE L'HERAULT
AVIS DE PROROGATION DE LA DURÉE D'ENQUÊTE
COMMUNE DE LA COUVERTOIRADE, SAINT-EULALIE-DE-CERNON, L'HOSPITALET, CORNU, LA CAVAILLÈRE, NIZAS, PÉZENAS, LEZ-ANAN-LA-CÈDE, USCLAS-D'HERAULT, CAZOUIS-D'HERAULT, LE CAYLAR, SAINT-FÉLIX-DE-L'HERAS, PÉGAUROLLES-DE-L'ESCALLETTE, SOUBES, FOZIERES, SOUMONT, LE BOSQ, LACOSTE, CEYRAS, SAINT-FÉLIX-DE-LODEZ, CLERMONT-D'HERAULT, BRIGNAC, CANET, NÉBIAN, ASPIRAN, PAULHAN et LODEVE.
Dans le cadre de la liaison autoroutière Clermont-Ferrand - Pézenas. Autoroute A 71 la durée des enquêtes conjointes d'utilité publique de classement autoroutier, prévues initialement du 20 novembre 1992, est prorogée de 14 jours, soit jusqu'au 4 décembre 1992.
Un membre de la commission d'utilité publique siège le 11 décembre 1992 à :
Clermont-Ferrand de 9 h 30 à 12 h.
Lodeve de 14 h 30 à 17 h 30.
Le Caylar de 9 h 30 à 12 h.

LE MONDE diplomatique
NOVEMBRE 1992
DÉCENTRALISATION ET DÉMOCRATIE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Macintosh II si 5/80. Moniteur couleur 14". Clavier étendu.
13 490 F ht
au lieu de 15 500 F

Macintosh II si 5/80. Moniteur 15" pleine page monochrome. Clavier étendu.
15 890 F ht
au lieu de 22 900 F

Macintosh II ci 5/80. Moniteur couleur 14". Clavier étendu.
17 990 F ht
au lieu de 26 000 F

Macintosh II ci 5/230. Moniteur couleur 14". Clavier étendu.
19 990 F ht
au lieu de 29 000 F

Ça fait gagner entre 6 000 et 9 000 francs, ça commence par I et ça finit par C : qu'est-ce que c'est ?

Vous avez trouvé ? Avons-nous que cette petite énigme n'était pas d'une grande simplicité : seul IC peut vous offrir entre 6 000 et 9 000 francs sur l'achat de configurations si et ci. Et vous pourriez ? Avec 10 000 francs installés en 10 ans, IC est le 1er distributeur Apple en Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés ! En aussi

IC
INTERNATIONAL COMPUTER

haut degré de service (art graphique, gestion locaux), devriez déjà chez IC.

Apple Center
PARIS 4e 40 00 00 (1) 42 72 26 26
VENDOME (1) 42 86 90 90
15e IC MICRO VALLEY (1) 40 58 00 00
IC MARSEILLE 8e 91 37 25 03
IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 08 62
IC LYON 7e 78 62 38 38
IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08

Entre Apple et vous il y a IC.

La Générale des eaux empêche la fusion Fougerolle-SAE

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

الحمد لله

Jacques Darcanges

Contre le chômage :

l'écologie au pouvoir

L'alternative :
Redéploiement mondial
d'Industries nouvelles et
d'Agricultures propres

Les Editions de l'Orme

**"Une vision planétaire pessimiste mais
constructive : Réconcilier Hommes,
Économie et Environnement"**

"Mondes et Cultures"

A. MARTIN-SIEGFRIED
de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

Prix 94 F TTC
 DIFF. DISTRIQUE - BP 65 - LUCEX Codex

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe


CADENCE 2

Sicav obligatoire française à revenus trimestriels

Dividende trimestriel :
 20,00 F, mis ■■■ paiement le 10 ■■■■■
 bre ■■■■ (+ crédit d'impôt de 0,29 F
 pour les personnes physiques).

Objectifs ■■ placement :
 Principalement investie en obligations
 françaises afin de distribuer un
 revenu régulier proche de celui du
 marché obligataire ■■■■ ■■ préservant
 le capital sur moyenne période.

*Les acomptes sur dividende des Sicav Cadence 1, Cadence 2 et Cadence 3 éant
versés à des dates décalées, vous pouvez panscher ces trois Sicav pour obtenir un
■■■■ mensuel. Informez-vous auprès de ■■■■ agence.*



CONJUGUONS ■■■■ TALENTS.

10/10/1982

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Company	VALUES	Cons. pref'd.	Premier	Denier	% +	Company	VALUES	Cons. pref'd.	Premier	Denier	% +	Company	VALUES	Cons. pref'd.	Premier	Denier	% +
4890	CNE 3R	5040	5050	5060	+ 0.20	Comptel	5050	5060	5070	+ 0.20	198	East Motor	212.20	212	212	212	+ 0.50
4891	BALF. T.P.	822	822	822	+ 0.18	199	GenCorp	24.50	25	24.50	199	GenCorp	24.50	25	24.50	199	+ 0.50
1965	GenCorp	1005	1005	1005	+ 0.18	200	Perco	10.50	10.50	10.50	200	Perco	10.50	10.50	10.50	200	+ 0.50
1966	Perco	10.50	10.50	10.50	+ 0.18	201	Gen Elec	415	420.50	419	201	Gen Elec	415	420.50	419	201	+ 0.50
2645	Pharm Pat. T.P.	1675	1675	1675	+ 0.12	202	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	202	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	202	+ 0.50
1016	Sales Graham T.P.	1074	1074	1074	+ 0.12	203	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	203	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	203	+ 0.50
1017	Thomson T.P.	1675	1675	1675	+ 0.12	204	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	204	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	204	+ 0.50
1331	ACCOR	570	570	570	+ 0.12	205	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	205	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	205	+ 0.50
1332	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	206	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	206	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	206	+ 0.50
1333	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	207	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	207	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	207	+ 0.50
1334	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	208	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	208	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	208	+ 0.50
1335	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	209	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	209	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	209	+ 0.50
1336	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	210	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	210	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	210	+ 0.50
1337	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	211	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	211	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	211	+ 0.50
1338	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	212	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	212	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	212	+ 0.50
1339	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	213	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	213	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	213	+ 0.50
1340	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	214	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	214	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	214	+ 0.50
1341	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	215	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	215	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	215	+ 0.50
1342	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	216	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	216	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	216	+ 0.50
1343	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	217	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	217	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	217	+ 0.50
1344	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	218	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	218	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	218	+ 0.50
1345	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	219	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	219	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	219	+ 0.50
1346	Ala Liquor	721	721	721	+ 0.12	220	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	220	Gen. Motors	185.50	185.50	185.50	220	+ 0.50

COMPTANT *(collection)***SICAV** *(collection)*

18/11

VALEURS	% du nota.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations																							
Emp. Stat. 8,25 % 94	100	20	C.I.T.R.A.M. (R)	2808		Procedia (R)	302		Anden	181 08	100 55	Fente-Associations	35 78	35 78	Pro-Associations	30767 68	30767 68	Pro-Associations	30767 68	30767 68	Pro-Associations	30767 68	30767 68
10,50 % 79/94	100	2,34	Comptex	885	805	Publicis	808	518	Anden	7576 34	7283 98	Pro-Comp	44 38	44 38	Pro-Comp	378 70	378 70	Pro-Comp	378 70	378 70	Pro-Comp	378 70	378 70
Emp. Stat. 12,25 % 94	104 75	12,22	Com Ind. Industrielle	5700		Rochetier	117 80	117 80	Amphitel	614 80	598 90	Pro-Comp	238 75	238 75	Pro-Comp	128 69	128 69	Pro-Comp	128 69	128 69	Pro-Comp	128 69	128 69
10,25 % 95/98	100	7,08	Comptex	300	299	Roche	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
OAT 10 % 82/2001	111	4,02	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
OAT 9,5 % 12/1987	107 80	8,25	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
PTT 11,25 % 94	100 80	9,91	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 10 % 1978	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 8 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 5 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 3 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 1 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,5 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,25 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,03125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,015625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0078125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00390625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,001953125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0009765625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00048828125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000244140625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0001220703125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00006103515625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000030517578125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000152587890625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000762939453125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000003814697265625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000019073486328125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000095367431640625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000000476837158203125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000002384185791015625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000011920928955078125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000000059604644775390625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000298023223876953125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000001490116119384765625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000000007450580596923828125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000037252902984619140625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000000186264514923095703125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000000000931322574615478515625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000004656612873077392890625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000002328306436538696453125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000000011641532182693482265625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000000582076609134674140625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,00000000002910383045673070703125 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,000000000014551915228365353515625 % 1980	100	8,73	Comptex	100	100	Rochetier	135	131	Associa	1152 81	1152 81	Pro-Comp	975 05	975 05	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48	Pro-Comp	884 48	884 48
CHU 0,0000000000072759576141826767578125 % 1																							

Marché des Changes

Marché libre de l'or

Sector S.A. _____	43	43
Gay Degree _____	35	..

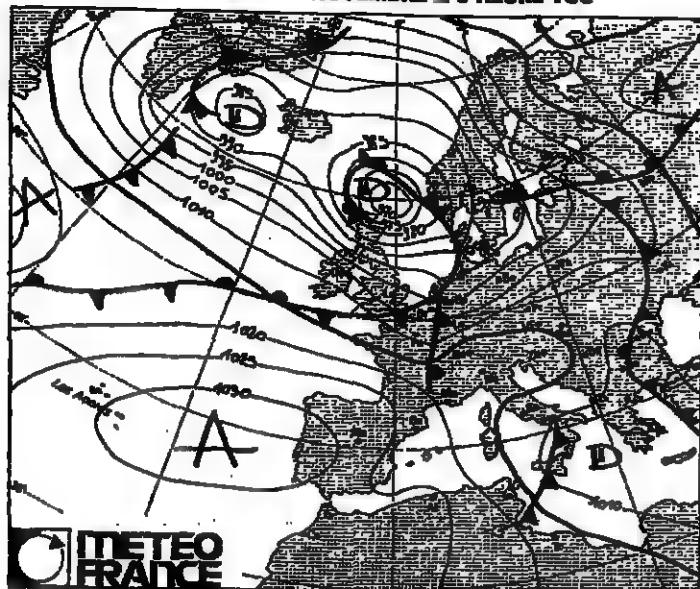
COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 19/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 19/11	LETTRES DE CREDIT		COTATIONS FINANCIERES	
				achat	vente								
Euro (100 frs)	5 341	...	...	51	56	Or fin (à la livre)	57800	57500	...	...	...	...	...
Ecu	9 636	...	...	228	246	Or fin (en lingots)	58050	57750	...	...	...	...	...
Allemagne (100 dm)	337 120	...	...	258	265	Napoléon (20 frs)	332	327	...	...	...	...	...
Belgique (100 fr)	16 470	...	...	328	309	Phoce F (10 fr)	405	390	...	...	...	...	...
Canada (100 \$)	239 710	...	...	392	380	Phoce S (10 fr)	332	331	...	...	...	...	...
France (100 frs)	9 850	...	...	51	51	S.M.T. Gougl.	1	1	...	...	...	...	...
Danemark (100 kr)	8 342	...	...	77	77	S.P.R. act. 1.	228	100	...	...	...	...	...
Grèce (100 drachmes)	27 050	...	...	32	31	...	...	...	...	...	...	...	...
Indonésie (100 Rp)	3 950	...	...	367	377	...	...	...	...	...	...	...	...
Italie (100 lire)	2 933	...	...	85	80	...	...	...	...	...	...	...	...
Japon (100 ¥)	89 330	...	...	78	78	...	...	...	...	...	...	...	...
Norvège (100 kr)	82 770	...	...	46	46	...	...	...	...	...	...	...	...
Autriche (100 S)	17 915	...	...	4	4	...	...	...	...	...	...	...	...
Espagne (100 pes)	4 707	...	...	49	49	...	...	...	...	...	...	...	...
Portugal (100 esc)	3 810	...	...	3	3	...	...	...	...	...	...	...	...
Canada (1 \$ S. can.)	4 187	...	...	4	4	...	...	...	...	...	...	...	...
Canada (1 \$ N. can.)	3 285	...	...	4	4	...	...	...	...	...	...	...	...

c : coupon détaché - o : offert - d : droit de suite - d. : demandé - e : prix préférentiel - m : marché continu

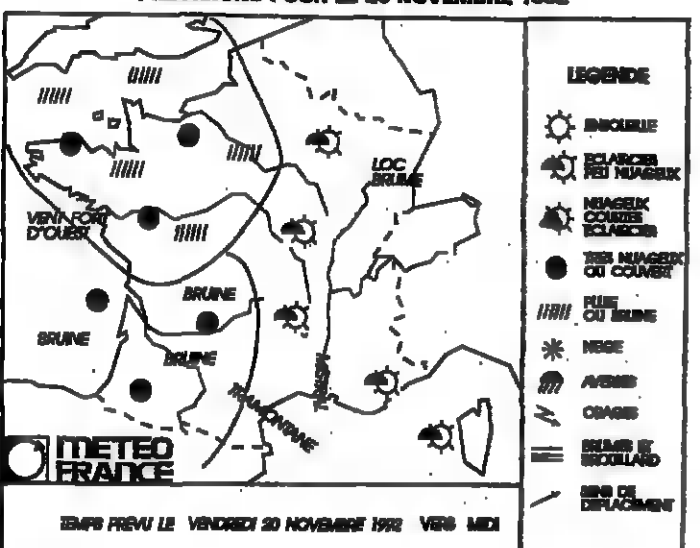
c : coupon détaché - p : offre - " : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 NOVEMBRE À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 20 NOVEMBRE 1992



Vendredi : décalages à l'est, nouvelles pluies à l'ouest. Sur toute la moitié est du pays, la journée sera tout à fait correcte, avec un soleil qui arrivera à percer les nuages et les brouillards du matin ; toutefois, au cours de l'après-midi, le ciel se couvrira par l'ouest, entraînant de nouvelles pluies dans la soirée.

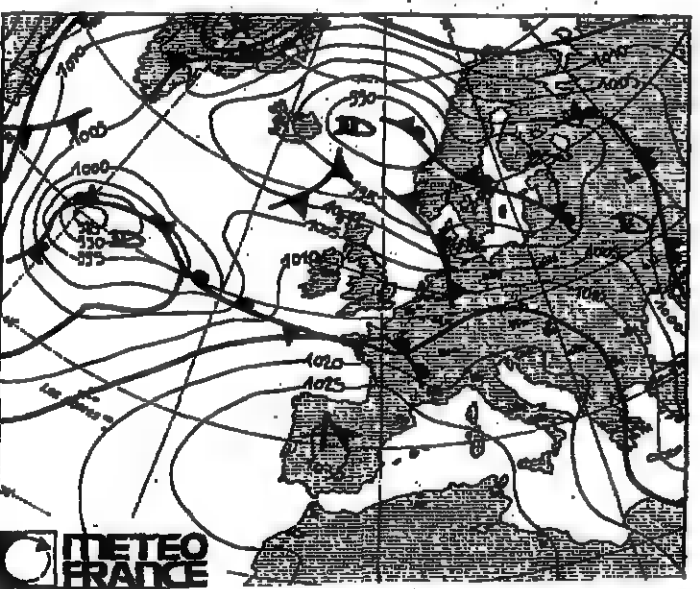
Sur la Bretagne, les pays de Loire, Poitou-Charentes et le Sud-Ouest, le ciel sera gris toute la journée, avec de la pluie ou de la bruine.

Sur la Normandie, le Nord, le Basen parlent et le Massif Central, une météo passagère entre les brouillards et le soleil, le ciel se couvrira entièrement par l'ouest vers la mi-journée, et il pleuvra l'après-midi.

Les températures seront proches des normales saisonnières : les minimales seront, sur la moitié nord, voisines de 5 degrés en Bretagne et pays de Loire, de 3 degrés ailleurs, pouvant localement s'abaisser jusqu'à 0 degré dans le Nord-Est ; sur la moitié sud, elles s'élèveront entre 7 degrés et 11 degrés. Quant aux maximales, elles seront voisines de 13 degrés sur les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, de 8 degrés dans l'intérieur, et de 15 degrés dans le Midi.

Le vent de sud-ouest soufflera fort sur la moitié ouest du pays, puis dans l'intérieur en soirée : on peut s'attendre à des rafales jusqu'à 80 km/h sur les côtes, 70 km/h dans l'intérieur. Mistral et tramontane souffleront assez fort, jusqu'à 60 km/h en points.

PRÉVISIONS POUR LE 21 NOVEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
le 19-11-1992 à 18 heures TUC et le 19-11-1992 à 6 heures TUC									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	15	3	C		ALGER	20	11	N	
ARLES	16	4	C		AMSTERDAM	8	6	D	
BAYONNE	15	3	C		ATHÈNES	20	10	N	
BORDEAUX	15	3	C		BANGKOK	25	16	D	
BRESCIA	15	3	C		BARCELONE	16	8	D	
CARLIS	15	3	C		BERGAMO	13	3	D	
CHAMBOURG	15	3	C		BELIN	1	1	D	
CHARENTAIS	15	3	C		BRUXELLES	1	1	D	
CHER	15	3	C		CAIRO	25	15	N	
CHERBOURG	15	3	C		COPENHAGUE	7	3	N	
CHERBOURG	15	3	C		DAKAR	25	14	N	
CHERBOURG	15	3	C		DELHI	25	15	N	
CHERBOURG	15	3	C		GENÈVE	1	1	F	
CHERBOURG	15	3	C		HONGKONG	19	12	N	
CHERBOURG	15	3	C		ISTANBUL	19	12	N	
CHERBOURG	15	3	C		JERUSALEM	14	17	C	
CHERBOURG	15	3	C		LEONING	15	15	N	
CHERBOURG	15	3	C		LONDRES	13	6	D	
CHERBOURG	15	3	C		LOS ANGELES	15	12	D	
CHERBOURG	15	3	C						

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Urgences

À propos de la dépression nationale, beaucoup de remarques pertinentes ont été faites. Beaucoup de propositions d'urgence ont été faites à cette occasion. Mais, à part la France-Inter, presque tous les autres médias ont été silencieux. C'est la faute à la dépression ? C'est la faute à la dépression ? C'est la faute à la dépression ?

En attendant, on a entendu Bernard... expliquer avec... qu'il ne... pour sa part, être victime d'un accident devant certains... d'urgence hospitalières. Mais qu'attend donc le gouvernement pour faire fermer sur-le-champ ces services si peu recommandables ? Et... impossible, M. ... au lieu de l'action humanitaire, peut-il indiquer d'urgence à ses concitoyens la liste des... d'urgence... lesquels il est préférable d'éviter les accidents ?... bafoué, un ministre... verbe :... inspirer au citoyen ce sentiment qu'on appelle le respect ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jendi 19 novembre

TF 1		CANAL PLUS		M 6	
20.45	Série : Commissaire Moulin, police judiciaire. Les Zombies, d'Yves Rémy.	20.05	Sport : Football. PSG-Auxerre. Match avancé de la 15 ^e journée du championnat de France de D1, en direct.	20.45	Cinéma : Les Mongols. Film franco-italien de Jean-Jacques Annaud (1980). Avec Jean-Pierre L��aud, Jean-Pierre B��r��, Jean-Pierre B��r��.
22.25	Documentaire : Prostitution. De Mireille Dumas. 2. Jeune femme à l'ouest. Portrait de deux jeunes homosexuels.	22.30	Flash d'informations.	22.50	Cinéma : Comment draguer toutes les filles. Film français de Jean-Luc Godard (1981). Avec Yves Thullier, Emmanuel B��r��, Jean-Luc A��z.
23.25	Divers : Le Bébé show.	22.35	Cinéma : Bons baisers d'Hollywood. Film de Jean-Denis Bonan et Christophe Nick.		
23.30	Journal, M��t�� et Bourse.	0.15	Le Journal du hard.		
23.40	Série : Chapeau melon et bottes de cuir.	0.20	Cinéma : Barbara. Film français, classé X, de John Love (1980).		
0.35	Série : Intrigues.				
FRANCE 2		ARTE		FRANCE-CULTURE	
20.50	Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nihon et Bernard Baryssin. L'Ab��d Pierre et ses comp��gnons, de Caroline Glorion et Christian H��ro ; Les « casques bleus », de Pascale Deschamps et Jean-Michel Lemaire.	20.40	► Soir�� thématique : Clandestine en Chine. Soir�� conçu par Sylvie M��d��gal, Jean-Denis Bonan et Christophe Nick.	20.30	Dramatique : L'Eglise, l'Amour et la mort. D'après des textes de Paul Claudel.
22.05	Téléfilm : Le Sang du pavot. D'Alain Cor�� et de Jean-Pierre P��r��, de Jean-Pierre P��r��.	20.41	Documentaire : 92 ans de violence. Documentaire : Voyage clandestin en Chine. De Jean-Denis Bonan et Christophe Nick.	21.30	Profil perdu. Louis Armand (1905-1971).
23.50	Journal, M��t�� et Visages d'Europe.	21.40	Clip : Cui Jian.	22.40	Les Nuits magnétiques. Les chants de l'ignomine.
0.10	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel F��l��.	21.50	Reportage : Rescap��s du local. De Christophe Nick et Jean-Denis Bonan.	0.05	Du jour au lendemain. Série de Jean-Luc Godard.
FRANCE 3		22.20	Documentaire : Où va le dernier des empires ? De Jean-Denis Bonan.	0.50	Musique : Coda.
20.45	Cinéma : Belle de jour. Film français de Luis Bu��al (1966).	22.45	Documentaire : Encres de Chine. D'U. J.-D. Bouen et J.-M. L��maire.		
22.30	Journal et M��t��.	23.05	Cinéma : Un matin couleur de sang. Film chinois de Li Shao-Shan (1990, v.o.).		
23.00	Cinéma : Hôtel des Américains. Film français d'André T��ch�� (1981).				

Vendredi 20 novembre

TF 1		CANAL PLUS		M 6	
15.25	Série : Hawaii, police d'��tat.	17.00	Documentaire : La Rumba de Barcelone. De M��ryse Bergonzi et Chantal Parin.	17.25	Jeu : Le saviez-vous ? (20.30).
16.10	Club.	17.30	Série : Campus Show.	17.00	Série : L'Heure du crime.
17.25	Jeu : Une famille en or.	18.00	Série : Egalizer.	17.30	Série : Campus Show.
17.55	Série : Hélène et les garçons.	18.30	Série : Les M��rises du paradis.	18.00	Série : Egalizer.
18.20	Côté enfants (et �� 22.30).	19.00	Série : Les M��rises du paradis.	18.30	Série : Les M��rises du paradis.
18.25	Feuilleton : Santa Barbara.	19.30	Série : Les M��rises du paradis.	19.00	Série : Les M��rises du paradis.
18.55	Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Deschamps.	19.54	Série : Les M��rises du paradis.	19.30	Série : Les M��rises du paradis.
19.50	Divers : Le Bébé show.			19.54	Série : Les M��rises du paradis.
20.00	Journal, M��t�� et Bourse.				
20.45	Magazine : Les M��rises du paradis. Présenté par Laurent Cabrol. Ch��ss��s : M��rises ; La nuit des dupes ; Le roi du v��.				
	Que faire ce soir ?				
22.35	► Magazine : 52 sur la Une. De Jean-Benoît, Chassard de plumes, de Thierry F��r�� et Michel F��l��.				
23.35	Arthur, émission impossible.				
0.35	Journal, M��t�� et Bourse.				
FRANCE 2		ARTE		FRANCE-CULTURE	
15.30	Varit��s : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran, Vincent Scotto.	17.00	Documentaire : La Rumba de Barcelone. De M��ryse Bergonzi et Chantal Parin.	20.30	Documentaire : Les M��rises du paradis.
16.25	Jeu : Des chiffres et des lettres.	17.30	Série : Campus Show.	21.30	Profil perdu. Louis Armand (1905-1971).
16.50	Feuilleton : Beaumanoir.	18.00	Série : Egalizer.	22.40	Les Nuits magnétiques. Les chants de l'ignomine.
17.20	Magazine : G��ga.	18.30	Série : Les M��rises du paradis.	0.05	Du jour au lendemain. Série de Jean-Luc Godard.
18.30	Le Jeu !	19.00	Série : Les M��rises du paradis.	0.50	Musique : Coda.
19.20	Jeu : Que le meilleur gagne plus.				
20.00	Journal, M��t�� et Bourse.				
20.45	Série : Les Cinq Dernières Minutes. Les F��ux de la rampe, de Daniel Losset, avec Pierre Santini, Jacques M��r��.				
22.25	Magazine : Sportissimo. Présenté par Gérard Holtz et Sophie Davant. Championn�� du monde de gymnastique rythmique et sportive, �� Bruxelles.				
23.40	Journal des courses, Journal, M��t�� et Visages d'Europe.				
0.05	► Cinéma : A bout de souffle. Film français de Jean-Luc Godard (1960).				
FRANCE 3		FRANCE-CULTURE		FRANCE-MUSIQUE	
15.35	► La croisière s'amuse.	20.30	Documentaire : Les M��rises du paradis.	19.55	Concert (en direct de la NDR de Hambourg) : Manfred. Concerto pour piano de Beethoven en la mineur op. 54.
16.20	Magazine : Zapper n'est pas jouer.	21.30	Profil perdu. Louis Armand (1905-1971).	20.30	Série : Campus Show.
17.55	Magazine : Une pêche d'enfer.	22.40	Les Nuits magnétiques. Les chants de l'ignomine.	18.00	Série : Egalizer.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.	0.05	Du jour au lendemain. Série de Jean-Luc Godard.	18.30	Série : Les M��rises du paradis.
18.55	Un livre, un jour. Bernard Lazare, de Jean-Denis Bredin.	0.50	Musique : Coda.	19.00	Série : Les M��rises du paradis.
19.00	Le 19-20 de l'information.			19.30	Série : Les M��rises du paradis.
20.05	Jeu : Hugob��tre (et �� 20 H 40).			19.54	Série : Les M��rises du paradis.
20.15	Divers : La Classe.				
20.45	Magazine : Thalassa. Les Souffleurs de rêves, de Sophie Bon-				
21.45	Magazine : Thalassa. Les Souffleurs de rêves, de Sophie Bon-				

المجلة

Le Monde DES LIVRES

Le paradis brisé d'Ezra Pound

A qui lui demandait, à la fin de sa vie, où il vivait, il répondait montrant son cœur : « En enfer ! »
Histoire - extravagante, convulsive - d'un très grand poète qui fut aussi un fasciste convaincu

EZRA POUND
BIOGRAPHIE
de Humphrey Carpenter.
Traduit de l'anglais par Jean-Paul Martin.
1984 p., 210 F.

Qui fera vraiment l'histoire du XX^e siècle ? De ses tours, détours, explosions, abjections, inventions ? De ses placards murés et de ses contradictions ? Qui font, par exemple, qu'un président de la République navigue entre deux gèbres commémoratives, l'une en faveur d'un maréchal de 1914, l'autre contre le même maréchal de 1940 ? Qui a eu le moins tort : Breton, Aragon, Picasso, Céline ? Dieu est-il sur la terre pour reconnaître les bons ? Ne vaut-il pas mieux attendre l'Histoire finie pour oublier les redoutables questions qu'elle pose ? Faut-il adhérer mécaniquement à un humanitarisme au principe ? Au télégramme ? Au nouveau catéchisme ? L'habitant de cette fin de parcours sanglant devine que ses connaissances sont de plus en plus réduites, de même que ses réflexes usés en tous sens. Exemple : peut-on avoir été un très grand poète et, simultanément, un fasciste convaincu et un antisémite acharné ? Non, n'est-ce pas ? Et pourtant si. Voilà le problème.

« Si Ezra Pound n'avait pas existé, Humphrey Carpenter dans sa monumentale biographie, à ce jour la plus détaillée et la plus objective (1), il aurait été très difficile de l'inventer. » Peu de vies d'écrivains sont en effet aussi extravagantes, diversifiées, emportées. Un visionnaire génial ? Un traître à sa patrie ? Un fou ? Un illuminé ? Un fanatique ? Oui, mais aussi, et peut-être d'abord, un artisan précis, un découvreur générique, un érudit autodidacte sans cesse original, un révolutionnaire de la perception et du langage, un créateur et un animateur d'une partie essentielle de la littérature et de l'art de ce temps chaotique.

Peut-on préférer, à un grand artiste qui pense mal, un médiocre fonctionnaire des lettres qui pense bien ? Cela se voit tous les jours, et pourtant la Terre tourne. Pas-déjà le bien et le mal, alors ? Non, l'analyse est possible. Essayons d'en démêler les fils principaux : « Le paradis, voilà qui j'ai tenté d'écrire/Ne bougez pas/Laissez parler le vent/Le paradis est là/Que les deux pardonnent ce que j'ai fait/Que ceux que j'aime tentent de pardonner ce que j'ai fait. »

Pound naît en 1895 dans l'Amérique profonde, moyenne-bourgeoise et légalitaire,



En 1928.

presbytérienne, puritaine, utopiste, préchante, biblique, mais antibancaire. Les prénotions sont multiples, mais son père, lui, se nomme Homer. « J'ai été le fils de mon père, en opposition à ma mère. Mon cas est aussi éloigné que possible du complexe d'Edipe. » Toute sa vie, Pound aura les meilleures relations avec ses parents, qui seront, pour lui, des alliés. Ils sont fiers de sa vocation précoce de poète, ils l'encouragent à écrire, ils le lisent (on croit rêver), ils l'envoient très tôt en Europe (en 1908, à vingt-trois ans, Pound est à Venise, la ville qui sera sa capitale littéraire et où il est entré). Il aura une femme légitime : Dor-

othy (Shawcross Jones), et un fils : Cummings. Mais il y aura aussi Olga Rudge, la violoniste avec laquelle il ressuscitera la musique de Vivaldi, et une fille : Mary. Deux ménages, deux drames, deux l'unes, tantôt l'autre. Rien, aucune aventure, ne viendra perturber cet ordre privé dont, d'ailleurs, Pound ne parle jamais. La bataille qu'il mène se joue ailleurs.

Il est fasciné (où il a comme ami William Carlos Williams), il se passionne pour la littérature provençale et pour Dante. Le grec, le Moyen Âge, le voilà convaincu que la tradition a été perdue et doit être renouvelée de fond en comble. Il n'est pas le seul à penser

que le XIX^e siècle, à quelques exceptions près, a marqué une décadence complète de la civilisation. Pour en donner l'idée, il faut se rappeler qu'à Londres, en 1910, une exposition rassemblant des tableaux de Manet, Cézanne, Van Gogh et Gauguin suscite, chez les bourgeois de Virginia Woolf, un « paroxysme de dégoût et de rire ».

Pound est là, en plein obscurantisme victorien. S'il vient ensuite à Paris, comme son ami T.S. Eliot, c'est que là, au moins, on est en première ligne d'exploration et de définition du nouveau. Le nouveau subversif est redécouvert, mais un peu censuré : on exhume, on fouille, on réévalue, on modifie, on désouffle. Voici, pour les deux continents remis en vive lumière : l'Italie, la Chine. Imagine-t-on aujourd'hui une société qui n'aurait jamais entendu parler, ou la peine, de Vivaldi, de Monteverdi, d'Holmes, de troubadours, de la Divine Comédie, de l'existence millénaire des idéogrammes ? C'était pourtant le cas à la veille de la première guerre mondiale. C'est bien en anglais et en français que le mouvement de Pound le plus énergique se produit alors.

Pour l'anglais : Eliot écrit *The Waste Land*; Joyce, depuis son exil, à Trieste, envoie les signaux *Ulysses*; Gertrude Stein regarde Picasso; Hemingway règle son tir. Pound, lui, après ses expériences londoniennes de l'imagerie et du vorticisme (« un art chargé d'intensité ») et la lecture illuminante de Fenollosa (la « méthode idéogrammatique »), se consacre à la poésie épique des Cantos : « L'histoire, c'est un poème qui inclut l'histoire. Personne ne peut comprendre l'histoire à moins qu'il n'ait d'abord compris ce que c'est que l'économie. »

Comme l'écrit Louis Roche, premier traducteur des Cantos en français, dans sa préface à l'édition française complète parue seulement en 1986 (2) : « C'est la langue en action d'un homme. La polyphonie universelle par une seule voix. » Ulysses, les Cantos, *Finnegans Wake* : quel soulèvement, quelle négation positive de l'horizon étroit et lent de la vision d'après-guerre ! Il faut lire le *Manifeste* sans arrêt, puisque tout le monde voudrait faire, aujourd'hui, comme si rien ne s'était passé.

Philippe Sollers
Lire la suite page 32

(1) Signale aussi la biographie de John Tytell, Ezra Pound, le volcan solitaire, traduite de l'anglais par Philippe Mikramowski, Seghers, 1981.
(2) Flammarion.

LE FEUILLETON

Michel Braudeau

Amours tordues

James Purdy depuis longtemps dans les lettres américaines. Son premier roman, paru en 1959, il a été salué par John Cowper Powys et Tennessee Williams pour l'originalité et le talent, une lucidité visionnaire. Ce qui confirme la suite de son œuvre jusqu'à cet *Château de paradis* qui paraît ces jours-ci. Purdy y démontre que, cultivant l'inconfort et l'instabilité, il crée des personnages à la fois tourmentés et délicats, il fait « moderne » une vieille théorie.

Page 28

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bédier

Le fantôme de Madame

Le 30 juin 1870, Henriette-Anne d'Angleterre, duchesse d'Orléans, s'éteignait à vingt-six ans. Et mourut, Madame est morte ! Pourquoi tant d'émotion devant ce trépas ? Pourquoi tant de faste lors de l'enterrement de la princesse ? C'est à ces questions, qui furent aussi celles de générations d'écoliers, que tente de répondre Jean-Michel Delacomptée dans *Madame La cour La mort*. Si joliment qu'on a parfois l'impression qu'il a écrit toute cette histoire, courant après le fantôme de Madame, afin de comprendre comment elle a donné, pour toujours, le sentiment de l'abîme à la littérature française.

Page 31

Le délire surveillé

Une fois l'an, au Brésil, le carnaval est le roi de la rue
Mais, derrière la fête, se cache une formidable entreprise

CARNAVAL BRÉSILIEN

Le vœu est le mythe
de Maria Clara
Pereira de Queiroz.
Gallimard, 1991, 210 pages, 180 F.

Maria Clara Pereira de Queiroz a commencé vers 1960 à écrire des carnavalesques. Quand elle avait six mois, sa mère l'emmenait au bal des Jours gras dans une belle robe de Bahianaise. Ensuite, elle a perfectionné son savoir. Elle a dansé tous les étés, dans la chaleur australe de février. Adolescente, elle manquait pas un coréo à l'avenida Paulista à São Paulo. On était dans le carnaval. Les domestiques restaient à la maison, mais, dès la fin des années 30, de drôles de gens se mêlent aux réjouissances. La « distinction » en prend un coup et les bourgeois ramènent leur attitude au bercail. La modernité est là. De lugubres prophéties vaticinent : le carnaval se meurt, le carnaval est mort ! Mais le délire de Rio est un oiseau-phénix : il ressuscite quand il trépane et il monte en gloire. Les nègres prennent le pouvoir : avec les lambeaux de l'ancien carnaval, ils font la fête la plus belle du monde.

De ces jours de fièvre, Maria Clara Pereira de Queiroz établit d'abord l'archéologie, on dit aujourd'hui. Aux beaux esprits de Rio qui méprisent « cette fête de nègres, cette fête de barbares », elle rappelle que le carnaval est européen. Le Portugal ancien célébrait l'Entrudo, un jeu assez gentil qui consistait à barbouiller ses parents et ses amis de farine, de cendres et de gros mots. Or, quand Cabral découvre le Brésil, l'Entrudo voyage dans les caravelles portugaises et débarque à Bahia ou à Pernambuco dès 1600. Ensuite, il s'étiole, et, vers 1850, les masques importés de Nice ou de Paris le remplacent. En 1890, apparaît le « grand carnaval », un peu encaserné puisque les demi-mondaines ou les bourgeois pontifient le nez, mais enfin la bourgeoisie le surveille encore. Les pauvres, les Noirs et les mulâtres sont exclus.

Malheureusement, les nègres sont insupportables : ils ont le culot d'avoir envie de rire, eux aussi, et ils fabriquent un catimini, timidement, le « petit carnaval », qui gigote dans les périphéries, bien loin des demoiselles empestées et de leurs coiffures à nœuds de rubans. Pourtant, les nègres insistent. Quelques années encore et le « petit carnaval »,

celui des malheureux, s'élève sur la grande ville. La fête populaire avec ses ranches, ses cordons envahit Rio. Et ses cordons montent un enthousiasme, une imagination et un génie d'étourdissant que les morales cérémonies importées du Vieux Continent ne peuvent pas rivaliser. En 1950, les écoles de samba dansent sur l'avenida Rio Branco. Le « grand carnaval » est mort. Vive le « petit carnaval » ! Bel exemple de phagocytage : le bal bourgeois venu d'Europe s'efface devant une fête de nègres qui a adapté ses origines, semé en route toute référence religieuse et engendré le délire moderne.

Comme une usine

Après une cavalcade au long de l'histoire, Maria Clara Pereira de Queiroz nous apprend de belles ! Elle nous démonte les mécanismes qui ont fait d'une complexité prodigieuse. Pas d'improvisation. Le carnaval est une formidable entreprise. Les quarante-quatre écoles de samba de Rio ne travaillent rien au hasard. Le rêve des pauvres est géré comme une usine. Les écoles de samba, d'ailleurs enregistrées devant les tribunaux, sont groupées en

fédérations, produisent du vertige avec des milliers d'ordinateurs. Elles défilent du licite et du défendu. Entichées de respectabilité, elles veillent à la moralisation de l'environnement grâce à un monumental appareil bureaucratique sous pression tout au long de l'année. Mieux : l'école de samba devient, peu à peu, la structure organisatrice de la vie désespérée des quartiers pauvres.

Le temps du carnaval obéit à un ordre tatillon. La subversion est affaire de tabellions. Le dimanche des écoles, le dimanche, est minuté comme une guerre du Golfe, qui oblige à de gigantesques investissements : la tenue des costumes, la présence de vedettes mondiales, la multitude convoiée, tout cela coûte cher, cher. Le carnaval a besoin de millions. Certains de ces mécènes sont des entreprises capitalistes. D'autres sont les patrons du bicho (jeu des animaux), une obscure et fantasque loterie intermittente qui manipule des sommes énormes grâce aux paris quotidiens des pauvres. Jolie loupette : les scabreux « banquiers » du bicho sont, eux aussi, de samba, ce que Laurent Médecin fut à Michel-Ange ou à Picasso de Vinci.

Gilles Laponge
Lire la suite page 36

ISABELLE JARRY

L'Homme
de la passerelle

ROMAN

Prix du
Premier Roman
1992

Editions du Seuil

L'OISEAU DE PARADIS

James Purdy.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par François Xavier Jaujard, Fayard, 146 p., 110 F.

ZONE DANGEREUSE

d'Alexander Stuart.

Traduit de l'anglais par Remy Lambrechts, Baland, 335 p., 130 F.

Si les gens heureux n'ont pas d'histoire, c'est qu'il n'y a rien à dire du bonheur. Il est, en fait, la fin de l'histoire. L'enfance se termine au seuil du poisson — alors même que le poisson annonce des dizaines d'années de vie pour les personnages — par un claquement de doigts. Les personnages sont donc, par un hasard, des êtres qui n'ont pas d'histoire. Ça suffit, au suivant. Ou alors il faudrait que les personnages en question aient des ennemis. Ce qui, dans le conte, c'est le conflit, les obstacles, l'impossible qui séparent les gens qui s'aiment. Le roman lui-même se termine avec une péripétie, on le voit depuis Tristan et Yseult et la légende de Clèves. Le roman est, tout, la description d'un combat, quel que soit l'enjeu, le champ de bataille d'un affrontement, la route d'une victoire, plus encore d'une défaite. Encore faut-il nuancer : il y a une sorte de d'empêchement à l'amour, des obstacles extérieurs et d'autres extraordinaires, et il en va de même dans la manière de les surmonter. Tout dépend des règles du genre choisi : Sindbad peut prendre un tapis volant, Julien Sorel, non.

JAMES PURDY est depuis longtemps l'un des écrivains américains comme un écrivain noir, un solitaire. Ou une perle baroque. Né en 1923 dans l'Ohio, il a vécu à Chicago, à Cuba, à Mexico, et enseigne aujourd'hui à l'université de New-York. Il vit dans une rue calme de Brooklyn et cultive la plupart des mondanités. Dès son premier roman, *Malcolm*, publié en 1959, à trente-six ans, il est salué par John Cowper Powys, Edith Sitwell et Tennessee Williams pour l'originalité de son talent, sa « qualité visionnaire ». Original, il l'est assurément, ce que confirmera la lecture de son œuvre, mais notamment la satire. Ce qui caractérise James Purdy, c'est qu'il ne tombe pas dans le piège de la révolte, pour ne pas être ceux-là. Il ne correspond à aucune catégorie répertoriée du roman. Surtout pas de révolte. Ses personnages sont à la fois tourmentés et délicats, en proie à des passions inavouables dont ils parlent néanmoins longuement et sans jamais les registres, ni l'envoie magnétique ni shakespearienne. L'ironie cocasse qui vient lui rendre le cou, retire toute certitude au lecteur. Purdy cultive l'inconfort et l'instabilité, pour nous faire sentir obligé d'être ennuyé et ennuyeux, et, en cela, il est « moderne » sans être de théorie.

On relève, de livre en livre, les mêmes thèmes d'ambiance, la révolte, la sensualité, l'angoisse, le comique. Il y a toujours dans la narration des livres un ou deux jeunes gens, un Noir ou un Indien, dont tout le monde convoite les faveurs sur un mode plus ou moins sadique. Dans *L'Oiseau de paradis*, le narrateur est un jeune Noir, Albert Pegg, que la très vieille et très riche Millicent De Frayne a épousé pour qu'il devienne son chroniqueur. Elle est quasi centenaire et toujours amoureuse, depuis 1913, d'un jeune homme d'un âge, Elle Lagney, qui est mime, poète, danseur, peintre et vit dans un théâtre, les Jardins d'Arcoturus. Ce que Millicent demande à Albert, c'est en fait d'espionner le mime, qui est fâcheusement tombé amoureux de son propre arrière-petit-fils que l'on appelle « l'Oiseau de paradis ».

MADAME LA COUR LA MORT

de Jean-Michel Delacomptée.

Gallimard, coll.

« L'un et l'autre ».

178 p., 100 F.

MADAME LA COUR LA MORT, Jean-Michel Delacomptée s'est posé les mêmes questions que les élèves des lycées. Pourquoi tant d'émotion devant un trépas ? Et pourquoi tant de tristesse lors d'un enterrement ? Le 21 août, dans la basilique de Saint-Denis, on vit en effet une dépouille de la monarchie. Le grand chœur de la monarchie. La monarchie semblait s'y résumer, et la Gazette de France mit l'accent sur « la magnificence » par-dessus de toutes autres funérailles. Même le très frivole Bussy-Rabutin en fut impressionné par l'événement. « Si quelque chose est capable de séduire le monde des gens qui y sont le plus attachés, c'est la mort », écrit-il à sa cousine, Mme de Sévigné. Mme de La Fayette, qui était l'amie de la reine, ne se contenta pas de sa disparition, « moins nouvelle qu'un coup de tonnerre ». Elle doute Henriette avait-elle trop de charme et de jeunesse pour partir déjà. La brutalité de la mort fit ressortir le peu de chemin séparant les bonheurs, les honneurs, les triomphes de la pourriture. Car elle venait de remporter une victoire diplomatique. Elle rentrerait à peine de

Mme de France, une fille de Louis XIV. Elle avait dix-sept ans quand elle épousa Philippe d'Orléans, le frère de Louis XIV. Elle s'éteignit à vingt-trois ans, le 30 juin 1670, quelques mois seulement après sa mère. Et Henriette fut successivement les deux Henriettes.

DANS Madame La cour La mort, Jean-Michel Delacomptée s'est posé les mêmes questions que les élèves des lycées. Pourquoi tant d'émotion devant un trépas ? Et pourquoi tant de tristesse lors d'un enterrement ? Le 21 août, dans la basilique de Saint-Denis, on vit en effet une dépouille de la monarchie. Le grand chœur de la monarchie. La monarchie semblait s'y résumer, et la Gazette de France mit l'accent sur « la magnificence » par-dessus de toutes autres funérailles. Même le très frivole Bussy-Rabutin en fut impressionné par l'événement. « Si quelque chose est capable de séduire le monde des gens qui y sont le plus attachés, c'est la mort », écrit-il à sa cousine, Mme de Sévigné. Mme de La Fayette, qui était l'amie de la reine, ne se contenta pas de sa disparition, « moins nouvelle qu'un coup de tonnerre ». Elle doute Henriette avait-elle trop de charme et de jeunesse pour partir déjà. La brutalité de la mort fit ressortir le peu de chemin séparant les bonheurs, les honneurs, les triomphes de la pourriture. Car elle venait de remporter une victoire diplomatique. Elle rentrerait à peine de

LE FEUILLETON

de Michel Brandeau

Amours tordues



James Purdy : perle baroque

Albert se rendait au mime toujours flanqué de son pianiste, Eugène Belamy, sous le prétexte de faire faire son portrait. Le mime ne s'y trompait pas, mais, comme Albert, le désabilla et lui parla de « l'Oiseau ». Ils vont même lui rendre visite. L'enfant, séquestré, est ainsi nommé parce qu'il est sourd-muet et ne répond qu'en émettant des bruits de baisers. Il est très beau, du type indien.

Il ne faut pas longtemps à Albert pour comprendre que les deux vieillards cacochymes, qui se disputent depuis si longtemps, sont complices, et qu'il s'agit d'une belle de plus dans leur partie de ping-pong amoureux. Mais une jolie belle dans laquelle chacun veut mordre. L'hiver arrive, il va neiger, c'est le

moment où le mime reprend ses représentations de « plus bel homme du monde », avec une valétude et une jeunesse surprenantes. James Purdy, au mépris de toute vraisemblance, a écrit ses personnages d'incroyables réserves d'énergie (avec la même vigueur, Millicent garde sa jeunesse grâce à une pratique avec ses jeunes employés qu'on ne dira pas. On ne dira pas non plus qu'est l'habitude du Nick Albert ! laquelle il fait consciemment attention — le Mon chéri doit certainement d'être « plus d'une habitude sexuelle exceptionnelle... »). A mi-chemin entre le fantastique gothique et le rêve éveillé, le roman tourne bizarrement, comme il a commencé, toujours dans un style d'une élégance et d'une souplesse très précieuses, à nous les vers du livre.

D'UNE tout autre manière que le roman d'Alexander Stuart, romancier anglais de trente-sept ans. Du béton plutôt que des fleurs, des injures à la place des images poétiques. Le jeune Tom est furieux parce que ses parents ont quitté Londres pour la campagne du Devon (« Je veux la vie d'un londonien », lui murmure-t-elle dans les halls d'immeuble, la planteur des cabarets londoniens, le chœur d'une voiture en feu. C'est ça la beauté de Londres. Tout se casse la gueule, mais la ville garde sa splendeur. La campagne... eh bien, la campagne ne sait plus quoi faire d'elle-même... »). Son père est un architecte américain qui construit une pyramide sur les ruines d'un château de la capitale. Sa mère accouche, dans la Bentley accidentée, d'un petit frère, Jack. Sa sœur aînée, Jessie, est une bombe sexuelle à la langue bien pendue.

Le roman travaille beaucoup le puceau Tom, c'est bien normal. Les nanas, il veut bien « enlever le mental », mais quoi, estime-t-il, on passe à côté du vrai danger. En fait le mental en danger, tout le monde va être mis à contribution dès le jour où, rôdant devant la salle de bains, Tom va voir dans la baignoire baignoire sa sœur et son père, la main de celle-ci sur la pivoine émergée de celui-ci. Ah ! Cette vision déchire la cervelle de Tom, qui n'a de cesse de traquer partout sa sœur (laquelle minimise l'incident, si l'on peut dire), jusqu'à l'apercevoir par la meurtrière d'un bunker, toujours en compagnie du père, dans une chambre « le Nocturne », dans une pièce plus délicate encore, que l'on taira, parce qu'il faut bien penser qu'une page de journal, avant d'envelopper les haricots, peut tomber sous des yeux innocents.

Ce n'est qu'un début. Tom découvre les joies étouffées au crayon que sa mère esquisse en secret, et la poudre qu'elle renifle et sa belle amie lesbienne. Un voyage à Londres avec sa sœur et son père est particulièrement sévère, pour le couple qui forment ces deux derniers autant que pour la ville (« Et nous voilà dans la Cité, la trique nationale, où tous les petits spermatozoïdes courent dans tous les sens à la recherche d'un œuf à pénétrer... »). Selon Anthony Burgess, l'inceste est ici un symbole de l'Angleterre Thatcherienne. En quoi ? Nulle part au monde on n'a attendu M^{me} Thatcher. La révolte de ce gamin pyromane, en revanche, c'est plus probable. L'habileté du roman tient dans la violence des relations frère-sœur, dans la description méchante et ravageuse du mensonge bourgeois. Mais, après tant de stupre interdit, on peut émettre un doute sur la possibilité du happy end — si immoral soit-il — que nous propose cet auteur remarquablement dévergondé.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le fantôme de Madame



Douville, où elle avait persuadé Charles II, son frère, de s'allier avec Louis XIV. « Elle se voyait, à vingt-six ans, comme la chichorée d'un empoisonnée ? Le principal témoin, c'est la lettre de La Fayette, qui relate l'histoire de Madame Henriette d'Angleterre et qui est venue au monde de son amie, le dimanche 30 et le lundi 30 juin 1670. La veuve précédant, Madame s'était baignée dans la Seine, le samedi, elle fit une promenade « au clair de lune ». Le dimanche matin, elle

Delacomptée n'est pas d'un enquêteur policier. S'agissait-il d'une mort naturelle ? Ou bien la chichorée d'un empoisonnée ? Le principal témoin, c'est la lettre de La Fayette, qui relate l'histoire de Madame Henriette d'Angleterre et qui est venue au monde de son amie, le dimanche 30 et le lundi 30 juin 1670. La veuve précédant, Madame s'était baignée dans la Seine, le samedi, elle fit une promenade « au clair de lune ». Le dimanche matin, elle

Madame avait été un météore. Et les météores donnent facilement naissance à des mythologies. Voyez le comte de Lautréamont... On ne sait presque rien sur eux. Alors, on imagine leur existence pour se distraire de la sienne.

JEAN-MICHEL DELACOMPTÉE rappelle les deux ou trois choses que l'on sait de la princesse Henriette : sa condition d'orpheline après la décapitation de son père, Charles I^{er}, en 1649, et la triste vie conjugale qu'elle mena avec Monsieur ; leur mésaventure, leurs silences et leurs rires de ménage... Ils avaient, en effet, l'habitude de ces « chichorées » où l'on ne dit jamais rien. Le frère de Louis XIV était moins porté vers les femmes que vers les hommes. Toujours le même, on pense aux orchestres qui jouaient de la musique des naufrages... Jean-Michel Delacomptée...

Le dimanche après-midi, quand elle revint de la messe, elle était épuisée, après avoir bu la chichorée, Henriette sut qu'elle mourait et que la chichorée l'obscurcissait déjà. « Il semble qu'elle avait une certitude entière de sa mort », raconte M^{me} de La Fayette, et qu'elle s'y résignait comme à une chose indifférente. Henriette avait les apparences, la pensée du poison était établie dans son esprit, et voyant que les remèdes avaient été inutiles, elle ne songeait plus à la vie. Elle expira très tôt, le lundi, et la France se réjouit.

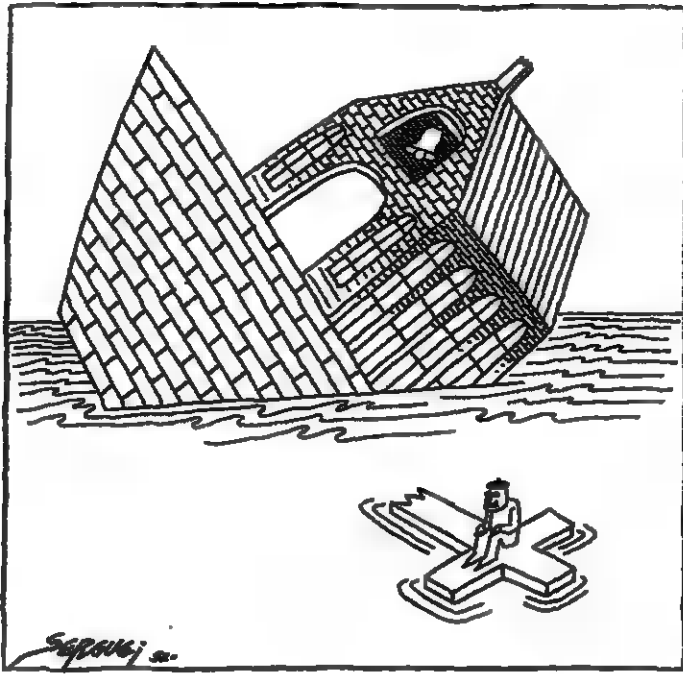
Bien sûr, on parle d'un empoisonnement et l'on soupçonne Monsieur d'y être pour quelque chose. Mais, d'après Jean-Michel Delacomptée, c'était une manière de conjurer le désastre que provoque la disparition. Je me demande ce qu'aurait pensé Philip Marlowe et les policiers Maigret à l'égard d'un empoisonnement d'un prince...

* Signaler également les *Mémoires de la reine de France*, qui « introduisent les personnages et les princes étrangers à la cour de Louis XIV ». Éditions du Livre de Poche, 368 p., 140 F.

HISTOIRE DE LA FRANCE RELIGIEUSE
Tome IV :
Société sécularisée et renouveau religieux (XX^e siècle)
sous la direction de Jacques Le Goff et René Rémond.
Avec Etienne Fouilloux, Jean-François Lapierre, Philippe Levillain, Daniel Lindenberg, Freddy Rémond, Seuil, coll. « L'Univers historique », 478 p., 480 F.

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux

La foi et le siècle



QUE reste-t-il quand on a tout oublié ? Une culture, répondait jadis, à tort, Edouard Herriot. René Rémond, maître d'œuvre de ce dernier volume de l'histoire de la France religieuse, convient, lui, qu'il y en a, vers 1965, en ce pays, une rupture dans le patrimoine culturel dont la religion chrétienne était partie intégrante. Non seulement la croyance elle-même est devenue socialement moins lisible, mais tout un héritage de rites et de symboles religieux lui désormais déformés au bon peuple. Il suffit d'interroger le premier bambin qui se présente sous la main pour repérer bien vite les progrès de la désertification en la matière. Au point que l'État public elle-même, si l'on veut, l'examine, à cette heure, avec une attention, pour sauver les meubles, la meilleure manière de décrire demain un enseignement spécifique du fait religieux à travers l'histoire.

Les responsables de ce volume ont eu raison de recuser cette problématique culturelle qui eût été leur propos. Ils reviennent toujours à la seule question d'histoire qui mérite attention : comment et pourquoi la foi persévère-t-elle dans une société comme la nôtre, à peu près totalement sécularisée et dans un environnement politique républicain plus que jamais laïcisé ? La réponse à ce n'est pas un nouveau, au temps de Jules Ferry et

c'est chaque individu, irréductible, qui lui-même au fil des générations, la transmet, s'il s'avère en lui, et quelles que soient la force et la fidélité collectives des institutions qui portent alors garanties de la religion ou qui tentent de la relancer. Pourtant, nos auteurs, faute de pouvoir mettre en quête des unités de la foi, ont pu trouver le bon fil conducteur : un postulat que, depuis un siècle, en France, c'est la somme des provocations venues de l'extérieur qui a tourbe le monde du religieux.

Philippe Levillain et Jean-Pierre Rioux, sur un mode aigre, pour la période qui court du triomphe de la III^e République à la condamnation de l'Action française par Rome en 1926, Etienne Fouilloux, plus gaillardement, pour les années missionnaires (du Vatican II, de René Rémond, avec leurs interrogations, pour la joyeuse bouillade que nous vivons depuis trente ans, comptabilisent toujours, en effet, la somme des confrontations et des affrontements. Ils la font en prenant acte de la prééminence du catholicisme dans le paysage religieux, tout en intégrant à leur analyse la vitalité des autres familles spirituelles, même si le livre a pris le risque, me semble-t-il, de ruiner pour partie ses ambitions synthétiques en singulisant le judaïsme, de l'islam, de Dreyfus au bicentenaire de la Révolution, dans un chapitre — excellent — de Freddy Rémond.

De fait, cette France massive-ment chrétienne — en 1985, deux Français et Française sur trois sont baptisés et mariés à l'église, quatre sur cinq se déclarent catholiques et plus de quatre millions vont encore à l'office le dimanche : qui pourrait dire mieux chez les autres familles de croyances ? — n'a pas cessé de composer, au temps de Jules Ferry et

de Léon XIII, fut à l'apaisement. Voilà le grand enseignement de ce volume : malgré la violence des affrontements, jusqu'en 1984 à propos de la laïcité scolaire, qui prirent les deux à témoin d'une « guerre franco-française » ouverte depuis 1789, le cours du XIX^e siècle fut une marche vers la paix.

Le premier ralliement fin-de-siècle des catholiques à la forme républicaine du pouvoir ouvrit la voie. Le second ralliement a été le bon, après l'embrasement de 14-18 où le culte de la Patrie réconcilia tant d'esprits, quand est née l'épine dorsale nationale et que la laïcité de combat a franchi

son dernier regain au temps du Cartel. L'Eglise est alors consciente d'avoir passé un cap qui pouvait être fatal. Elle a, certes, mis genou au terre de l'idée républicaine. Elle a été contrainte, par la séparation de 1905, de reconnaître son dernier lien séculaire qui l'unissait à l'Etat. Elle sait quels ravages provoquent désormais les religions séculières, communisme athée en tête. Elle s'arme toujours aussi fébrilement pour ne rien céder sur le dernier champ de bataille, celui de l'école. Mais elle a déjà mesuré à leur juste prix la lassitude et l'esprit de conciliation de ses adversaires. Et, semble-t-il, il

déploit moins en moins à l'extérieur qu'à l'intérieur de la « déchristianisation », mais on ne peut pas dire qu'elle se désolent.

Le combat des lors change de nature. Il s'agit de faire face au « défi » de la « déchristianisation », mais on ne peut pas dire qu'elle se désolent. Le dynamisme « protestant », nous dit Etienne Fouilloux, n'a pas pour une sorte d'âge d'or qui se termine à la fin des années 1930 à l'arrivée des « catholiques ». Les catholiques rejoignent alors les pionniers protestants et réintègrent les responsabilités publiques dont ils étaient exclus. Une « église chrétienne » dans l'histoire n'est à faire, formée dans les mouvements de la « déchristianisation », mais elle n'est pas née. Elle s'affirme, plonge dans le siècle, s'y engage de charges et de fonctions nouvelles et se réinvente.

Par contre, la reconquête des masses ouvrières, la « mission » des « Sibériens » ruraux ou des « petites Chines » d'une France « pays à mission » (l'expression est repérée, dès 1913, dans le *Croix*, traité après la publication du petit livre-choc d'Henri Godin et Yvan Lallier) plectent les « catholiques » employés et les « catholiques » employés, mais ils désavoués, prêtres-ouvriers compris, au temps de la guerre froide. Sur cette hantise missionnaire, pourtant, on apprendra beaucoup de choses et de précisions à la lecture d'Etienne Fouilloux, qui donne un étonnant tour de France des difficultés, des succès, les meilleures statistiques relatives au poids des déserts religieux. Il estime, à juste titre, que l'erreur fut de ne pas s'être attaqué en priorité aux « intermédiaires » moins chanceux (les « catholiques » du Bassin parisien, Car, à leur prendre, la France du cœur du siècle n'était ni un pays de mission désespérant ni une chrétienté flamboyante

et ne singularisait en Europe que l'ont pensé apôtres en blouson. OÙ en est-on aujourd'hui, après ces batailles perdues et ces assauts glorieux ? René Rémond, un bel homme, s'interdit de parler de déclin. La France religieuse a sans doute vécu la fin des vèpres, de la confrontation et des « catholiques » carrefours. Ses « catholiques » vides, ses catéchismes désertés, ses professions de foi tristesses, son « catholicisme » en voie d'extinction, la « déchristianisation » des sacrements à « catholiques » rits sécurisants, sa fixité en « catholiques » cultive l'équivoque (2 % à 3 % seulement, « catholiques » obéissent, semble-t-il, aux « catholiques » d'Humanisme, mais la contraception et le nouveau catéchisme de 1992 ne risquent pas de faire grossir leurs rangs). Bref, l'Eglise post-conciliaire, « catholique » et « pauvre », a découragé beaucoup de « catholiques ».

Et pourtant, les « catholiques » toujours de bon commerce, les pèlerinages ne désertent pas, les charismatiques ont surgi. La foi est formidablement individualisée dans une société qui a marginalisé le religieux, qui a dissocié le moral et le légal depuis 1944 avec le divorce, 1967 avec la loi Neuwirth et 1979 avec la confirmation de la loi Veil, mais où les pouvoirs publics reconnaissent sa prégnance (sachiez-vous que, depuis 1988, chacun peut déduire de sa déclaration d'impôt ses deniers aux cultes ?). Les religions « catholiques » ont repris du mordant. Et, « totale nouveauté », trois millions de musulmans portent témoignage, la République laïque, pour un islam qui n'a jamais admis de dissocier le statut personnel de l'appartenance confessionnelle. Cette grave question inédite est, a contrario, une preuve supplémentaire de la vitalité religieuse qui parcourt toujours la France, à l'heure de l'Eglise.

* Lire aussi le remarquable roman de Jean-Pierre Hamel et Marie-Laure Hérin, *La culture occidentale*, une « culture » religieuse, Hachette, 1991, et la réflexion collective lancée récemment en France-Corée, *Enseigner l'histoire des religions*, CRDP de Besançon (6, rue des Feuilles, BP 25683 Besançon Cedex), 347 p., 200 F.

Hortense, la reine ambiguë

Portrait, par Françoise Wagnier, de la fille de Joséphine de Beauharnais en femme du passé tournée vers l'avenir

LA REINE HORTENSE
de Françoise Wagnier.
Lattès, 476 p., 165 F.

L'épopée napoléonienne, les rôles ont été distribués une fois pour toutes par le *Maréchal de Sainte-Hélène*. Parmi du « éponyme gravité » ténébreux et ganache héroïque, épouses infidèles et maîtresses émuantes, sans compter la multitude des pittoresques tricornes.

Certains personnages, toutefois, se glissent mal dans la distribution. Ainsi Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine et d'Alexandre de Beauharnais, donc belle-fille de Napoléon, mais aussi une belle-sœur par son mariage avec Louis Bonaparte le 4 janvier 1802, et l'arrière-petit-fils de Napoléon III, seul successeur du premier des Napoléonides. Où situer ce personnage dans la « culture » politique ? Napoléon I^{er} fut presque son oncle mais aussi son frère conjugal. L'égard de son « oncle » l'Empereur ne fut pas une liaison avec le beau flâneur donna naissance au futur « oncle » de Morny ?

A Sainte-Hélène, Napoléon hésite à l'assigner qu'un rôle ambigu à celle qui fut reine de Hollande et pour laquelle il aurait eu, diront les méchantes langues, une « maîtresse » plus que paternelle : « Hortense, si bonne, si généreuse, si douce, si pas sans avoir eu quelques torts avec son mari. Quelque bizarre, quelque insupportable que fut Louis, il l'aimait : en pareil cas, il faut d'abord grands intérêts, une femme doit toujours être maîtresse de son mari, avoir l'adresse d'aimer à tout prix ».

Animée, comme une mère, par le désir de plaire, la soucieuse du jugement de la postérité, la reine Hortense avait pris les devants en écrivant ses mémoires. Ceux-ci seront publiés qu'en 1927 ne susciteront, malgré l'admirable appareil critique de Jean Hanoteau, qu'un intérêt méfiant.

par Jean Tulard

Bref, la reine Hortense, dans une « culture » purgatoire napoléonien, ce qui n'a rien d'étonnant pour une femme qui s'est trouvée à la « culture » de deux « cultures ».

Françoise Wagnier lui assigne une place dans l'histoire napoléonienne. Si elle ne l'avait fait qu'avec le talent qu'on lui connaît depuis son beau livre sur M^{lle} Récamier, on resterait prudent. Clio n'aime ni les aventures ni les procès-verbaux. Le grand mérite de Françoise Wagnier est de nous offrir un portrait à la documentation irréprochable. Enfin, une « culture » s'aventure dans le monumental fonds Napoléon, mais en 1979 aux Archives nationales. Jointe à d'autres archives privées, la quête est fructueuse.

Une aristocrate romantique

Trois traits caractérisent, aux yeux de Françoise Wagnier, la reine Hortense : son origine aristocratique, son préromantisme et la cohésion de sa pensée politique. Hortense est une « culture » de la noblesse et a connu un « amour », enfant, la « culture » de douceur de vivre » chère à Talleyrand. Un Talleyrand qui « culture » que

« les Beauharnais » les seuls « élevés de la cour impériale ». Dans sa façon d'attirer les regards de son « culture » à l'adversité (sa rupture avec Louis, puis l'exil), elle « culture » une certaine liberté de pensée, on « culture » l'histoire d'une « culture » déclinée par la Révolution. Faut-il du passé, elle « culture » tournée vers l'avenir. Françoise Wagnier met « culture » lumière sur les « culture » romantiques, son goût pour les romances (elle « culture » avec bonheur, son « culture » avec le « culture » qui deviendra son « culture » officiel du Second Empire), son plaisir à découvrir les « culture » de son « culture » et son attrait pour un Moyen Age idéalisé.

Quant à la pensée politique de la reine Hortense, elle « culture » manifeste à partir de l'exil qui frappe tous les Bonaparte en 1815. Arnheim, son refuge, devient un centre discret de pèlerinage pour les bonapartistes. On y accueille « culture » la révolution de 1830, et ses deux fils « culture » combattre pour l'indépendance de l'Italie. Le message du « culture » est entendu : « culture » le « culture » Bonaparte « culture » mouvement des « culture » et au libéralisme, notamment dans le « culture » de son « culture » Italie, en France et en Angleterre pendant l'année 1831. Elle correspond « culture » avec un « culture » exilé, Chateaubriand.

Les positions de la reine Hortense prennent un « culture » plus grand que son « culture » fils devient, à la mort du « culture » Reichstadt, le prétendant au trône impérial. Elle ne le verra pas en Napoléon III. Reste que, à défaut de la mère, Joséphine, c'est la fille, Hortense, qui aura assuré la continuation de la dynastie des Napoléonides.

* Françoise Wagnier vient de recevoir pour ce livre le « culture » prix d'histoire de la Vallée-aux-Lois. Elle le partage avec Jacqueline de Rouilly, récompensée pour son « culture », *Pourquoi la Corse ?* (de Falck).



JULES, ÉCRIVAIN NATHAN

CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" OFFRE 10 ILLUSTRATIONS QUI FONT ÉCRIRE COMME 4. CLÔTURE LE 31 DÉCEMBRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zao leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionne les lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants l'envie de découvrir...

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie ou en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.

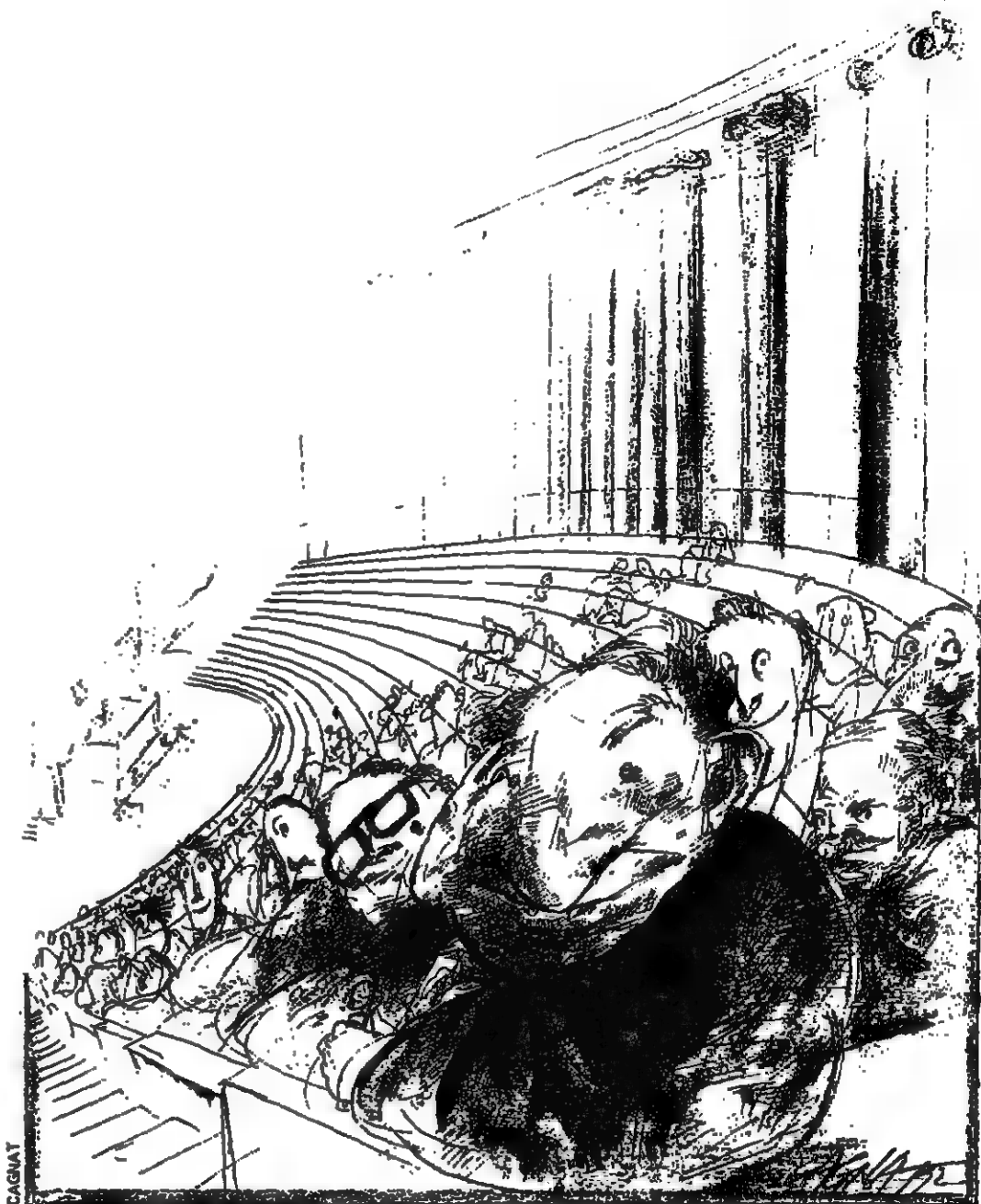
"Plume en herbe"
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

Ismaïl KADARÉ
dédicacera ses ouvrages
le samedi 21 novembre
à partir de 17 heures
à la Librairie La Bouquinerie
101, rue du Théâtre
75015 PARIS
Tél. : 45-75-14-33

Les droites en gros plan

Six ans de travail, cinquante collaborateurs, plus de deux mille cinq cents pages : l'Histoire des droites en France, dont les trois volumes viennent de paraître simultanément, est de ces entreprises monumentales qui font date. Tome par tome, Hugues Portelli, professeur à Paris-II, Jean-Louis Bourlanges, député européen, auteur de Droite, année zéro, et notre collaborateur Bertrand Le Gendre analysent cette somme ambitieuse



Encyclopédique

TOI DES DROITES EN FRANCE

Ouvrage collectif sous la direction de Jean-François Strinelli. Gallimard, coll. « NRF-Essais ». Tome 1 : Politique, 864 p. Tome 2 : Cultures, 976 p. Tome 3 : Sensibilités, 976 p. Chaque volume : 230 F jusqu'au 31 janvier 1993 ; 270 F ensuite.

Le clivage droite-gauche n'existe plus, c'est une affaire entendue. N'avait-il été, au cours des années 1970, remplacé par la théorie des quatre quarts, chère à M. Giscard d'Estaing ? L'année 1981 n'a-t-elle pas marqué, sur le plan électoral, une nouvelle étape de la fragmentation du paysage politique national, réduisant la part d'audience des partis de gouvernement - c'est-à-dire ceux qui organisent le face-à-face droite-gauche - à un peu plus d'un Français sur deux ? L'addition des électors qui échappent à cette bipolarité, pour s'y opposer, n'a cessé de croître.

Pourtant, chacun que les succès électoraux passent par le respect des anciennes, les nouvelles portements sont encore largement structurés par

des appartenances, des sensibilités, des caractères, des tempéraments dont la permanence valait bien d'être explorée un jour, de façon aussi complète que possible. C'est chose faite. La somme que Jean-François Strinelli a parvenu à rassembler pour constituer l'Histoire des droites en France n'est pas limitée à 1815 à nos jours ; elle englobe et explore les cultures, les idéologies, les mentalités qui ont porté. C'est dire l'ambition du maître d'œuvre. Mais si l'objectif poursuivi n'est pas toujours atteint - comme le souligne Bertrand Le Gendre dans son compte-rendu du tome 2 - la démarche est anticipatrice et l'ouvrage, par sa diversité de sa parution, puisque les droites s'apprennent à reconquérir, peut-être pour longtemps, le pouvoir, est véritablement encyclopédique par son contenu.

Originalité d'un projet qui permet d'intégrer les recherches les plus récentes, diversité et richesse des apports, analyse approfondie des forces et faiblesses des courants : jusqu'au sujet, il y avait (et il y a toujours) l'histoire. Remond ; désormais il y a, pour longtemps, les travaux d'Hercule de l'équipe rassemblée par Jean-François Strinelli.

Jean-Marie Coudane

Tome 1 : Politique

L'émiettement plus que le rassemblement

Le risque grand pour l'historien, en voulant retracer l'évolution sur deux siècles de courants de traditions politiques, de réduire le foisonnement à quelques catégories fourre-tout - définies par référence aux régimes ou aux idéologies - qui résisteraient à la double approche imposée - distinguant vie politique et horizons idéologiques - leur diversité disciplinaire (historiens, politistes et sociologues) conduit inévitablement à quelques variantes : les uns privilégient l'approche institutionnelle, d'autres des traditions politiques, la plupart restant fidèles à une étude généalogique des diverses droites.

Les droites ont ainsi saisi leur diversité : celle des traditions politiques, dont le regrettable François Bourricaud fournit, dans un article remarquable, la définition la plus satisfaisante, en opposant conservatisme (tourné vers la restauration de l'ordre ancien), modérés (la recherche du compromis avec les principes de 1789) et populistes (la tentative de mobilisation volontariste de communautés affectives) ; celle des attitudes des régimes successifs (courents dynastiques, ralliés ou opposants à la République) ; celle des formes de représentation (de mobilisation (notables, mouvements, partis).

Ces différents clivages ne recourent que partiellement et expliquent l'histoire des idéologies et l'histoire politique soient en permanence décalées : la construction des doctrines qui inspireront les droites jusqu'au début du vingtième siècle s'opère, l'essentiel, 1815 alors que cette même année l'année fondatrice des courants politiques qui puiseront, y retourneront, à ces idéologies. Le même, les droites

d'après 1945 trouveront pour l'essentiel leurs références doctrinales dans les constructions forgées durant l'entre-deux-guerres.

A ce premier décalage s'ajoute un second : les plusieurs reprises, les droites françaises subissent un revers historique qui raye de la carte politique, leur ôte toute légitimité, les contraint à une refondation : la Révolution et la longue éclipse 1789-1815, qui entraîne la disparition de l'Ancien Régime et contraint les survivants à se réorganiser en « parti » ; le régime de Vichy, qui emporte dans son effondrement les courants qui avaient eu le devoir l'exalter ou l'admettre. L'absence de crises qui entraînent une rupture avec l'ancien et le nouveau et obligent les droites à se refonder et à se diviser en courants nostalgiques et tenants du compromis avec l'ordre nouveau.

Lignes de rupture

Enfin, l'épuisement des courants traditionnels, accéléré par le ralliement de l'Eglise à la République en 1891, rend, à l'issue du siècle, les discours idéologiques obligés de se renouveler. Leur système de référence et leurs projets politiques : c'est le moment où, parallèlement au passage à droite d'une partie du courant républicain, surgissent les courants fascistes mais aussi la démocratie chrétienne.

Ces lignes de rupture sont d'autant plus nettes et lourdes que la conséquence que les droites françaises n'ont jamais réussi à constituer, même à l'époque moderne, celle de l'apparition du développement des grands partis (de notables, de militants ou d'électeurs), la formation politique durable. Aucun ne parvient à structurer une organisation plus d'une génération, aucun référent culturel ou institutionnel ne parvient à fédérer durablement des familles politiques que rien de fondamental ne sépare plus. Au contraire, tous les facteurs de division s'additionnent : querelles dynastiques, querelles face aux institutions, rivalité

de leadership, rapports avec l'Eglise. Les phases d'émiettement (sous la IIIe et la IVe République notamment) l'emportent largement sur celles - éphémères - de rassemblement ou, au moins, d'hégémonie d'un courant politique.

Sur ces dimensions, l'ensemble des contributions constitue une synthèse unique qui, au-delà de l'histoire politique, éclaire la tranche certaines de ces dernières années. De même, les réflexions sur le gaullisme de Jean Charlot, Jean-Marie Donagani et Jean-François Strinelli insistent justement sur l'originalité de la synthèse gaullienne, qui ne correspond pas à une tradition particulière des droites mais emprunte tout au contraire au républicanisme jacobin.

Dans un ensemble aussi riche, les points de vue sont très relatifs. Ainsi, on peut regretter le découpage chronologique adopté pour la politique, qui permet de remarquables analyses de la période fondatrice (1815-1848) et l'apogée de la IIIe République (1871-1919), défavorise la période suivante, obligeant à une synthèse parfois trop rapide sur l'entre-deux-guerres Vichy et la IVe République, regroupés (non sans raison il est vrai) dans un même chapitre.

L'armée et l'Eglise

De même, l'impact des grands référents institutionnels et culturels - l'Eglise - l'armée - aurait pu être plus systématique. Le poids politique de l'armée durant les deux siècles peut paraître considérable - la France est partie permanente de conflits armés, coloniaux ou internationaux - bien au-delà des référents idéologiques ou d'épisodes précis (le boulangisme, l'affaire Dreyfus) pour conduire parfois à la constitution d'un véritable

« parti militaire » qui influence programmes et initiatives des droites. La même, les différentes contributions soulignent le poids de l'attachement catholique à l'identité des droites, au point que la question de la création d'un parti catholique revient à plusieurs reprises, bien avant qu'un premier parti démocrate-chrétien apparaisse à l'entre-deux-guerres. Or c'est au moment où cette tentative échoue, un succès (avec le MRP, dont l'ancrage initial est plus au centre-gauche qu'à droite mais qui y finira, puisqu'il s'y trouve inclus dans la V République) qu'elle échappe à l'analyse, la dérive rapide du MRP étant essentiellement institutionnel.

On peut enfin regretter la quasi-inexistence de dimension comparative, qui n'est présente qu'à l'égard des courants fascistes : la référence aux partis confessionnels, libéraux et conservateurs qui se développent à partir de la seconde moitié du dix-neuvième siècle en Europe et qui n'auront aucun équivalent de leur taille en France aurait permis de mieux évaluer l'originalité des courants français dans l'éventail des courants européens.

Enfin l'essentiel : au-delà des réserves mineures, cette histoire politique des droites, intégrant les recherches les plus récentes de la discipline, constitue désormais, dans la lignée des travaux de René Rémond, la synthèse de référence. Les conclusions qu'elle apporte éclairent les débats politiques d'aujourd'hui : les droites ont perdu la plupart des grandes batailles idéologiques du dix-neuvième et du vingtième siècle, si leurs positions s'effritent sérieusement aujourd'hui ; si leur associationnisme politique reste désespérément faible et divisé, elles peuvent se targuer d'avoir gagné la bataille des institutions avec la V République ; d'avoir réussi à préserver ou construire des identités autrement que par le passage au conservatisme de courants vieillissants.

Hugues Portelli

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42-88 58306
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Ecrivez ou téléphonez :
LE MONDE DES LIVRES
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

حزب اليمين

LE MONDE DES LIVRES
DOSSIER

Tome 2 : Cultures

Une ambition inachevée

Le livre veut un manifeste. Il plaide en faveur d'une histoire culturelle, « longtemps tenue à l'écart de l'histoire contemporaine », et souhaite, grâce à elle, revisiter la politique. C'est à cette ambition, alléchante sinon raisonnable, qu'il faut donc le juger.

Les contributions du deuxième tome de cette monumentale *Histoire des droites en France* ont chacune leur poids : deux ou trois ne peuvent pas l'être, mais le dessin qu'elles illustrent est plus général. Jean-François Sirinelli, qui a conçu le triptyque, et Eric Vigne, qui en est l'éditeur, s'expliquent dans l'introduction du premier volume. Les « nouvelles générations d'historiens » auxquelles ils ont fait appel se réclament d'une « nouvelle histoire politique » qui s'est « assignée de nouveaux objets et entend forger, pour les études, de nouvelles méthodes ».

An pied de la lettre, le contenu de ce livre n'est pas si neuf que cela. D'Henry Rousseau (« La guerre mondiale dans la mémoire des droites »), qui reprend et prolonge un ouvrage antérieur (1), à Jean-Claude Martin, le plus subtil descripteur de la geste vendéenne, en passant par l'impression de croquer, chemin faisant, des thèmes familiers.

L'approche est neuve, cependant, le contenu ? Laissons parler les intéressés. « La mémoire de la Grande Guerre », écrit Jean-Jacques Becker, ne fut pas de droite ou de gauche. Elle a, au demeurant, cessé d'être un véritable discriminant politique. Sans doute. Alors pourquoi pré-

tendre faire de « la première guerre mondiale dans la mémoire des droites » l'un des prismes à travers lesquels se reflètent ?

Pascal Fouché (« L'édition, 1914-1992 ») semble lui aussi récusar l'approche qui lui a été faite. A la question : « Y a-t-il encore (...) une place pour une édition de droite ? », il répond « non » après avoir fait remarquer qu'il « ne veut pas la spécificité (de celle-ci), on rencontre vite non plus seulement des auteurs, mais également des idées », ce qui n'est ni faux ni exactement le sujet. Quant à Jacques Sclier, il s'inscrit en connaissance de la même conclusion, à savoir qu'il n'y a pas de cinéma de droite, pour l'excellente raison que « c'est ailleurs qu'on cherche les motifs et arguments de leur action ou de leurs choix politiques ».

Impasse sur la sociologie

Bien entendu, il existe des cultures de droite, de même qu'il existe des cultures de gauche. Si le cinéma ou la mémoire de la Grande Guerre n'en disent pas assez long sur le sujet, si ces approches ne sont pas suffisamment discriminantes, cela ne résume ni la méthode ni le projet de révisiter la droite sous l'angle de ses références culturelles. Prenons les Etats-Unis, un thème à peine esquissé dans le troisième tome. S'il est un trait culturel qui différencie la droite de la gauche et les droites entre elles (de Tocqueville

à Alain Benoist), c'est bien le jugement qu'elles portent sur l'Amérique. Pourquoi n'avoir pas poussé plus loin cette exploration ? La tâche assignée à certains auteurs était sans doute insurmontable. Jean-Marie Charrier et Jean-Louis Poirier s'astreignent à traiter de la presse en France de 1870 à 1992. Alain d'Almeida, qui traite de la mini-fréquence, qui traite du mouvement des Droites aux années Mitterrand, ne renouvelle pas le sujet. Cette histoire culturelle se veut aussi une histoire d'angles, mais panoramique. La où le regard d'un auteur se pose sur la droite, il se pose aussi sur la gauche. Une histoire originale, une monographie de la droite en France, certes, mais elle ne saurait être que le reflet d'une vision grand angle, plusieurs auteurs n'ont pas manqué de le démontrer : Pascal Ory, dans son article « Le salon », lorsqu'il décrit celui de M. de Loyne, Olivier Corpet, quand il parle de la France des Deux Mondes, et Pascal Fouché, dans les pages qu'il consacre aux éditions de la Table ronde.

Malgré sa prétention à donner une histoire globale (Jean-François Sirinelli et Eric Vigne), ce volume fait peu de place à la sociologie. Avec les références d'une telle histoire, lorsqu'il s'agit de décrire la France de la droite qui, par nature, est moins caractéristique politiquement qu'elle n'est typée sociologiquement. Du coup, les

historiens mis à contribution ont tendance à se montrer beaucoup plus proches lorsqu'ils traitent des droites extrêmes que lorsqu'ils parlent du marais. Un marais qui fait pourtant les gros bataillons de la droite. Question de méthode, évidemment, qui se révèle un handicap lorsqu'on prétend analyser une culture.

Par sa captivante contribution (« Histoire des historiens de droite »), Olivier Dumoulin donne l'envie d'aller explorer en sociologie les bibliothèques de quelques bourgeois. Dis-moi ce que tu lis et je te dirai à quelle droite tu appartiens. Pierre Chassagnon et Jacques Bainville, André Castelot et Jean-François Chiappe, Raymond Aron et François Furet sont caractéristiques d'une histoire culturelle irréductible aux unes aux autres. De même, les divers fondateurs de la droite ont-ils chacun leurs références littéraires, des références littéraires qui, à l'exception de quelques frontalières, restent très partiales.

Encore un mot sur la commodité d'une « somme » qui, parait-il, « restera », comme on l'a lu et entendu ici ou là. Ce deuxième volume, pas plus que le précédent ni le suivant, ne compte un index des thèmes (gaullisme, nationalisme, antisémitisme...) facilitant les recherches et les recroisements. Pour un ouvrage dit de référence, c'est une lacune, voire pardonnable celle-ci.

Bernard Le Goff

(1) Le Syndrôme de Vichy de 1944 à nos jours, Le Seuil, 1990.

Le regard conservateur

ÉLOGE DU CONSERVATISME
d'Alain Chevalier.
Plon, 172 p., 95 F.

La droite, du moins la droite classique, est à la recherche de la gauche, pour porter à son tour son rôle politique. C'est qu'elle est, à la fois, assaillie par la gauche, mais qu'elle est, et incarne la portée de son message. Elle existe, elle est bien, mais ne se passe guère, sans ses manifestations éternelles.

Alain Chevalier le regrette d'autant plus que le moment lui paraît particulièrement opportun de relancer cette réflexion au profit du mouvement gaulliste, désormais, l'axe de changement s'efface devant l'exigence d'équilibre. Il voit dans le conservatisme, dont il fait l'éloge, une pensée susceptible de déboucher sur une méditation convaincue de caractère moral et doctrinal, qu'il s'agisse du mandarin, l'air, mais aussi du bourgeois. Au reste, tout le monde, tout-à-fait, est devenu bourgeois aujourd'hui.

André Laurens

Tome 3 : Sensibilités

Les exigences de l'enracinement

La droite, en France, c'est le vieux couteau de Jannet, le couteau dont on a changé sept fois la lame et quatre fois le manche mais qui reste et restera toujours « le vieux couteau de Jannet ». Depuis le 14 juillet 1789, qui scella la naissance de la bipolarité française quand les partisans du veto royal décidèrent de se placer à la droite du président de l'Assemblée, jusqu'aux heures grises et troubles de 1992, qui voient hommes et partis basculer collectivement dans l'ère du soupçon, tout, absolument tout, a changé dans la politique française, fors la pérennité souveraine d'un affrontement droite-gauche qui survit, impavide et dominant, à l'alternance permanente de tous ses contenus. Il y a un siècle, Thiers, la Marseillaise, le 14 juillet, la nation, les patriotes, les républicains et les libéraux étaient tous considérés comme de gauche. Depuis lors, sous la pression de nouveaux acteurs, socialistes puis communistes, entrés sur scène par la porte de gauche, ils ont irrésistiblement dérivé vers la droite sans pourtant que soit le moins du monde affectée la *summa divisio* qui continue de séparer la population française en deux moitiés hostiles et sensiblement égales.

Bien plus, cette mobilité dans le temps se double d'un fractionnement dans l'espace qui devrait interdire de parler de la droite au singulier : il y a une droite libérale et une droite autoritaire, une droite aristocratique et une droite bourgeoise, une droite industrialiste et une droite ruraliste, une droite européenne et une droite nationaliste... Comme René Rémon l'a mis en lumière dès 1954, le terme de droite recouvre en fait une pluralité de familles et de sensibilités - légitimiste, orléaniste, bonapartiste - qui rend très difficile de répondre avec rigueur et précision à la question toute bête : « Qu'est-ce que la droite ? »

Le livre de Jean Sirinelli, l'équipe qu'il a assemblée, et d'avoir pris soin, pour résoudre l'énigme proposée, de bien distinguer trois niveaux très différents d'affluement de la droite à la surface de la société

française, celui des comportements politiques, celui de la culture, celui des sensibilités, et de montrer en fait que c'est sur ce dernier terrain, le terrain « des façons d'être, d'agir, de percevoir... du vécu individuel et collectif » que se repèrent le mieux, face à la discontinuité des discours et des enjeux politiques de la droite, la continuité souterraine et l'unité diffuse du tempérament droitier. Ordinairement dédaignées dans la mesure où elles relèvent de « l'infra-politique », des réactions et des sentiments, des humeurs et des rejets, ces sensibilités ont précédé le mérite de dévoiler « la part obscure du politique, celle des formes héritées des générations devancières - croyances, valeurs, mentalités » et d'être ainsi « la source d'une vigueur pérenne de l'axe droite-gauche en périodes où celui-ci donnerait l'impression d'un effacement dans le champ politique ».

L'enquête se déroule sur quatre plans : la présence au monde d'abord - famille, région, patrie, colonisation, étranger - qui dessine les multiples enracinements identitaires de l'homme de droite, ou plutôt des hommes de droite tant qu'ils sont attachés aux modalités de l'insertion de chacun au sein de son environnement ; l'organisation puis la vie de la cité, en deuxième et troisième lieu, qui éclairent les relations complexes d'une sensibilité originellement théocentrique et organique avec les mœurs et les institutions de la démocratie parlementaire, avec un libéralisme économique et social finalement tempéré, ou encore avec les pratiques culturelles ou scientifiques ; enfin, les grandes institutions qui « moulent l'individu » et qui sont tout ensemble le brident et le lest pour un parcours clairement et précisément balisé.

Ce qui résulte de cette brillante enquête de coups de projecteur, c'est l'idée que les droites françaises ont été profondément travaillées par un idéal contre-révolutionnaire qui a mobilisé une fraction très minoritaire de l'ensemble, mais qu'elles sont en revanche le lieu

d'un affranchissement subtil et permanent de l'ancien France à la surface de la société dite moderne. Ce qui les droites portent en elles, ce sont, dans le mythe révolutionnaire de la table ronde et à l'exception du couple individu-citoyen, les exigences de l'enracinement historique, de l'encadrement social, de l'insertion religieuse, familiale ou nationale. Bref, depuis deux siècles, les droites portent les couleurs de l'homme situé, couleurs aussi multiples et changeantes que les situations elles-mêmes et que l'environnement historique, politique, social et culturel qui entourent chacun dans un réseau de contraintes et de repères en évolution constante.

Aptitude à la métamorphose

La vigueur des droites, leur capacité de survie tient sans doute pour l'essentiel à leur aptitude à la métamorphose. Si les gauches sont fondamentalement contractualistes puisqu'elles visent à bâtir la société sur un pacte librement accepté entre les individus égaux en droit, les droites seraient, quant à elles, volontiers transsubstantielles dans la mesure où elles sont toujours en quête d'un compromis, qu'on pourrait à juste titre qualifier d'historique, entre les grands principes démocratiques dont elles ne méprisent pas la pertinence et l'attachement à des attentes particulières de nature sociale, régionale, nationale ou internationale. Cette capacité transsubstantielle, celle d'un mariage éternellement renouvelé entre les intérêts d'une société concrète et l'héritage révolutionnaire, trouve une illustration saisissante dans la gestion par les droites des valeurs familiales au cours des vingt dernières années.

Jacques Dupiquier et Antoine Fauve-Chamoux constatent, pour s'en étonner d'ailleurs, que les droites françaises et giscardiennes ont, dans les années 70, largement contribué à l'évolution des structures familiales en supprimant la fonction de chef de famille, en réformant le divorce

et en légalisant l'interruption volontaire de grossesse. Ces réformes faites à l'indivision de la gauche ne vont pas pour autant annuler les droites à abandonner le combat pour les valeurs familiales mais vont au contraire les amener à porter ce même combat sur d'autres terrains à partir des années 80, celui de la défense des libertés scolaires, de la défense de la polygamie et de la relance de la politique familiale.

Telle est la dynamique de ce que l'on pourrait appeler la transformation à la française et qui fait dire à Alain-Gérard Slama, dans le cadre d'un savoureux « Portrait de l'homme de droite à quatre dimensions », que « le tempérament de droite dicte à l'individu un certain nombre de procédures rassurantes radicalement distinctes de celles que retient le tempérament de gauche, et dont le but est de supprimer le conflit ou de le rendre supportable ».

On voit bien, dans ces conditions, que ce qui fait la force des droites, c'est-à-dire l'ampleur du renouveau du « pays réel » opérée par la Révolution française, n'est autre que la malédiction. Les droites sont fortes parce qu'il est chimérique de prétendre du passé faire, table rase et qu'en permanence la société établie éprouve le besoin de rappeler à l'État qu'elle existe et qu'il faut compter avec elle. Cette fonction médiatrice entre un passé récusé plus qu'abolie et un principe révolutionnaire exalté par la tradition politique française est toutefois nécessairement peu glorieuse et explique le déficit de considération qui affecte la droite par rapport à la gauche, ce que Slama qualifie de « tristesse complexe d'infériorité ».

Entremêlements permanents et hostiles entre l'Ancien Régime et la Révolution, entre les solidarités de fait et les abstractions démocratiques, entre les hiérarchies établies et le dogme égalitaire, les droites n'ont sans doute pas la réputation que leur utilité sociale devrait leur valoir.

Jean-Louis Bourlanges

LES FRANÇAIS SONT COMME ÇA !

Faits, Chiffres, Évolutions, Comparaisons, Analyses...

Le livre référence sur la société française par Gérard Mermet.

FRANCOSCOPIE 1993

440 pages 155 F.

Larousse

NICOLE BERNHEIM

UN ÉTÉ SUR LA LIGNE

"Cet été 1942, va choisir son camp. Tout dans ce livre, est comme condensé, en attente de la grande finale. Très réussi." L'Événement du Jeudi

du même auteur : ÉTOILE EUROPA Nouvelles 250 pages, 98 F.

300 p. 110 F.

belfond

L'autre visage de Jung

La publication de la correspondance du psychiatre suisse dissipe les malentendus ayant trait à son antisémitisme

CARL GUSTAV JUNG
CORRESPONDANCE
Volume 1 : 1906-1940
Édition établie par Annela Jaffé.
Traduit de l'allemand
par J. Rigal et F. Périquet.
Albin Michel, 394 p., 250 F.

Une rumeur a longtemps entaché la réputation de Carl Gustav Jung : celle, infamante, d'avoir éprouvé quelque sympathie pour l'Allemagne nazie. La correspondance du célèbre psychiatre suisse, enfin publiée en français, permet d'y voir un peu plus clair : jamais on n'y décèle la moindre complaisance à l'égard du III^e Reich. Jung ne cesse, au contraire, de mettre en garde ses correspondants contre Hitler, ce fou dangereux, et contre la psychose dont est atteint le peuple allemand. Il éprouve, dit-il encore, un profond sentiment de solidarité avec la France et l'Angleterre : « Si ces deux pays perdent la guerre, écrit-il le 20 mai 1940 à Miss Goodrich, nous ne pourrions, nous non plus, échapper à la domination de l'Antéchrist. »

Plus subtile, l'accusation d'antisémitisme, également formulée, repose sur l'idée douteuse, volontiers défendue par Jung, qu'il existe une différence entre la psychologie juive et la psychologie aryenne. Il s'en explique dans de nombreux livres et on le devine ulcéré par les soupçons de ses interlocuteurs. D'autant que le premier à avoir accusé ce qu'il considère comme une calomnie n'est autre que Freud. « Depuis lors, explique-t-il au docteur C. E. Benda, ce préjugé m'a collé à la peau, et il a été repris par tous les disciples de Freud, qui confirment par là, chaque fois, que la psychanalyse serait effectivement une psychologie juive qui n'aurait pu naître sans se rendre coupable d'antisémitisme. »

Jung entend rendre coup pour coup : l'intolérance de Freud, son matérialisme borné, son dogmatisme monotone, son intellectuelisme réducteur, sa morale bougeuse érigées devraient amener les juifs à se désolidariser de la psychanalyse : « Il serait extrêmement important et salutaire, justement pour les juifs, de voir le côté positif de l'inconscient », écrit-il au docteur James Kirsch (lettre du 29 septembre 1934).

Pas question pour Jung de céder à l'antisémitisme ambiant : il interviendra à maintes reprises pour aider des collègues juifs et

une de ses plus proches collaboratrices, le docteur Jolanda Jacobi, prise à partie en 1954 à New York, s'exclamera : « Je suis juive ainsi que mon mari. Croyez-vous que j'aurais défendu le docteur Jung s'il avait été antisémite ? » Mais pas question non plus de ménager celui qui, en 1907 à Vienne, avait placé en lui tous ses espoirs et l'avait désigné comme son dauphin...

A vrai dire, ce que Freud n'a jamais supporté - et ses disciples lui emboîteront le pas avec l'ardeur des néophytes - c'est qu'on pût se désolidariser de la « cause ». Adler, Jung, Stekel, Rank et bien d'autres l'apprendront à leurs dépens. Dès lors qu'il s'agit de l'âme humaine, la science cède le pas à la religion et les excommunications tombent comme le couperet de la guillotine.

Le Sage enjouté de Kilsnacht

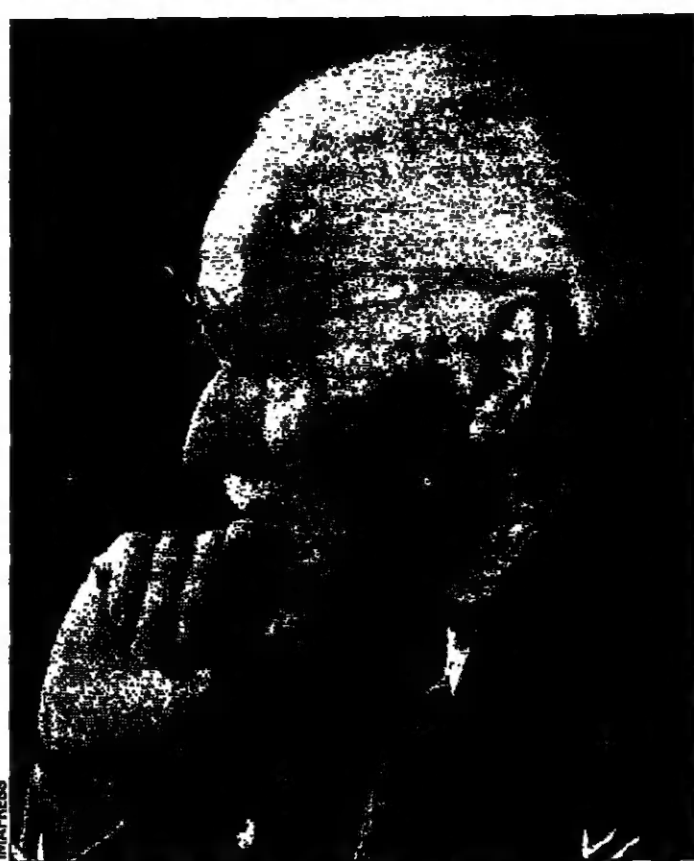
L'intérêt de cette correspondance, qui s'arrête en 1940 et qui ne comporte pas les lettres plus intimes de Jung à sa mère, à sa femme ou à ses enfants, tient en ce qu'elle donne une image moins austère, plus enjouée du Sage de Kilsnacht. Par exemple, sur la vie après la mort, il écrit à un biologiste indien : « Si nous nous découvrons dans une autre peau et en un autre lieu, nous nous exhalerions : « Hélas, encore une fois - et nous continuerions à ramper autour des choses comme nous l'avons fait jusqu'à présent. »

On sait que Jung conseillait à ses étudiants d'apprendre la psychologie non sur les bancs de l'Université mais dans les meetings politiques, dans les sectes religieuses et au bordel. « La psychologie, écrit-il à un de ses correspondants, n'est pas simplement une question de savoir, c'est aussi une connaissance de la vie (...). Tout le monde ne doit pas savoir la même chose et le savoir en question ne peut jamais être transmis à tous de la même façon. C'est là ce qui fait totalement défaut dans nos universités : la relation entre l'élève et le maître. »

De la part d'un conservateur de sa trempe, on est heureux d'apprendre qu'il est partisan de séparer les enfants des parents dès qu'ils ont atteint l'âge adulte : « Les enfants n'appartiennent pas aux parents et c'est seulement en apparence qu'ils sont issus d'eux. » Il ne doit pas y avoir la moindre contrainte, la plus petite

sujétion d'un côté comme de l'autre. Sur bien des points, il est très proche de l'écrivain Herman Hesse qui figure parmi ses correspondants, tout comme le comte Herman Keyserling. On sera plus étonné en revanche de lire sa lettre à James Joyce : il a médité pendant près de trois ans son *Ulysse* et admet qu'il doit beaucoup à cette « œuvre prodigieuse ». Il rend également hommage au dessinateur Alfred Kubin dont l'unique roman, *L'autre Côté*, est un exemple classique de « perception directe des processus inconscients ».

Jung s'intéresse à l'astrologie, cette connaissance intuitive qui est allée se perdre dans le ciel, à l'alchimie et à la sagesse chinoise. Mais quand une Américaine lui propose de fonder un institut pour rapprocher la pensée orientale de la pensée occidentale, il s'exclame : « Pour moi, un institut qui distribue la sagesse est le comble de l'horreur. Autant que je sache, ajoute-t-il ironiquement, ni Kung Fu-Tseu, ni Lao-Tseu, ni Tchouang-Tseu n'avaient d'institut... » Et, à une correspondante anonyme qui lui demande jusqu'à quel âge un traitement analytique peut être entrepris, il répond que l'âme peut être traitée



Carl Gustav Jung : ulcéré par les soupçons.

tée aussi longtemps que l'être humain a une âme : « Les seuls qu'on ne puisse pas traiter sont ceux qui sont venus au monde sans âme. Leur nombre n'est pas négligeable. »

La publication des écrits intimes d'un écrivain ou d'un penseur est toujours une épreuve redoutable : les préjugés, les petites mesquineries s'y révèlent de manière caricaturale. Jung sort grandi de cette épreuve. On comprend mieux l'admiration que lui portait Freud. Et on regrettera qu'il ait anathématisé de manière aussi implacable dès lors qu'il donnait un contenu plus large au concept d'inconscient. Fallait-il que les dogmes psychanalytiques fussent fragiles pour que Freud leur sacrifie un des rares chercheurs pour lequel il avait une réelle estime.

Roland Jaccard

* A signaler *Perspectives jungiennes*, de Luigi Aurigemma. Une relecture et une synthèse originale de la pensée jungienne. Albin Michel, 208 p., 140 F. et *Théorie des prières avec l'inconscient*, d'Elie G. Hombert. L'analyse jungienne comme lieu privilégié de la quête du sens (éd. Métis, 155 p., 120 F.).

Le singulier et le pluriel

Le Désir ou les désirs ? Se coulant dans la conception lacanienne, Patrick Guyomard en relève les confusions suicidaires. Une entreprise de dé-fascination

LA JOUISSANCE DU TRAQUE
D'ANTIGONE, Lacan et le désir de l'analyste
de Patrick Guyomard.
Aubier, 132 p., 85 F.

Parmi les livres consacrés à l'œuvre ou à la personne de Lacan, il en est de plus didactique, de plus polémique ou de plus drôle. Celui-ci est effrayant par la vision de la psychanalyse qu'il dévoile, terrible dans sa sobriété, insouffrant en ce qu'il fait résister l'étranger de cette conception, non par l'effet d'une mise à distance, mais à force de s'y couler et de s'y laisser absorber. Il expose, par exemple, la conception lacanienne du désir. Vous avez l'impression d'entendre, pour la première fois, les jeux complexes où s'entrecroisent le besoin, la demande et le désir. Mais, à force de coller à ces mots, de les presser, on finit seulement de les débâiller comme des Joyeux auxquels il ne faut pas toucher, ils se révèlent dans leurs contradictions, leur confusion, leur monstruosité. Parce qu'il s'agit de l'intérieur d'un processus de soumission, parce qu'il est d'abord le résultat d'une fidélité, un questionnement ravageur vient au jour. Du fameux Désir, parce qu'il a fallu l'écrire avec une majuscule, on a sombré dans la jouissance et l'idéalisation ; ce que Lacan prétendait justement fuir.

On se rend facilement à cette évidence : puisque le Désir pur est défini comme « la puissance de la pure perte », il est aspiré par le tragique et ne peut plus se distinguer de la jouissance mortifère. « La puissance de la pure perte peut en effet tout autant fonder le désir que déchaîner la jouissance : celle qui entraîne vers la mort et la destruction [pure perte du corps et du sujet]. » Également le Désir, simple fonction à laquelle devait se réduire l'être-analyste, est menacé de devenir un idéal et un absolu. « Si Lacan a justement déplacé la question de l'être-analyste sur celle du désir de l'analyste, cette opération, qui, en somme, tend à vider de toute essence le psychanalyste au profit de celle de la fonction du désir à la place qu'il occupe dans la cure, n'est-elle pas elle-même subvertie et donc ruinée par l'idéalisation d'un pur désir ? »

Pour développer ce leitmotiv, l'auteur a choisi de suivre pas à pas la lecture faite par Lacan de l'*Antigone* de Sophocle. Ce qui s'y trouve donné comme modèle de l'expérience analytique ne serait rien d'autre que le pur désir d'*Antigone* identifié à un désir de mort, au désir suicidaire de sa propre

mort. Ce sombre héroïsme d'*Antigone* serait également la figure indéchiffrable de la fin de l'analyse. Mais comment un tel rapprochement est-il possible, comment une telle aberration a-t-elle pu voir le jour ?

Distinctions élémentaires

Il semble clair que le psychanalyste doit s'abstenir, à l'égard de son analysant, de désirer quoi que ce soit de particulier afin que ce dernier puisse lui-même choisir ce qu'il doit désirer. Du fait que le psychanalyste ne désire rien de particulier (ce qui suppose implicitement qu'il désire que l'analysant désire tout ce qu'il veut), on en est passé à l'affirmation que l'analysant ne désire rien. Etape suivante : puisque l'analysant ne désire rien, mais qu'il désire tout de même, et ô combien pour soutenir le travail analytique, il faut en conclure qu'il désire rien, qu'il désire le rien, qu'il désire la pure perte, en un mot qu'il désire la mort. C'est alors que l'on retrouve *Antigone* dont le seul désir aurait été de mourir par amour de son frère Polynice. L'exaltation de ce désir du rien aurait fasciné les élèves de Lacan leur interdisant de voir l'incongruité de tous ces glissements.

En vue de dé-fasciner les psychanalystes, l'entreprise de Patrick Guyomard, patiente, documentée, respectueuse, passionnée, relève les confusions (le mot revient sans cesse dans ce livre) sur lesquelles reposent les théories lacaniennes et propose des distinctions élémentaires, dont on se demande vraiment comment elles ont pu ne pas être faites. En voici quelques exemples. Le rapport unique et singulier qu'*Antigone* entretient avec son frère doit être différencié du rapport à elle-même qui la fonde : son existence ne se réduit pas au seul fait qu'elle est la sœur de Polynice. Ou encore, Lacan veut faire d'*Antigone* « l'exemple pur du rapport de l'être humain à la castration », alors qu'il est en même temps chez elle « désir incestueux mortifère », c'est-à-dire exactement l'inverse de ce rapport. Ainsi on ne sait jamais dans cette lecture de Sophocle (et il importe qu'on ne le sache pas pour que la fascination joue son rôle) si le désir magnifié d'*Antigone* est « l'affirmation de sa toute-puissance par-delà la mort ou la reconnaissance de ses limites », s'il s'agit, en d'autres termes, d'une acceptation ou d'un refus d'une limite à ses désirs. Distinction qui serait de la plus haute importance pour savoir si l'on considère la fin de l'analyse comme la plénitude de la suffisance ou l'abandon de la condi-

tion humaine. Bien d'autres confusions sont dévoilées par ce livre que les lacanien petits et grands ou les psychanalystes tombés sous le charme trouveraient quelque bénéfice à méditer.

L'auteur, parce que ce n'était pas son but, ne propose pas de la fonction de l'analyste ou de la fin de l'analyse une nouvelle solution. Il n'en reste pas moins qu'une réflexion originale se prépare ici et qu'elle pourrait se résumer, avec de grandes conséquences, en un décalage grammatical du singulier au pluriel. Si le désir de l'analysant n'est Désir qu'au prix de la transmission du malheur et de l'autodestruction, il lui sera préférable de ne pas s'y conformer et de constater qu'il a des désirs qu'il s'agit précisément d'analyser comme ceux de son analysant. De même *Antigone* ne saurait réduire son être à la sororité, elle est aussi fille de pas seulement une mère, mais également un père, elle est de plus fiancée, etc. Elle est fatalement des *Antigones* que ne se recouvrent pas. De même, si le Désir se clôt dans l'unicité, c'est qu'il refuse de reconnaître les multiples déterminations de l'existence. Le respect de la condition humaine est au prix de ce passage de l'un prétentieux et suicidaire au pluriel moins héroïque, mais tout simplement exact.

François Roustang

Autres parutions

Connaissances-Lacan ? ouvrage collectif présenté par Judith Miller. - Dans la collection fondée par Jacques Lacan sous le nom « Le champ freudien », quelques-uns des amis, des analysants et des lecteurs du psychanalyste proposent sa découverte sous un autre jour : Lacan au quotidien, Lacan et les savoirs, Lacan et la politique... Textes de Marie-Pierre de Cossé-Brissac, Roland Dumas, Françoise Giroud... (Seuil, coll. « Le champ freudien », 244 p., 135 F.).

Corps et création, de Michel Ledoux. - Peintre et analyste, Michel Ledoux nous invite à l'accompagner dans l'obscurité de ce que, jadis, les philosophes nommaient « l'union de l'âme et du corps ». Préface de Christian David. (Ed. Les Belles Lettres, 216 p., 130 F.).

La Part de l'ombre, de Monique Schneider. - Sur les modifications du cadre analytique et sur le rapport au féminin considéré comme originaire, une élaboration théorique d'une grande rigueur. (Ed. Aubier, 228 p., 105 F.).

L'Engagement sociopolitique des psychanalystes. - Sous l'impulsion d'Alain de Mijolla, ce numéro exceptionnel de la *Revue internationale d'histoire de psychanalyse* apporte de nombreuses informations inédites sur les rapports entre la psychanalyse et la politique. On y lira également une interview de Freud datant de 1933, ainsi que des lettres à sa patiente Anna von Vest (N° 5, PUF, 706 p., 300 F.).

L'Enfance retrouvée, de Serge Lebovici. - Serge Lebovici, une des figures majeures de la psychanalyse en France, raconte à Marie-France Castarède l'itinéraire qui l'a conduit à devenir un des spécialistes mondiaux en matière de troubles de l'enfance et de l'adolescence (Flammarion, 248 p., 105 F.).

Le Mythe de la mauvaise mère, de Jane Swigart. - Un essai qui mettra du baume au cœur des mères victimes de la vulgate freudienne sans pour autant convaincre les psychanalystes (traduit de l'anglais - États-Unis - par Y. et N. Geffray, Robert Laffont, 298 p., 120 F.).

Ce livre propose l'interprétation la plus intéressante, la plus neuve, des récentes mutations planétaires. (Le Figaro)

L'ordre mondial relâché
sens et puissance après la guerre froide

Zaki Laidi

264 pages, 184 F.

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

1991

Première biennale internationale de poètes⁽¹⁾
EN VAL-DE-MARNE

La Première Biennale Internationale des Poètes en Val-de-Marne s'est tenue du 7 au 17 nov. 1991 dans treize villes du département, puis à Paris, Marseille, Montpellier et Avignon, avec la participation de cinquante poètes français et étrangers.

1992

"Une autre Anthologie"

Invites rencontres-lectures. Création d'une collection "Biennale" aux éditions "Fourbis". Parution en novembre de "Une autre Anthologie", par Henri Deluy, avec des poèmes, pour la plupart inédits, des poètes invités en 1991.

1993

Deuxième biennale

Rencontres-Lectures dans de nombreuses villes du Val-de-Marne avec la participation de poètes étrangers (algérien, allemand, américain, américain, hongrois, italien, japonais, polonais, portugais, russe, tchèque, etc.) et français, avec des poètes de La Réunion (langues créole et française).

BIENNALE INTERNATIONALE DES POETES EN VAL-DE-MARNE

(1) PRÉSIDENT : MICHEL GONNA, PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-DE-MARNE.
DIRECTEUR : HENRI DELUY.
RENSEIGNEMENTS : 49 59 88 00.

Ryotaro Shiba en quête des origines

« Chaque peuple est porteur d'une inquiétude... Dans le cas du Japon, c'est son insularité », affirme l'auteur du « Dernier Shogun »

LE DERNIER SHOGUN
de Ryotaro Shiba.
Traduit du japonais
par Corinne Atlan,
éd. Philippe Picquier,
239 p., 135 F.

Ryotaro Shiba, dont vient d'être publié en français le *Dernier Shogun*, est un auteur populaire et prolifique : près de trois cents ouvrages allant du roman, dont plusieurs ont été adaptés, à la télévision, à l'essai (une soixantaine) et à la critique en passant par les entretiens. Comme Yasushi Inoue, pour ne citer qu'un auteur traduit en français, il puise la matière de ses œuvres dans l'histoire. Or les Japonais sont passionnés d'histoire. À commencer par la leur.

Quatre des origines, renforcement des sentiments d'appartenance ? La découverte de ruines archéologiques fait la « une » des journaux, et les feuilletons télévisés sur les guerres civiles de la fin du XVI^e siècle ou les sagas des grandes figures historiques ont toujours des taux d'écoute assurés.

La littérature fut, et demeure, le grand support d'une vision parfois romantique de la mémoire nationale. Des récits épiques tels que le *Dit des Heike* (1), qui a pour thème la lutte entre deux clans guerriers

au XII^e siècle, vulgarisés auprès des humbles sous forme de contes propagés par les moines itinérants, aux drames historiques de Chikamatsu (fin XVII^e-début XVIII^e siècle) qui en furent le prolongement, en passant par les romans-fleuves de Bakin (1767-1848), la tradition est enracinée.

Les anciennes routes

Elle se renouvelle à partir de l'époque Meiji (seconde moitié du XIX^e siècle) au point de devenir l'un des grands genres de la littérature populaire. Elle s'enrichit aussi d'une base documentaire solide avec l'un des précurseurs du roman historique moderne, Shin Hasegawa (1884-1963). Oscillant, selon les auteurs, entre fiction et histoire, le roman d'époque n'a jamais cessé de connaître des succès de librairie, participant à un vaste mouvement de quête des racines, liant subrepticement passé et présent en permettant au lecteur de se projeter dans une histoire, si elle parfois aux interrogations plus contemporaines.

Ryotaro Shiba (né en 1923) se fit connaître avec des romans d'époque, où le romanesque tendait, au départ, à l'emporter sur l'histoire : *Fukuro no shiro* (« Le Château des chouettes »), paru en feuilleton à la



Un seigneur féodal et ses guerriers, vers 1867.

fin des années 50, traitait des *ninja* (espions-mécaniciens d'autrefois) et lui valut le prix littéraire Naoki. Puis, il se tourna vers des personnages de la fin de l'époque Edo (règne des shoguns Tokugawa : XVII^e-milieu du XIX^e siècle).

Dans cette veine, il publia son célèbre *Ryoma ga yuku* (« Ryoma va de l'avant »), quinze volumes consacrés à ce héros de l'époque mouvementée précédant la restauration de Meiji, qui fut assassiné. Il en fit un personnage attachant et

complexe, « donnant une dimension psychologique inédite et romanesque au portrait historique », écrit Cécile Sakai (2). On retrouve cette préoccupation dans le portrait, sans doute moins romanesque, de Yoshinobu, dernier shogun, homme solitaire qui, conscient d'un mouvement de l'histoire irréversible, se dessina au prix de son orgueil de guerrier de ses pouvoirs temporels en faveur de l'empereur.

Shiba suit, depuis deux ans, les anciennes routes du Japon, publiant, à un rythme moins soutenu que par le passé, des essais et des récits ayant pour cadre des lieux ou des régions fameuses. Il n'a jamais écrit sur l'histoire moderne. Mais ce fut, cependant, l'expérience qu'il en fit au cours de la guerre qui le poussa sur le chemin de la mémoire nationale.

« J'ai été mobilisé à la phase finale de cette « guerre imbecile ». J'avais vingt-deux ans et je me demandais si par le passé le Japon avait été aussi bête, dit-il. Cette guerre était choquante et elle m'incita à m'interroger sur mon pays. J'ai décidé de m'écrire des lettres à moi-même pour m'expliquer ce passé. Ce temps où je me prenais pour un *Stephan Zweig* japonais, bien que je n'aie pas partagé ses idées, est révolu. Désormais, j'écris pour m'amuser. Dans une autre vie, j'écrirai sur des sujets à valeur universelle : les relations entre l'homme et la femme, par exemple. »

« Un bateau ivre »

Certains critiques dénoncent, chez Shiba, un chevauchement entre présent et passé, non exempt de simplifications mais encourageant chez le lecteur des phénomènes d'identification. « Je ne crois pas que l'histoire se répète. Le lecteur établit peut-être des similitudes, mais ce n'est pas de ma part un effet délibéré. Il y a des événements qui ne peuvent se produire qu'une fois et à un moment donné : la Révolution française ou la restauration de Meiji. Cette dernière se produisit en l'absence d'une idéologie révolutionnaire. Sa forme aurait été différente si, par exemple, les idées de Rousseau avaient été introduites auparavant. En revanche, le système féodal des Tokugawa était peut-être plus avancé que celui que connaît l'Europe : il fut une voie parallèle à celle de Napoléon III que l'ambassadeur de France de l'époque, Léon Roche, pensait que s'orienterait le dernier shogun. Il n'en fut rien. « C'était une erreur de Léon Roche d'identifier le shogun à un empereur. Yoshinobu fut confronté à une dilution du lien vasalique une fois que le shogun fut militairement affaibli. Yoshinobu prit conscience que rien n'obligeait les seigneurs à lui rester fidèle. Pour le chasser, il suffisait de raviver cette

valeur transcendante son pouvoir qu'incarnait l'empereur ».

Une expérience marquée sa vie, explique Ryotaro Shiba : son apprentissage de la langue mongole. « Étudier le mongol, note-t-il, c'était un peu remonter aux origines. » Les racines... Cette quête, si prégnante dans la pensée japonaise, habite également Ryotaro Shiba : « Peut-être que les Français connaissent leur origine. Les Japonais l'ignorent. Et, dans le meilleur des cas, elle est controversée. Il est triste de ne pas savoir d'où l'on vient. Cette tristesse fondamentale imprègne la mentalité japonaise. Chaque peuple est porteur d'une inquiétude. Pour la Corée, c'est la Chine. Dans le cas du Japon, c'est son insularité. »

« L'Asie est irrémédiablement diverse »

Au cours de son histoire, le Japon a oscillé entre deux appartenances : à l'Occident ou à l'Asie : « Les Japonais sont d'abord japonais. On peut traverser le *Manche* à la nage. Pas la mer du Japon. Le « Grande Asie » du Japon impérial fut une caricature. L'Asie est irrémédiablement diverse. Une intégration comme celle qui s'opère en Europe me paraît difficile. » Mais, ces racines, n'est-ce pas en Asie que Shiba traitait les chercher ? « Bien sûr. Mon intérêt pour le mongol le prouve. Mais je ne pense pas pour autant que notre civilisation soit fille de la Chine. »

L'utopie rédemptrice du Japon impérial, qui se traduisit par des millions de morts, n'a fait que rendre plus émotionnelle la question des relations de l'archipel avec ses voisins. N'y a-t-il pas chez Ryotaro Shiba une fuite dans un passé, alibi évitant de se pencher sur le passé plus immédiat, comme au contraire le firent de grands auteurs au lendemain de la guerre, Hiroshi Noma ou Shohhei Okai ? « Très peu d'écrivains s'attaquent à ce sujet. Je crois qu'inconsciemment les Japonais ne veulent pas se souvenir de ces vingt années entre 1925 et 1945. Ils veulent croire que le Japon d'aujourd'hui est différent. En 1945, je me suis demandé comment l'Allemagne pourrait rester dans la communauté des nations européennes sinon en niant sa germanité pour se réclamer davantage d'une identité européenne. Le Japon, lui, s'est réfugié sur son île et attend que les autres oublient. »

N'y a-t-il pas dans ce repli une démission des intellectuels ? « Je n'ai jamais pensé que les intellectuels aient vraiment un rôle à jouer. En Europe, il y a une tradition d'humanisme d'action. Pas ici. Lorsque je suis allé en France pour la première fois, un ami m'a dit : « Même si il ne reste rien en France, il y a Sartre et Malraux. » Mais Sartre et Malraux sont des exceptions. Vu du Japon, aujourd'hui, on peut se demander s'il n'y a pas trop d'intellectuels en France ! Personnellement, je m'efforce de ne pas tirer les conséquences politiques de ce que je pense. Je ne tiens pas à ce que ma pensée soit portée par des haut-parleurs. Sinon, on tombe dans le monde de la bande dessinée. » S'écrit de lettres à lui-même reste, semble-t-il, la voie qu'affectionne Ryotaro Shiba.

Philippe Poas

(1) Traduction René Sieffert, Publications orientalistes de France, 1976.
(2) Histoire de la littérature populaire japonaise, L'Harmattan, 1987.

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 12
TEL. : 43 57 74 74

ESSAIS JACQUES ROUD A CONTRE-COURANT DES CONCEPTS ÉCONOMIQUES Vulgarisation d'un concept nouveau 160 p., 72,80 F	RÉCITS HELENE FAYOLLE-GONZALEZ 1492, LES NEFS DE LA LIBERTÉ Roman historique sur fond d'exode Israélites 256 p., 100,00 F	MARIO FRANCESCHI LA RUE DES JUIFS La rue la plus vivante d'Oran 224 p., 100,00 F	MILOUD HADDOU AHMED, OU LE MARIAGE TRADITIONNEL MUSULMAN Découverte d'un univers différent 224 p., 101,30 F	MARQUERITE DU BORD QUAND CHANGE LA COULEUR DES CŒURS Des personnages expriment des émotions violentes 208 p., 88,60 F	POÉSIE JEAN-MICHEL BELLAN UNE SIMPLE HISTOIRE D'AMOUR 64 p., 82,80 F	
SIRIUS LA CONSCIENCE D'UNITÉ Dans un langage simple et précis 160 p., 76,00 F	MARIE-LOUISE MELBOURNE TEMOIGNAGE Un témoin itinérant qui relate à une grande connaissance spirituelle 238 p., 105,50 F	ROMANS MARIE-THÉ CHAYROUSE VERTIGE Au rythme des tambours sur fond d'amour perdu 160 p., 82,30 F	GISSÈLA CAMPOS BILL ET LA MACHINE DU TEMPS Le cheminement d'une femme obsédée par un amour et le passé 64 p., 53,80 F	CÉCILE PHILIPPE LE DERNIER RÊVE Un homme seul se reconstruit à un dernier rêve 96 p., 54,90 F	GERARD DUCHEMIN L'ÉVEIL DU CŒUR Tome 1 96 p., 61,20 F	
PIERRE TABARA AFRIQUE : LA FACE CACHÉE La véritable histoire du RWANDA 456 p., 194,20 F	GILLES ROUGERIE UN MIRACLE DE LA NATURE Le récit d'une véritable renaissance 48 p., 50,00 F	MAURICE QUINQUENEL UNE HISTOIRE D'AMOUR, HISTOIRE D'UNE HAINE L'exploitation des pays du tiers-monde 144 p., 62,30 F	AXEL MÉMOIRES D'OUTRE-TERRE Un aventureux voyage futuriste 264 p., 100,20 F	FABRICE TANFIN LE STYLO FLAMBOYANT Vingt-deux nouvelles joyeuses et cocasses 98 p., 66,50 F	JEAN GIROL NOTHING IMPORTANT Un scénario plein de suspense 160 p., 77,00 F	
GAEL PINTY LE RAYON DU PROTON & ESTIMATION SUPPOSÉE DE LA MASSE DU PROTON Les secrets de la matière 48 p., 48,50 F	LOUIS LE BERGER TROIS FILLES DE NORMANDIE Un siècle et demi de vie rurale et paysanne 160 p., 70,70 F	BON DE COMMANDE Je commande à la PENSÉE UNIVERSELLE Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port. LM1102			CHARLES MARIUS GRILLOT LES BELLES ET LA BÊTE Un roman en vers mêlant onirisme et réalité 480 p., 135,00 F	IMMA SARDUC FANFARON OU L'AMOUR Histoires de couples 128 p., 65,40 F

LA RAGE D'ÉCRIRE !

Le vendredi 20 novembre :
à partir de 17 h 30
UN ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL
MEBIS et JODOROWSKY
dédieront leur dernier album
LA FOLLE DU SACRÉ CŒUR
(Éd. Humanoides Associés)
Le samedi 21 novembre :
à partir de 18 h
JEAN-PAUL DUBOIS
signera ses deux derniers livres
PARFOIS JE RIS TOUT SEUL
et UNE ANNÉE SANS SILENCE
(Éd. Robert Laffont)
LIBRAIRIE MILLEFAGES
174, rue de Fontenay - VINCENNES
Tél. : 43-28-04-15.

LE MONDE DES LIVRES
LETTRES ÉTRANGÈRES

L'autre Soseki

L'écrivain s'était créé un double de fiction.
Avec lequel il fut impitoyable

LES HERBES DU CHEMIN
(Michikusa)
de Soseki.
Traduit du japonais
par Elisabeth Suetsugu,
éd. Philippe Picquier,
218 p., 140 F.

En 1915, âgé de quarante-huit ans, présentant sa mort prochaine (1), Soseki rédigeait une œuvre autobiographique, considérée par ses admirateurs comme un éclairage fondamental sur l'homme qu'il était. Reflet limpide de la vie conjugale du romancier, c'est un réquisitoire d'une extrême violence contre l'hypocrisie familiale, un tableau désespérant de l'existence quotidienne, une attaque sans merci contre la médiocrité bourgeoise. Plus tard, on soupçonna Soseki d'avoir pris les devants : il aurait craint qu'après sa disparition sa femme ne fût des révélations fallacieuses sur leurs relations.

Un lecteur qui ne serait pas familier du style de l'auteur de *Pauvre cœur des hommes* (2), du mélange subtil d'ironie, de culture raffinée et de trivialité dans les dialogues, pourrait être déconcerté par ce roman — car, malgré la part autobiographique, le livre relève de la fiction — l'apparement plat et dénué de tout relief anecdotique. Soseki, à son habitude, ne laisse poindre le drame que tardivement dans sa narration, donnant la parole à un double de lui-même, désabusé, profondément déprimé et entouré de personnages égoïstes, veules ou hystériques.

L'hystérie, en effet, apparaît, au fil du récit, comme le ressort secret — mais, quand il se révèle, très spectaculaire — du lien qui unit les personnages. Une haine feutrée, tout d'abord faite d'indifférence, puis éclatante, établit entre Kenzo (Soseki lui-même) et sa femme un type de rapport auquel bien des romanciers se sont intéressés avant lui et s'intéresseront aussi longtemps que vivra le roman familial. Mais Kenzo considère précisément l'hystérie comme un « palliatif ». D'une certaine manière, fasciné par l'état d'abandon de sa femme « qui avait une conscience vague et ne faisait pas de distinction entre le rêve et la réalité », il voit en elle une sorte d'expérience limite de sa propre vision du monde : sa femme est une figure négative — mais également poétique — de lui-même. L'un des plus beaux chapitres de ce roman exceptionnellement intense est précisément consacré à l'analyse presque clinique de cet état, on l'occurrence suscitée par une fausse couche.

Règlement de comptes

On a lu ce livre comme un témoignage transparent de Soseki sur lui-même plutôt que comme une œuvre d'art. Et il est vrai que n'y flotte pas le même halo poétique que dans la *Porte* (3), par exemple. Le règlement de comptes l'emporte sur la création littéraire et sur la structure, habituellement plus fine chez lui.

Décidé à décrire minutieusement son retour au Japon, après un séjour en Angleterre et avant la rédaction de *Je suis un chat* (4), Soseki est impitoyable avec lui-même avant de caricaturer sa femme. « Conscient de sa situation matérielle à Tokyo, où il avait pu enfin s'installer, Kenzo se sentit misérable. Dès qu'il ne s'agissait plus de puissance matérielle, la conscience d'avoir une supériorité sur les autres ne le quittait plus et il était heureux. Quand cette conscience était troublée par des questions d'argent, il se faisait des reproches. » Comme dans la plupart de ses autres romans, Soseki donne aux chantages matériels ou sentimentaux qu'autorise l'argent (c'est-à-dire le besoin d'argent) une importance considérable. Ici, l'enjeu est de taille.

Kenzo, en effet, comme Soseki lui-même, a été confié par ses vrais parents à une famille sans enfants. Et son père adoptif, Shimada, vient constamment lui réclamer une aide financière.

Dramatiquement, le roman se réduit au récit de ce harcèlement et à toutes les crises psychologiques qu'entraîne cette tension. Intellectuel dont l'unique ressource est l'écriture, Kenzo voit, avec horreur, chaque ligne qu'il écrit immédiatement transformée en valeur d'échange. Bien entendu, il n'est pas dupe. Il sait que l'argent qu'il est contraint de donner à son père adoptif est, une fois encore, métamorphosé, mais cette fois-ci dans l'autre sens, devenant le symbole même d'une affection inaccomplie. « Tout le monde veut de l'argent. Rien d'autre, il n'y a que ça. »

Et lorsque, au terme de tractations dans lesquelles doivent intervenir d'autres membres de sa famille, Kenzo est enfin délivré du devoir pesant d'entretenir Shimada, il sait que « rien ne se règle dans le monde. Ce qui est arrivé une fois nous poursuit sans fin. Simple, la forme en est toujours différente, et personne ne s'en rend compte, pas plus les autres que soi-même. »

Le mécanisme de la mémoire

Ce travail souterrain, inconscient du passé sur chacun de ses actes, Soseki s'est employé à le décrire dans ses fictions, tantôt avec humour, tantôt avec désespoir. Il cherche, dans ce fragment autobiographique et en des termes souvent brutaux, sinon crus, à le mettre à nu. De quels moyens disposons-nous pour lutter contre le passé qui nous a forgés ? Être redevable à des parents que l'on méprise : c'est l'obsession de nombreux écrivains et leur mauvaise conscience.

S'appuyant — de loin — sur les théories de Bergson, comme son exact contemporain Proust, avec lequel il a tant de points communs, Soseki s'attache à comprendre le mécanisme de la mémoire : « Il tenta de scinder sa vie en deux. Mais le passé dont il était censé se séparer nettement le poursuivait au contraire. Il chercha une direction à prendre. Mais sans pas le conduisaient irrémédiablement vers le passé. » Les petits tableaux d'enfance que Soseki arrache, de mauvaise grâce, à l'oubli prennent alors une couleur d'orage. Non pas des heures nostalgiques, mais des tourbillons noirs, des signes avant-coureurs de sa vieillesse, que la maladie, du reste, rendra plus prématurée encore. Soseki se compare alors à une geisha qui perd sa beauté en prison. La prison de l'écrivain était sa jeunesse même.

R. de C.

- (1) Il est tout de même le temps d'écrire une très grande partie de son chef-d'œuvre romanesque, *Chir-Oscar* (Rivages).
(2) Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient ».
(3) Éditions Philippe Picquier.
(4) Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient ».

NOUVEAUTÉ



TAL-COAT
par Jean Leymarie
Première monographie consacrée au peintre



LA BIBLIOTHÈQUE DU CAPITAINE NEMO
de Per Olov Enquist.
Traduit du suédois
par Marc de Gouvelain
et Lena Grumbach.
Actes Sud, 260 p., 120 F.

L'an 40 de notre siècle, dans un village du Vasterbotten, au nord de la Suède. Six ans après la naissance simultanée au même endroit de deux garçons, la Faculté, convoquée par la rumeur publique, assure qu'ils ont été intervertis. Et chacun repagne le logis de son sang. Le narrateur abandonne la chaude « maison verte » de sa prime enfance pour la misérable demeure qui lui fait face, une mère attentive pour des parents désincarnés. L'échange — douloureuse renaissance — est l'heure du réveil, un dessilement, un rappel à la réalité. L'enfant est un autre. Il est double. Il faut bien l'être.

Il doit en convenir, le monde non plus n'est plus un. Qu'apparaît un soupçon de nostalgie et une faille s'ouvre entre passé et présent, traversant l'enfant pour y creuser son douloureux chemin. Au risque de dissociation, il lui faut se tenir à son bord, s'y cramponner. Que l'échange ait révélé l'autre, ou, plus vraisemblablement, que le besoin d'un autre ait conduit à l'idée d'échange, ce qui importe, c'est qu'un dialogue s'amorce, ouvrant à la narration.

Comme toujours chez Per Olov Enquist, l'enquête, le récit ou la fiction ne peuvent naître que devant l'interdit. Lorsqu'il devient urgent d'agir pour apporter quelque chose de l'ordre de la



Per Olov Enquist : le capitaine Nemo en Très-Haut.

rectification. De Dieu, l'enfant a pitié. L'enfant l'excuse. Il ne le tient responsable ni de son malheur ni de celui des hommes. Dieu a tant à faire qu'il sera toujours trop occupé. Ailleurs.

Alors l'enfant fait le travail de Dieu. Il prend en charge le souffrance du monde. Il découvre comment communiquer avec sa mère folle, comment la conduire à l'allégresse. Il accomplit les insoutenables dernières volontés de sa demi-sœur mourante. Extrêmes communions. Avec, de bout en bout des épreuves, un immense souci de la dignité des autres. Contre la Loi de l'éternel Absent brandie par les pasteurs, contre l'ordre destructeur des adultes, l'enfant réinvente spontanément la solidarité. Il est le témoin, mieux, le germe de l'humanité. Mais l'enfant est aussi un enfant. Comment pourrait-il por-

ter seul l'insupportable misère du monde ? Si Dieu se dérobe, si les pères sont ou morts ou largement insuffisants, il lui reste, à défaut d'être son propre père, à trouver en lui, chez lui, l'âme de sa résistance. Un livre, *Ille mystérieux*, sera son Livre. Le capitaine Nemo fera un parfait Très-Haut. De celui qui n'est personne, qui n'appartient à personne, du surhomme hostile au commerce des hommes, l'enfant aura l'assurance qu'il ne s'adresse qu'à lui.

Autour du capitaine s'organise une mystique de fortune toute personnelle, qui oppose aux formes de la Bible un contenu mêlant l'imaginaire de l'enfant aux discours de son « Bienfaiteur », et qu'accompagne une liturgie trop grave pour appartenir encore à l'univers du jeu. La caverne, avec sa « fille-chat » et son « mort-né », ressemble trop

aux limbes, pour ne pas assigner à l'enfant la place du Juste. Per Olov Enquist nous adresse son message pathétique de la maison aux volets verts de son enfance — qui semble distante d'autant de kilomètres de Stockholm (huit cents) que d'années de notre temps.

Né en 1934, comme le narrateur (on notera la précision des dates tout au long du roman), baigné par la rigueur d'une Église piétiste dissidente du luthéranisme officiel, tendance « frères moraves », avec son hyperrigidité, son goût de l'introspection, ses « exercices de piété », il assigne, contre elle, une source identique à son radicalisme et au romanesque.

La bibliothèque qui doit survivre à l'engloutissement du *Naufrus* ne contient pas le livre de Dieu, mais les témoignages, « les comptes rendus finals et les plaidoyers » des hommes. Contre le Livre unique, elle accumule les preuves d'exigante existence. Dieu n'est pas seulement gravement irresponsable, il est un frein à la responsabilité des hommes. L'enfant modèle, lui, est responsable jusque dans la folie, dans la mort, et même au-delà. Car « resusciter, on est soi-même le seul à pouvoir le faire, et sur cette Terre. C'est sans doute cela que j'ai fini par comprendre. Ce n'était pas plus simple que ça. Mais qui a dit que ce devait être simple ? » Des mots à saisir comme un appel à multiplier les lecteurs qui leur redonneront vie.

Jean-Louis Perrier

Une vie en carreaux

Une parabole burlesque et sartrienne
de Lars Gustafsson

L'APRÈS-MIDI D'UN CARRELEUR
de Lars Gustafsson.
Traduit du suédois
par Jacques Outin.
Presses de la Renaissance,
130 p., 85 F.

En quelques pages, vous avez senti votre sourire se dessiner. Se maintenir. S'élargir. Et se renforcer. Vous pouffiez. Avec le burlesque en sous-jacent. Une grescaille qui anticipe largement l'apparition inévitable de la première gorgée d'acquiescement (nous sommes en Suède, à Uppsala). Dans un vacillement prémédité du sens. Un dandinement joyeux à suivre la parabole en tentant de conserver l'équilibre, le carrelage si terre à terre (importé de Finlande) dissimulant des carreaux d'abîme.

Lars Gustafsson s'est amusé à contraindre son lecteur à voir double, à le faire passer, continuellement, d'une image assurée à une supposée, à le conduire, dans l'accumulation même des preuves tangibles de sa connaissance du métier, d'un réel particulier et incontestable à des projections plus générales qu'on ne peut que hasarder. Son carrelleur ne l'est pas plus que vous et moi, et il l'est jusqu'au bout des ongles, truelle et fil à plomb à l'appui, prêt à vous facturer au centime un tube d'enduit ou un robinet (modèle Poggenpohl).

« Un peu d'ordre dans l'existence »

Retraité, il remâche le bilan lourdement négatif de son existence, lorsqu'une voix (téléphonique) lui demande de reprendre du service sur le champ pour une mission de confiance : aller finir la salle de bains d'une demeure de banlieue. Sur place, il découvre un édifice curieusement inachevé. La rampe de l'escalier s'arrête net en pleine ascension. Le carrelage de la salle de bains propose une énigme : « On aurait pu croire que des gens très différents, les uns des spécialistes, les autres d'horribles amateurs, s'y étaient relayés pêle-mêle sans faire le moins du monde attention au travail des autres. »

(1) Presses de la Renaissance.

Le juge exorciste

L'OISEAU NOIR
de Gunnar Gunnarsson.
Traduit du danois
par J. Dorende.
Arles, 264 p., 110 F.

Noir : la dominante est annoncée. Un bain de noir. De tous les noirs. Soleil noir, sang noir. Étouffantes ténèbres de l'Islande de 1817. Le blanc qui vient les souligner est celui de la glace qui durcit les caractères, mutile les sentiments, écorche les corps. L'oiseau du malheur qui plane au-dessus du hameau lointain n'est pas cause de la misère mais bien son émanation, sa représentation. Celle d'un peuple dénué de tout, y compris de mots.

L'univers moyenâgeux de l'Oiseau noir paraît situé là où pourraient commencer et le bien et le mal. L'un et l'autre à peine formulables devant une nature qui impose en toute impunité sa violence, sa loi. Et si, au creux d'un lit, sa terreur permanente paraît se relâcher, c'est comme pour conduire les hommes à prendre le relais. Piège « naturel » ou complot humain ? Certes, eux ne prétendent à rien d'autre qu'à punir des coupables quand la nature s'attaque aux innocents. Mais leurs sentences sont terribles, appliquées avec la même rigueur. Tous également victimes.

Dieu même paraît s'être mis en congé de cette lie, et ses prêtres débordés ne sont que les greffiers de toutes les douleurs. Aussi, lorsque le crime advient, c'est comme dans la logique de la terre, une émana-

tion de forces souterraines longuement contenues, aussi sourdes que les rumeurs qui annoncent où l'éruption va se produire. Il faut s'en aller quérir loin ailleurs, dans cet autre monde qu'est la ville, l'instrument du Jugement dernier : cet homme, qui se bat au mot à mot comme on le fait au corps à corps pour arracher, lambeau après lambeau, l'aveu. Au demeurant, une sorte de colon parmi des sauvages, moins juge qu'exorciste, commis pour arracher des entrailles la cause profonde de tous les crimes, l'idée que l'on puisse faire preuve de coquetterie, que l'on tente d'échapper à la soumission quotidienne par l'amour.

Ames lointaines

Gunnar Gunnarsson (1889-1975), l'un des grands islandais du siècle, plonge dans ces âmes lointaines comme au fond des volcans enneigés de son pays, faisant émerger peu à peu du mutisme les sentiments les plus violents, avec le tact et la pudeur d'un narrateur (un prêtre) débordé. Balançant sur la frontière ténue entre justice et injustice, il fait plus que suggérer une forme d'innocence des coupables, en aspirant à la paix d'un ordre plus proche d'eux et de leurs existences que celui qui invoque sans fard la nécessité d'un « sacrifice humain », et impose un châtiment plus terrible encore que le crime.

J.-L. P.

Centre Georges Pompidou
Espace scénarium dirigé par Christian Descomps
26 et 27 novembre 1992. Débats publics à 21 h, petite salle.

AMERIQUES LATINES : UNE ALTERITE
avec :
A.M. D'ARZI, C. BERNARD, G. FREUDENBERG, J. GU, A. GOMEZ-MILLER, V. GOMEZ-PON, C. HURTADO-RECA, E. LOUENÇO, F.M. BERNARD-CASEVITZ, P. VERMEJEN.
à paraître en décembre aux Éditions du Centre Georges Pompidou
« PHILOSOPHIE ET ANTHROPOLOGIE »

« Belles étrangères » : Lituanie, Lettonie, Estonie

On ne s'intéresse guère aux écrivains des pays baltes... Surtout s'ils ont été, pendant un demi-siècle, coupés du reste de l'Europe. C'est pourquoi il était important de mieux faire connaître les littératures de Lituanie, Lettonie, Estonie grâce aux 18 rencontres des Belles étrangères qu'organise la Direction du livre du ministère de la culture et l'Association Dialogues entre les cultures (ADEC).

Quinze écrivains ont donc été invités, du 19 novembre au 3 décembre, pour la plupart inconnus en France. Exceptionnellement, ces rencontres s'ouvriront par trois journées qui réuniront à Saint-Nazaire, les 19, 20 et 21 novembre, l'ensemble des participants, avec le concours d'Ugnė Karvelis, Anželika Čalvinskė, Jean-Marc Suić (Maison des écrivains étrangers et traducteurs de Saint-Nazaire). Tél. : (16) 40-66-83-20.

Les Beltes seront ensuite à Paris jusqu'au 28 novembre avec, notamment, une soirée sur l'Estonie et la Lettonie (Centre Pompidou, lundi 23, à 18 h 30 et 21 heures) et sur la Lituanie (Centre Pompidou, mercredi 25, à 21 heures) ; une rencontre sur les littératures du Nord (Maison des écrivains étrangers et traducteurs de Saint-Nazaire, jeudi 26, à 18 h 30) et un débat sur les littératures d'aujourd'hui animé par Yves Plasseraud (BPI, Centre Pompidou, jeudi 26, à 20 heures).

Les auteurs se rendront ensuite à Caen, Bordeaux-Begles, Montpellier, Aix-en-Provence, Blois, Lille-Roubaix, Strasbourg.

(Renseignements à l'ADEC, 43, rue de Richelieu, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-96-15-51.)

« Les Belles étrangères », « Les pays baltes revisités », reportage de Katarina von Bülow : Grand angle (samedi 21 novembre, à 11 heures), Vilnius (dimanche 22, à 11 heures), Riga (dimanche 29, à 11 heures), Tallinn (dimanche 6 décembre, à 11 heures).

LE PORTEUR DE FLAMBEAU
Nouvelles d'Arvo Valton.
Traduites de l'estonien
par Antoine Chalvin.
Viviane Hamy, 184 p., 109 F.

LE SEPTIÈME PRINTEMPS DE LA PAIX
de Viivi Luik.
Traduit de l'estonien
par Antoine Chalvin.
Christian Bourgois, coll. « Lettre internationale », 374 p., 150 F.

On a oublié l'étonnement qui saisit le monde l'été de 1989 en voyant apparaître dans les rues des « Républiques soviétiques », à Vilnius, à Tallinn, à Riga, des forêts de drapeaux qui n'étaient pas rouges ; oubliés, inconnus, interdits. Ils surgissent de cachettes insoupçonnées. Les drapeaux de l'indépendance. La mémoire refoulée des pays baltes « libérés », comme on disait, le même jour de juin 1940, selon les accords du pacte Hitler-Staline. Occupés par les Russes, puis par les Allemands après la rupture du pacte, « libérés » de nouveau, pour devenir, en 1945, Républiques socialistes soviétiques. Jusqu'à ce que l'indépendance, depuis un an, fasse resurgir d'autres monstres.

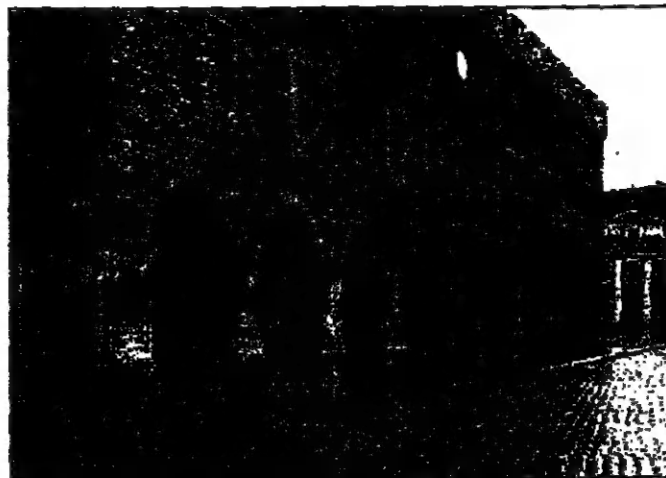
Un homme se réveille seul vivant parmi des corps inertes. A-t-il été choisi pour les réveiller ? Ou bien récupère-t-il tout simplement d'une cuite dont il ne se souvient pas ? Est-il cliniquement mort, comme le soutiennent les employés de la morgue, ou a-t-il été amené par erreur ? Il s'évade dans la cité enneigée, à la lueur d'un flambeau (*l'Homme au flambeau*). Est-ce le même, ou un autre, qui se retrouve dans une ville inconnue, où aucun être ne lui est proche ? Découvrant un mort dans une impasse sombre, il appelle la police. « Qui était la victime ? - Mon ami. - Est-ce que vous le connaissiez ? - Non. - Comment s'appelait-il ? - Peut-être Paul. - Et vous, comment vous appelez-vous ? - C'est une chose à laquelle je n'ai jamais pensé. » (*Dans une ville étrangère*). Il y a aussi les individualistes, comme celui qui, dans la pâtisserie où l'on dresse un questionnaire pour connaître le genre de gâteau qui vous convient, désire le gâteau le plus cher parce qu'il est invendable - ou invendable parce qu'il est plus cher (*le Gâteau*) ; ou bien encore celui qui refuse de reconnaître qu'il est un harang, serré dans un baril pour former une collectivité. Et quand il s'agit d'amour, le mariage idéal qu'imagine Valton n'est qu'une solitude plus grande (*l'Amour à Mustamäe*).

Né en 1935, Arvo Valton (de son vrai nom Arvo Vailikivi), déporté à treize ans, a passé son adolescence dans plusieurs lieux du « Pays froid », comme disent les Estoniens pour ne pas soulever la Sibérie. Revenu en 1954 de Kolyma où il avait rejoint son père arrêté depuis 1944, il a d'abord été ingénieur avant d'étudier l'écriture à l'Institut cinématographique de Moscou. Avec des textes écrits pendant la

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La mémoire refoulée



Dans Tallinn

« stagnation » de l'époque brejnévienne, entre 1966 et 1978, le recueil de nouvelles qui paraît chez Viviane Hamy, le *Porteur de flambeau*, nous fera découvrir l'univers de l'absurde estonien. Qui est peut-être l'absurde universel. Des textes courts, froids, inquiétants et presque minimalistes, qui furent, en ce temps-là, comme la révélation qu'il était possible de ruser avec le régime, pour parler autrement d'un univers initialement, et qui, lorsqu'ils n'étaient pas interdits par la censure, touchaient si juste que leur auteur devint un des écrivains estoniens les plus lus en Estonie. Il a publié, en 1989, un roman autobiographique, *la Déserte et l'Espérance*, qui évoque le destin de ses compatriotes déportés en Sibérie.

Viivi Luik, elle, n'a pas connu la guerre. Et c'est l'enfance d'une petite fille estonienne de l'après-guerre, la sienné, qu'elle raconte dans le *Septième Printemps de la Paix*. Parce qu'elle n'a pas voulu qu'on oublie cette décennie où s'accomplit la déportation en masse de ceux qui pourraient résister et la mise au pas de ceux qui restent, le dressage idéologique des plus jeunes. Même si, dans les forêts, le combat continue pour les partisans, ces légendaires « Frères de la forêt » qui, jusqu'au milieu des années 50, se battent encore contre l'occupant. Un hiver dans la vie de Viivi Luik, avant que la chape du stalinisme ne recouvre le pays pour près de quarante ans. Ce que l'auteur nomme, avec dérision, la « paix ».

Viivi Luik est considérée comme un des grands poètes estoniens contemporains ; elle a publié, depuis l'âge de dix-neuf ans,

neuf recueils de poésie, ainsi que des récits et des poèmes pour enfants. Le *Septième Printemps de la Paix*, son premier roman, publié en 1985, à l'aube de la perestroïka, a été un véritable événement, précédant de plusieurs années les atroces cérémonies d'exhumation des déportés du goulag et les retours des cercueils vers leur mère patrie. Née en 1946, elle a reçu l'éducation d'une jeune Soviétique du temps de Staline et, avec une émotion que masque une dérision douloureuse, elle tente de retrouver le regard innocent et l'optimisme pathétique qui fut celui de sa génération.

Autour d'elle, pourtant, on le voit, le pays résistait de toutes ses forces. Mais, à elle, on n'explique rien. Elle est trop petite, elle est déjà touchée par le « mensonge déconcertant » ; elle est déjà contaminée. Les adultes savent qu'ils doivent se méfier de cette enthousiasme, qui est une graine de Pavel Morozov. On ne lui dit pas pourquoi, tout autour, les maisons ont été abandonnées, verrouillées ; pourquoi certains fermiers (sans doute d'affreux koulaks !) se sont pendus ; pourquoi on trouve parfois, en cherchant des champignons ou des myrtilles, des objets dissimulés sous les branches des arbres ou dans les tas de bûches, une marmite, de la nourriture, un morceau de lard, des fusils, un demi-cobon ; pourquoi l'oncle garde une baïonnette allemande dans la ruche... Elle sait seulement que la forêt est pleine de dangers, parce que s'y cachent des bandits, ceux qu'on appelle les « Frères de la forêt », dont elle espère qu'ils vont bien vite être anéantis.

Tant de questions auxquelles on ne lui

répond pas. Pourtant, nourrie des *Anciennes Légendes du peuple estonien*, de la Bible racontée aux enfants, ou de mythologie, elle participe d'un autre monde, confond Hercule et Tchapaïev tout en rêvant des tours du Kremlin ou d'un vaillant petit pionnier du Daghestan ! D'une curiosité insatiable, elle dévore les vieux livres qu'elle trouve chez les gens, ressuscitant pour le lecteur de son pays le panthéon oublié des poètes interdits, ou bien se gorgeant d'albums cachés sous les armoires, comme Hitler, l'ami des enfants. Le père est souvent absent, parti sur sa moto « en mission », aux quatre coins de la République. Sa mère fait des confitures de sorbes. C'est surtout avec sa grand-mère, à laquelle on n'a jamais appris l'allemand et qui ne connaît que huit mots de russe, qu'elle découvre les complexités de l'existence. A peine étonnée devant le directeur de la bibliothèque qui vient dans les maisons pour « sensibiliser les femmes de la campagne aux vertus de la mort ». Il ne savait pas où l'on pouvait s'en procurer, mais il pensait qu'on en vendait peut-être dans les grandes villes. Il n'oublie pas de recueillir sur sa feuille la signature de sa grand-mère. Parfois, dans une ferme vide, verrouillée, l'horloge tictaque parce que « la mère de l'August, qui était aussi la grand-mère d'un Frère de la forêt, renait tous les deux jours pour remonter les poids. Il ne fallait pas que l'horloge s'arrête. Si l'horloge s'arrêtait, August périrait en Sibérie... ». Une autre fois, elle remarque quatre autres femmes où poussent des pommes exceptionnellement juteuses, des tapis de fraises, où l'on voit une armoire aux rayonnages pleins de livres. « J'espère ardemment qu'un beau jour, leurs occupants seraient emmenés quelque part eux aussi », se dit la petite fille sans penser à mal.

Avec un humour désespéré, Viivi Luik nous montre un monde où les valeurs sont inversées, comme le souligne, dans sa postface intitulée « Une enfance dans un monde à l'envers », le poète Jaan Kaplinski. Pour nous faire éprouver les souvenirs gris et figés de l'enfance, la vraie misère, l'épreuve des regroupements des villages en kolchozes, la résistance cachée, mais aussi l'angoisse du futur, Viivi Luik nous offre, en poète, à son rythme, lentement, une narration dans un temps qui n'est pas le nôtre. « Il y a, en tout et pour tout, écrit-elle, deux objets dont je ne peux absolument pas me passer : mon crayon en bois et ma machine à écrire en métal. Avec leur aide, j'essaie de transformer la chair en Verbe et le fumier en Fleur. Jour après jour... »

Beauté sereine des paysages de brume où se confondent la prairie et le ciel, où les forêts noires abritent des cohortes de génies et de fantômes, où abondent les fruits et les baies sauvages, où la nudité de l'hiver blanc se tache parfois de sang, rappelant le Roi sans divertissement de Giono, dans une quête de la magie mémoire qui se confond avec la volonté de vivre.

Le délire surveillé

Suite de la page 25

Ce résumé précipité du livre de Maria Isaura semble, dans un premier temps, recouper les études classiques consacrées à la fête par les folkloristes ou les sociologues européens (Durkheim, Bakhtine, Callois). Comme la Fête des fous ou la Fête de l'âne, le carnaval de Rio est un segment de délire, avec inversion des valeurs, subversion sociale et renversement des contraintes, accouchement d'une société autre, cortis du temps, résurrection d'une espèce de chaos originel : les pauvres tiennent la haut du pavé. La liberté sexuelle autorise une indécence d'ordinaire maudite. La nudité des belles chaires, la véhémence des femmes ouvrent une lucarne sur l'enfer - ou peut-être sur le paradis - en tout cas sur un monde alternatif. En ce sens, le carnaval carioca va plus loin qu'aucun autre débridement puisque l'inversion sexuelle y règne par la présence des travestis que les Brésiliens appellent les *encostos* ou « minces ». Notons que les lesbiennes, les *Maria Sapata* - Marie Godillot -, ont moins de chance que les minces. Le Brésil, même quand il délire, est une société machiste.

Alors ? Faut-il dire que le carnaval de Rio n'est qu'une exorcisation exotique, baroque et nègre des folklores de l'Europe ? Maria Isaura n'en croit rien : elle ne reprend les thèses classiques de Durkheim que pour les pervertir. Elle montre que le carnaval de Rio n'ébranle en aucune façon la société qui le célèbre. S'il est vrai que les Nègres et les pauvres ont pris la place des Blancs et des riches, les véritables chefs de file des écoles de samba sont cependant des Blancs et les finance-

ments sont assurés soit par les bourgeois, soit par ces capitalistes des limbes que sont les « banquiers » du *ballo*. De même, si le carnaval pulvérise les catégories sociales, le chaos dure le temps d'un éclair à peine et les classes, en réalité, demeurent intouchées. Le carnaval ne fait pas vaciller les structures lourdes et oppressives de la société brésilienne. Il aide plutôt à en supporter la férocité. Il les protège. La transe, la transgression, la subversion sont étroitement surveillées par une bourgeoisie qui n'a laissé s'épanouir la déraison que pour consolider l'empire de sa propre raison.

Pas de modèle universel

Telle est la leçon de ce livre : les sociologues européens ont dit de fortes choses sur la fête. Maria Isaura, avec la complicité des pauvres de Rio de Janeiro, accepte ces analyses subtiles mais elle les surplombe, les complète et les démolit à la fin. Sur un plan plus théorique, cet ouvrage atteste qu'il n'existe pas un modèle universel de la fête, un schéma monotone qui errerait à travers les temps et les lieux et dont toutes les illustrations, de Bâle à Nice, de Hambourg à Pithiviers, ne seraient que des copies d'un canevas unique, celui de l'inversion des valeurs. En vérité, chaque carnaval est le produit d'un temps et d'un lieu, d'une histoire et d'une géographie, d'une culture et d'un moment. Celui de Rio obéit à ces protocoles : il est sans comparaison, et seule une étude socio-historique nous permet de déchiffrer ses treublantes figures.

Gilles Lapouge

Penser la guerre du Golfe

A la lecture des archives américaines sur le conflit, Alain Joxe en est convaincu : les Etats-Unis sont en passe de devenir l'« empire du désordre »

L'AMÉRIQUE MERCENNAIRE

d'Alain Joxe.
Stock, coll. « Au vif »,
440 p., 160 F.

Voici un livre à la fois dense et panoramique sur la guerre du Golfe. Il allie une exploration rigoureuse des sources écrites américaines - auditions par le Congrès, rapport final du Pentagone, archives diverses - à une relecture à contre-courant des tenants et des aboutissants du conflit. Alain Joxe ne se contente pas d'analyser, en expert (1), la pratique et le discours guerriers des Etats-Unis. Il les restitue dans leur durée, de l'épopée du *Mayflower* à l'allocation d'Aspen de George Bush (août 1990), qui marque l'entrée en scène de la nouvelle doctrine militaire américaine.

Le titre de ce livre (*L'Amérique mercenaire*) résume parfaitement son contenu, car le mercenariat suppose un commanditaire, un rôle que n'ont joué ni le Japon ni l'Allemagne, deux pays que les Etats-Unis ont mis financièrement à contribution - tout en décidant à peu près seuls des événements. Affaiblis économiquement, ils ont plus que jamais besoin de leurs alliés pour continuer à jouer les gendarmes du monde mais ils ne leur donnent pas voix au chapitre. C'est ce paradoxe du « mercenariat » que met à nu Alain Joxe, une posture qui, selon lui, laisse aux Etats-

Unis toute liberté pour financer - à crédit - ses incontrôlables visées de nouvel « empire du désordre ».

Ce livre n'est pas anti-américain au sens où l'est ou l'a été une certaine gauche française. Alain Joxe épouse même, pour la discuter, la thèse d'Hannah Arendt dans son *Essai sur la révolution*, thèse qu'il résume ainsi : « Le discours américain sur le progrès reste aujourd'hui le seul disponible, étant donné l'opprobre qui frappe indistinctement tous les progressistes issus de la Révolution française et de la Révolution soviétique ». Soit, admet-il. Raison de plus pour confronter l'usage que les Américains font de leur philosophie du progrès aux idéaux dont ils se réclament.

Pompiers pyromanes

Son approche est à la fois historique, philosophique et stratégique et s'il ne se reconnaît guère de points communs avec Raymond Aron, c'est malgré tout de ce côté qu'il faut chercher une parenté, dans l'ambition qu'il met à « penser la guerre » du Golfe en examinant à la loupe les multiples attitudes de celle-ci.

A en croire Alain Joxe, le ver serait dans le fruit depuis les origines de la Révolution américaine. Cette révolution, qui, à peine enfantée, a toléré l'esclavage et légitimé la violence individuelle, celle des aventuriers de

la « frontière », a pris très vite un mauvais pli, quoi qu'en pensent ceux qui la portent au nues. Les années Reagan ont exacerbé ces travers. De l'invasion de la Grenade au raid sur le Panama, ce sont les mêmes réflexes qu'hier, ceux des *freedom fighters*, qui dictent aux Américains leur conduite extérieure. Jusqu'ici, ils agissaient seuls. Avec la guerre du Golfe, la perspective change. Elle démontre l'aptitude des Etats-Unis à embarquer le reste du monde dans leurs folles aventures. Il serait peut-être temps, dit Alain Joxe, de s'en alarmer.

Cette Amérique « cow-boy » recourt presque malgré elle à la violence plutôt qu'à la diplomatie. Elle a ça dans ses gènes. La (re) lecture des archives américaines relatives à la crise du Golfe en ont convaincu Alain Joxe. Ces archives, celles qui sont disponibles, démontrent, selon lui, que non seulement les Etats-Unis se préparent à la guerre contre l'Irak depuis novembre 1988, soit vingt mois avant l'invasion du Koweït, mais surtout que Washington aurait « conjointement soutenu l'un contre l'autre les deux adversaires », cela afin de « rendre inévitable le conflit armé ».

Qu'est-ce qui pousse les Etats-Unis à jouer ainsi les pompiers pyromanes ? Alain Joxe l'affirme : désormais « mercenariés », les Américains se sont enfoncés dans une logique qui les contraint à « louer leur système militaire contre de l'argent com-

tant ». C'est presque une question de survie. Et de s'inquiéter des conséquences que cette attitude va-t-elle risquer d'avoir sur la stabilité de la planète : « Dans l'état actuel de l'économie mondiale, des conflits socio-économiques dans le tiers-monde, il est inacceptable qu'une mécanique de précision aussi puissante que celle des Etats-Unis soit codée pour l'entrée en guerre chaque fois qu'une logique politique et militaire hostile surgit au coin d'un bois. Cela nous promettrait un vingt et unième siècle de guerres incessantes et barbares. Il faut probablement se préoccuper d'arrêter la machine militaire américaine, déchaînée par la disparition des Russes, avant qu'elle ne broie le tiers-monde, l'Europe et l'Amérique elle-même. »

En « homme des Lumières laïc et républicain », Alain Joxe ne pardonne pas à la France d'avoir manifesté à l'égard de cette Amérique-là une « solidarité subalterne » en s'engageant sur ses pas dans la guerre du Golfe. Son livre réferme, la pertinence de cet engagement apparaît à ceux qui l'ont approuvé comme allant un peu moins de soi.

R. L. G.

(1) Spécialiste des questions militaires et stratégiques, Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il est le frère de Pierre Joxe, actuel ministre de la Défense.